

Dévoilons la campagne raciste cachée derrière le voile islamique

Depuis de nombreuses années déjà, certaines jeunes filles musulmanes portent le voile ou le foulard à l'école. Cela n'a jamais posé de problèmes. Mais aujourd'hui, c'est devenu un problème national, et même européen. Le résultat immédiat en a été l'augmentation notable du nombre de jeunes filles portant le foulard dans les écoles et des tensions entre les communautés.

Il faut remettre cette question à sa place! La droite et l'extrême droite ont saisi l'occasion pour "casser de l'arabe" et faire de la démagogie électoraliste, comme en France dans les élections partielles. Mais en Belgique, certains dirigeants du Parti Socialiste ont contribué à cette campagne tout en se présentant comme des défenseurs de la laïcité, de la démocratie et de la liberté.

Nous n'avons pas à nous opposer, à interdire le port du foulard islamique dans les écoles publiques. Celui-ci exprime un besoin d'identité culturelle au travers d'un symbole religieux. Ceux qui imposent l'interdiction du port du foulard, refusent aussi comme Charles Picqué, bourgmestre de Saint Gilles, beaucoup d'autres manifestations de jeunes arabes, l'instauration d'un cours de langue arabe en option dans les écoles secondaires de la commune, la réalisation des cours de religion islamique.

On a peur de tout ce qui vient des "arabes", comme s'ils représentaient le Mal, comme si l'Islam avait le pouvoir de déloger et de remplacer l'enseignement laïc. Malgré tout ce que l'on a pu en dire... remontée des fois religieuses, fanatisme des gens dans les sociétés en crise....., la religion ne dirige pas aveuglément les masses. Même dans des pays très religieux, il y a des mouvements sociaux, anti-capitalistes et révolutionnaires qui expriment la profonde volonté de la population de résoudre les problèmes de la société, sur terre et non dans les

prières à Dieu quel que soit son nom. Au Nicaragua, le pouvoir sandiniste comprend une bonne part de prêtres catholiques, au Brésil, le Parti de Lula qui est sorti premier parti de la gauche au premier tour des élections, se compose, parmi d'autres, de nombreux chrétiens. Des gouvernements anti-impérialistes et révolutionnaires ont été mis au pouvoir dans des pays où la population est à forte majorité musulmane, de la Libye à l'Afghanistan.

En voulant interdire le port du foulard à l'école publique, on montre surtout un manque de confiance dans la capacité de conviction d'un enseignement basé sur la recherche de la vérité, sur l'esprit critique et l'objectivité scientifique. Le port du foulard, comme celui de tout autre signe religieux, une croix autour du cou, une étoile de David et le petit chapeau des juifs, exprime une adhésion à une foi dans le surnaturel, un sentiment religieux que nous combattons, ou que nous espérons pouvoir dépasser dans la nouvelle société que nous voulons construire. Mais ce ne sont pas des décrets qui empêchent les gens de suivre une religion. La seule manière possible est de prendre de plus en plus confiance et assurance dans la possibilité pour les gens de participer à la vie de la société et de décider dans cette société.

Le problème du foulard islamique est monté en épingle actuellement, pour détourner les préoccupations de la population des réels problèmes de la société capitaliste: le chômage qui persiste, la pauvreté, la pollution, la cherté de la vie et des logements en particulier. Il n'y a aucun programme de gouvernement national, des instances régionales ou communales pour améliorer les habitations, l'organisation des quartiers. Les derniers exemples d'incendies de maisons démontrent l'incurie des instances au pouvoir en la matière. De plus, tout pousse à la formation de

Suite page 2

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVème Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles-CCP 000.0976234-26 de POLET
☎ 02/732.21.95

27^{ème} Année

Janvier 1990

N° 382

20 Francs

Les bouleversements dans les Etats ouvriers et le programme anti-capitaliste pour la gauche en Belgique

L'effondrement de tout ce qui reste de la bureaucratie et du stalinisme dans les Etats ouvriers est à l'ordre du jour dans les événements de Roumanie et des autres pays socialistes. Ce processus n'a pas une direction consciente pour donner le programme de la planification socialiste qui est nécessaire entre tous les Etats ouvriers pour dépasser leur crise de croissance. Mais il a une orientation bien déterminée: les masses qui sont en train de se mobiliser partout dans les Etats ouvriers européens, ne veulent pas d'une restauration capitaliste. En Roumanie en particulier, le régime capitaliste n'avait rien à voir avec des vitrines bien garnies, c'était l'exploitation, la misère totale, l'ignorance, le manque de soins de santé et de culture pour la population, c'était à la fois le fascisme et le maintien de la féodalité dans les campagnes. Le peuple roumain ne s'est pas soulevé contre Ceausescu et sa clique pour revenir à cela, mais pour participer à la direction de l'Etat ouvrier et pour y faire régner la justice sociale, la distribution des biens en fonction des besoins de la population et pour se débarrasser de l'appareil bureaucratique qui profitait de l'état ouvrier pour lui-même.

Le capitalisme européen avait des yeux doux pour Ceausescu aussi longtemps qu'il pouvait tirer un profit des investissements et de la planification bureaucratique, participer à la construction des complexes chimiques, des grands hôtels ou des bâtiments officiels, bénéficier du bon remboursement de la dette, tant qu'il espérait utiliser la politique de Ceausescu en opposition à l'Union Soviétique. Il ne faisait aucun cas du "manque de démocratie", de même que l'impérialisme américain ne se soucie de la "démocratie" qu'en fonction de ses intérêts en Amérique Latine et Centrale. La "dictature" de

Noriega au Panama ne le dérange que parce que le mouvement nationaliste du Panama ne veut pas renégocier un traité sur le Canal de Panama. Alors, l'impérialisme lance une guerre avec l'intervention de milliers de soldats américains contre la population panaméenne et essaie d'intimider les autres pays, en particulier le Nicaragua. Les soucis démocratiques du capitalisme sont une farce et il faut le dénoncer clairement.

En Belgique, la gauche se trouve désemparée et désarmée face à la crise qui bouleverse tous les Etats ouvriers, comme si le programme de transformations socialistes de la société est remis en cause par ce processus. Il faut discuter dans toutes les organisations de gauche, dans tout le mouvement ouvrier, la nature de ces changements: c'est une forme de révolution politique qui est en cours, et non pas un mouvement pour changer les structures de base de l'Etat ouvrier. Les masses des Etats ouvriers ont déjà acquis une conscience et une assurance de la supériorité de l'Etat ouvrier sur le système capitaliste. Elles l'ont exprimé dans tous ces derniers événements. En Roumanie, les masses ont vu les aberrations de la planification bureaucratique: les pénuries alimentaires, le rationnement du chauffage urbain, de la distribution de l'électricité, n'étaient pas le produit de la pauvreté de l'Etat ouvrier, mais bien celui des plans de la bureaucratie de Ceausescu. La démocratie que les masses réclament, c'est la démocratie socialiste. Elles ont créé des comités pour la démocratie socialiste à Timisoara et partout où elles pouvaient. La base communiste et une grande part des cadres du Parti Communiste Roumain ont participé avec la population au limogeage de

Suite page 2

SOMMAIRE

LA FONCTION DU PARTI ET DES SOVIETS

J. Posadas 22 Octobre 1967..... page 3

Résolution du Bureau Européen

De la RDA à la Hongrie:

Le processus inégal et combiné de la régénérescence partielle..... page 4

Caterpillar, Interbrew et la prétendue

"Charte sociale" européenne..... page 2

Afrique du sud: La libération des dirigeants de l'ANC..... page 4

Brazil: L'importance historique des élections..... page 5

Les bouleversements dans les Etats ouvriers et le programme pour la gauche en Belgique... suite de la page 1

la clique de Ceausescu et l'armée est, elle aussi, composée de communistes et de cadres très proches de l'Union Soviétique.

C'est absurde de parler de "la fin du communisme", comme le déclare la presse capitaliste depuis des semaines. Ce langage a un but politique bien déterminé, celui de désorienter et de provoquer une perte de confiance dans la perspective socialiste au sein des forces de gauche en Belgique. La confusion existe parmi les camarades communistes et socialistes, dans la mesure même où la direction du Parti Communiste en Belgique a été liée de très près au stalinisme, a fait

la politique du stalinisme en Belgique pendant des dizaines d'années et qu'elle n'a jamais fait l'analyse de la nature de la crise des Etats ouvriers, qu'elle n'a pas compris ce que signifiait la bureaucratie et le pouvoir bureaucratique en Union Soviétique et dans les autres Etats ouvriers, ni le processus de régénérescence qui y mûrit depuis des années également. Maintenant, le Parti Communiste s'évertue à montrer qu'il critiquait Staline en 1956, qu'il condamnait l'intervention du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968, qu'il a pris ses distances avec Ceausescu depuis plusieurs mois etc., mais il ne dit pas que le programme pour avancer vers le socialisme est nécessaire

pour le progrès de l'humanité et que c'est de démocratie socialiste dont les Etats ouvriers ont besoin pour continuer à avancer. C'est la direction bureaucratique qui étouffe les capacités de développement des Etats ouvriers et la démocratie soviétique qui est vitale pour eux.

Dans tous les Etats ouvriers, cette question est à l'ordre du jour. Les partis communistes formés par le stalinisme sont faibles pour y répondre. C'est pour cela que des mouvements comme Solidarnosc ou la Charte 77 ont pu prendre transitivement de l'importance. Mais aucun d'eux ne pourra mettre en cause la structure de l'Etat ouvrier et s'ils commencent à le faire, comme en Pologne ou en Hongrie, ils vont être rapidement déplacés à leur tour. Le capitalisme aujourd'hui ne peut exister que sous la forme de l'impérialisme, des multinationales. Toutes ses interventions dans les Etats ouvriers n'ont rien à voir avec la lutte pour la démocratie. Les masses en sont conscientes et, en Pologne comme en Hongrie ou en Roumanie, elles ne vont pas le supporter. Une planification socia-

liste entre tous les Etats ouvriers et la participation dirigeante des masses à cette planification sont nécessaires.

D'autre part, la crise de décomposition du capitalisme se poursuit. Malgré les variations de conjoncture économique et ce qu'on appelle "la reprise", la classe ouvrière en Belgique et l'ensemble des travailleurs n'ont connu aucune amélioration des conditions de vie et de travail, les perspectives ne sont pas meilleures : les employés de banques commencent des grèves, après de longues années sans mobilisations, parce que les grandes sociétés capitalistes doivent augmenter leur concentration pour affronter le reste du capitalisme et elles le font en procédant à des milliers de licenciements. Il en est de même dans tous les secteurs de l'économie. On l'a vu à Caterpillar et à Interbrew récemment. L'étatisation des grands moyens de production et des banques et la planification de la production en fonction des besoins des masses sont un programme nécessaire pour le progrès de la population.

Le 31 Décembre 1989

Dévoilons la campagne raciste cachée derrière le voile islamique..... suite de la page 1

ghettos.

D'autre part, c'est un fait que la religion islamique, comme toutes les autres religions d'ailleurs, considère souvent la femme comme un être inférieur soumis à la volonté du père, du mari, du frère. Mais la lutte pour l'émancipation des femmes ne passe pas, elle non plus, par des décrets, des règlements. En Libye, les gardes du corps du colonel Khadafi sont toutes des femmes, elles participent à toutes les visites officielles en uniforme des milices populaires et sans voile. Dans ce pays, la religion n'est pas une entrave au progrès social et à la libération de la femme.

L'instruction obligatoire et gratuite jusqu'à l'âge de 18 ans a été une conquête fondamentale du mouvement ouvrier et démocratique du 20^{ème} siècle, acquise au prix de grandes luttes et constamment remise en question par la bourgeoisie qui veut faire payer sa propre crise à la population. ce n'est pas le port du voile islamique qui est responsable du manque d'enseignants, des restrictions budgétaires, des suppressions des programmes culturels, sportifs et artistiques dans les écoles. C'est là que se trouve le combat à mener pour défendre l'école laïque, et aussi pour donner des bases à l'émancipation des jeunes filles et de la population en général, par rapport à tout obscurantisme. Le plus important pour les filles qui portent le foulard, est d'avoir accès à l'école, de développer leurs connaissances culturelles et scientifiques, leurs relations sociales avec les autres.

L'orientation de la politique des gouvernements, inclus quand les

socialistes y participent, ne permet aucun progrès dans l'intégration des travailleurs immigrés. Au lieu du foulard islamique, pourquoi ne discute-t-on pas du droit de vote pour les immigrés ? Pourquoi ne pas parler des associations qui ne peuvent plus vivre faute de crédits, pour organiser des cours de langue ou des activités culturelles dans les quartiers populaires ?

Il faut contrer la campagne raciste qui se cache derrière l'affaire du foulard islamique. Il faut affirmer la défense des travailleurs immigrés et de leurs familles comme partie intégrante de la classe ouvrière en Belgique.

Toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, doivent prendre position sur ce problème en défendant des principes de solidarité, et le droit à un enseignement public tolérant et scientifique et disposant des moyens financiers nécessaires pour que chaque enfant soit à égalité dans les écoles. Le mouvement ouvrier doit défendre l'école publique et laïque et continuer la lutte pour une école unique, publique, réellement gratuite et pluraliste respectant toutes les croyances religieuses. Dans ce sens, nous sommes contre l'école privée, autant islamique que catholique ! Et au lieu de s'attaquer avec tant de bruit à la création d'une école islamique, comme le font beaucoup de dirigeants socialistes, en particulier à Bruxelles, le Parti Socialiste doit continuer le combat contre l'enseignement privé, où l'église catholique joue un rôle bien plus important et néfaste que tous les imams des écoles coraniques réunies.

CATERPILLAR, INTERBREW ET LA PRETENDUE "CHARTRE SOCIALE" EUROPEENNE

Les pays du Marché Commun, sauf l'Angleterre viennent de signer le principe d'une Charte Sociale Européenne. Les partis socialistes ont présenté cette Charte comme un objectif important pour les travailleurs comme si elle allait apporter une transformation dans leurs conditions de vie, de travail, dans leur bien-être. C'était le leit-motif de leur campagne lors des dernières élections européennes.

Cette Charte émet quelques vœux pieux et n'est pas obligatoire pour personne. Les travailleurs qui ont mené la grève à Caterpillar, ceux qui l'ont mené à Interbrew, tous les travailleurs qui vont être confrontés aux prochaines concentrations capitalistes pour cause "d'adaptation à l'Europe 92" font la preuve que cette charte n'est qu'un morceau de papier supplémentaire dans l'immense tas de directives émis par la CEE. Ici, les problèmes sont concrets: le patronat de Caterpillar a prétexté "une faute grave" commise par des ouvriers pour mettre à la porte les travailleurs qu'il avait besoin d'éliminer pour accomplir un redéploiement de ses activités dans d'autres pays d'Europe. Chez Interbrew, 1000 travailleurs sont à éliminer dans la restructuration européenne des patrons de la bière.

Aucune charte européenne n'a de force pour imposer au capitalisme d'agir à l'encontre de ses intérêts, de la course au profit et de la loi du plus fort dans la furieuse concurrence intercapitaliste. Si le patronat a reculé -en partie- c'est uniquement en conséquence de la lutte de la classe ouvrière. Mais à Caterpillar, tous les ouvriers n'ont quand même pas été réintégrés et à Interbrew, l'accord en discussion représente une pause d'un an, mais pas le renoncement au plan patronal de licenciements.

Le problème de l'unification des travailleurs dans toute l'Europe capitaliste se pose au tout premier plan à la lumière de ces grèves. Mais on ne peut pas se contenter de rassemblements comme celui qui a eu lieu devant les bâtiments de la CEE à Bruxelles, avec des délégations de permanents syndicaux de différents pays d'Europe pour accélérer l'adoption de la Charte Sociale. Il faut une concertation permanente des organisations syndicales des entreprises d'une même branche, une organisation démocratique de tous les travailleurs d'Europe pour discuter et établir une Charte Socialiste de la classe ouvrière de l'Europe des douze.

La fondation du premier Etat ouvrier en 1917 est une confirmation historique des instruments nécessaires pour l'organisation, le triomphe et le développement de la révolution, et une confirmation du sens permanent de la révolution. Il est nécessaire de revendiquer de tels concepts parce que ceux-ci ne sont ni repris ni généralisés ni développés par les directions actuelles des Etats ouvriers. Le premier Etat ouvrier a démontré la nécessité de l'organisation d'un parti de révolutionnaires professionnels, le Parti Bolchevique. Cela voulait dire qu'il fallait consacrer sa vie à la lutte pour abattre le capitalisme, pour construire l'Etat ouvrier et le socialisme. Cela voulait dire qu'il fallait discipliner, centraliser la volonté, la décision de chaque individu, en fonction de l'objectif collectif du progrès de l'humanité. Cela voulait dire qu'il fallait le programme, la politique et la confiance historique que ces objectifs étaient possibles, justes et corrects.

Marx et Engels ont transmis l'assurance historique nécessaire pour la constitution du premier Etat ouvrier. Les instruments de sa construction sont Lénine et le Parti Bolchevique. C'était un parti de révolutionnaires professionnels qui se consacrait à la lutte pour détruire le système capitaliste et construire le socialisme. Le parti centralisait les volontés, faisait sentir que l'aspiration individuelle juste et correcte était celle qui correspondait à l'aspiration collective au progrès humain. Le parti unifiait l'avant-garde prolétarienne pour diriger la population opprimée et exploitée. Il avait la capacité de comprendre et de préparer patiemment les masses qui sont le point d'appui fondamental pour accomplir la tâche historique de la prise du pouvoir.

Lénine a préparé le parti pendant douze ans, après 1905, pour qu'il comprenne et corrige les défauts de cette expérience, essentiellement la faiblesse de l'alliance ouvrière et paysanne. Lénine ne fut pas démoralisé par cette défaite, alors que de nombreux révolutionnaires ont été déçus de la classe ouvrière qui n'avait pas pu attirer les paysans. Ils ont aussi été déçus des paysans, des soldats et des ouvriers, qui n'avaient pas pris le pouvoir. Lénine comprit la nécessité de se corriger. Il prépara le parti, et en 1917 celui-ci prit le pouvoir.

Quand on parle de la Révolution Russe, il faut tenir compte de toute la période historique précédente, dont les douze années consacrées à corriger les erreurs de 1905. Lénine avait l'assurance historique que les masses seraient capables de prendre le pouvoir et qu'il fallait en attendre l'occasion historique. Le parti s'est avéré un instrument irremplaçable.

Lénine a construit le Parti Bolchevique, mais celui-ci, pour prendre le pouvoir, avait besoin d'une base plus large. C'est ainsi que Lénine accepta l'intégration de Trotsky et de son Groupe Internationaliste Révolutionnaire qui avait un programme correct. Comme le disait Lénine : "Depuis que Trotsky s'est intégré au Parti Bolchevique, il n'y a pas de meilleur bolchevique que lui". Si Trotsky est devenu le meilleur bolchevique en si peu de temps, c'est parce qu'il l'était déjà dans sa politique, son programme, ses objectifs, ses méthodes de lutte. Il ne manquait que son adhésion formelle. Il est absurde de vouloir objecter le passé non bolchevique de Trotsky. Sa conception était identique à celle de Lénine sur tous les problèmes fondamen-

LA FONCTION DU PARTI ET DES SOVIETS

J. Posadas

22 Octobre 1967

Ce texte est extrait du livre de J. Posadas intitulé "RETOUR A LENINE - Bilan historique de cinquante ans d'existence de l'Union Soviétique", qui analyse l'expérience de la Révolution Russe et le développement du premier Etat ouvrier. Le rôle du parti et des organismes d'intervention de la population, comme les soviets, tel que le concevaient Lénine et Trotsky, est un des centres fondamentaux du fonctionnement démocratique de l'Etat ouvrier. Les changements en cours en Union Soviétique et dans les autres Etats ouvriers remet cette discussion à l'ordre du jour, comme base indispensable de la construction du socialisme.

taux.

L'Etat ouvrier soviétique a déjà passé les épreuves de l'histoire. Le capitalisme a été incapable de l'arrêter et de l'écraser. C'est lui par contre qui est en train de se désagréger et de s'effondrer sous l'effet du développement de la révolution mondiale. Ce n'est pas la crise capitaliste seule qui provoque sa désagrégation, car le capitalisme trouve toujours en lui-même la manière de s'en sortir, mais c'est le développement de la révolution qui empêche le rétablissement de ses forces organiques et qui l'oblige à se dévorer lui-même.

L'Etat ouvrier soviétique a été capable de supporter un siège militaire et économique de trois ans. Aucun pays capitaliste au monde n'aurait pu supporter de telles conditions. Les conditions historiques dans lesquelles se trouvait la Russie étaient inférieures à celles de l'Allemagne nazie. On a pris le pouvoir en Russie dans les conditions les plus difficiles de toute l'histoire. L'industrie, l'agriculture, tous les biens matériels et les chemins de fer étaient détruits. Une grande partie du territoire était occupée par l'armée allemande, c'était donc un pays exsangue. L'Etat ouvrier soviétique trouva la force et la capacité de céder un peu pour tenir et contenir l'armée allemande, tout en se préparant à faire un saut en avant (la politique de Lénine à Brest-Litovsk*). C'est en s'appuyant sur la volonté des masses que l'Etat ouvrier a supporté pendant trois ans le siège du capitalisme.

C'est alors que surgit une autre expérience importante de l'Etat ouvrier soviétique qui doit servir de base d'enseignement pour toutes les révolutions actuelles. La prise du pouvoir en soi ne résolvait pas tous les problèmes, il fallait répondre à de nouvelles questions : comment construire l'Etat ouvrier et sur quelle base ? Il était relativement simple d'abattre le tsar, de prendre le pouvoir et de faire la paix. Les bolcheviques ont repris à leur compte la volonté des masses de Russie d'en finir avec la guerre et d'avoir la terre, mais pour cela il fallait construire l'Etat ouvrier. Le Parti Bolchevique était minoritaire, il ne comptait même pas cent mille membres dans un pays de cent trente millions d'habitants. Il y avait un puissant Parti Socialiste Révolutionnaire et un Parti Menchevique, qui menaient une politique réactionnaire, et il existait une

opposition dans le Parti Bolchevique. Il fallait donc s'appuyer sur une autre forme d'organisation des relations sociales : les soviets.

Les masses ont créé les soviets au cours de l'expérience de 1905. De leur propre initiative, elles se sont appuyées sur de vieilles expériences d'aide mutuelle et de coopération paysanne. C'est ainsi qu'elles ont créé les soviets, organismes de délibération, de résolution et d'exécution, dans lesquels les ouvriers, les soldats, les paysans et les intellectuels discutaient et décidaient. Le soviets était un organisme supérieur à toutes les autres formes de pouvoir, parce qu'il résumait ou concentrait les trois fonctions de délibération, de décision et d'exécution.

Dans le système capitaliste il y a une séparation entre le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, ce qui permet à chaque secteur du capitalisme d'intervenir pour tergiverser ou pour détourner la volonté populaire. Dans les soviets, il n'y avait pas d'escroquerie possible, car les masses elles-mêmes décidaient, appliquaient et contrôlaient. Le soviets était l'instrument le plus puissant d'unification des masses du pays. Il fut capable, rien qu'en trois ans, d'unifier toutes les masses du pays dans l'appui à l'Etat ouvrier. C'étaient des organes qui animaient, impulsaient l'esprit créatif des masses, qui mettaient toutes les masses révolutionnaires au même niveau, qui donnaient à tous le même droit de discuter, de décider, d'appliquer ce qui convenait le mieux à l'intérêt collectif. Comme le dit Trotsky, il sera difficile pour l'histoire de créer un instrument supérieur à celui-là.

Le soviets était le centre organisateur de toute l'énergie de la société. Il développait les capacités créatrices de telle manière que chaque habitant de l'Etat ouvrier soviétique se sentait un participant et un dirigeant de la vie du pays. Le soviets éliminait tout organe intermédiaire qui aurait pu détourner ou saboter les conclusions révolutionnaires des masses. Il fut capable de centraliser toute la volonté combattive de la population. On y discutait de tout et on ne laissait pas à un autre organisme le soin d'appliquer.

Les soviets qui existent actuellement en Union Soviétique ne sont qu'une caricature des soviets originels. Mais le

fait même que la bureaucratie doive encore les appeler soviets montre qu'elle doit respecter les traditions de la population. C'est au travers des soviets que toute la population exerçait le droit de la démocratie prolétarienne. On y discutait de toutes les idées possibles pour assurer un développement économique, politique, intérieur ou international. On discutait pour trouver la meilleure voie, pour apprendre au milieu d'une multitude de contradictions. Les masses voyaient dans cet organisme un moyen de discuter les positions les plus diverses sans rupture ni division. Le soviets unifiait leur volonté créatrice au moyen des échanges d'opinions, dont l'unique objectif était d'impulser la révolution.

Pendant sept ans, le peuple soviétique a compris que le soviets lui permettait de s'unifier, d'identifier les intérêts de l'Etat et ceux de la population. La population sentait qu'elle participait aux décisions. A partir de 1924, les soviets furent supprimés et remplacés par les appareils bureaucratiques, et la population n'est plus intervenue. Le Soviet Suprême est un simple parlement bourgeois qui ne se réunit même pas comme le parlement bourgeois. La bureaucratie ne peut même pas se permettre, comme le capitalisme, le libre jeu des contradictions. Celui qui commande s'impose. Cependant, elle doit maintenir les élections et la dénomination du soviets pour ne pas se montrer ennemie de cette tradition aux yeux de la population.

Le peuple soviétique sait que le soviets est son instrument politique et il compte lui redonner son rôle. Il n'y a aucun rapport entre le soviets et la politique actuelle de la bureaucratie, l'autonomie des entreprises, la politique de conciliation avec le capitalisme, l'alliance avec l'impérialisme pour empêcher le développement mondial de la révolution. Le soviets est diamétralement opposé au développement de castes, de catégories d'administrateurs, de fonctionnaires, de planificateurs, d'aristocratie ouvrière. Avec un salaire de dix à cent fois supérieur à celui d'un ouvrier. Si le soviets avait continué à fonctionner, il aurait empêché de telles différences, il aurait empêché que les administrateurs et les fonctionnaires soient des catégories à part. A cette époque, il n'y avait ni administrateurs, ni gérants. C'est le prolétariat, dans les comités d'usines, qui décidait le fonctionnement de l'entreprise. La fonction d'administrateur, comme celle de dirigeant militaire, ne signifiait aucune catégorie supérieure aux autres, aucun droit politique, économique ou social supérieur aux masses.

A l'époque de Lénine et de Trotsky, il n'y avait pas de soumission à la hiérarchie militaire. En dehors du moment de l'action militaire, qui avait besoin d'une discipline et d'un commandement, les officiers avaient les mêmes droits, les mêmes obligations sociales que les soldats. Il étaient de simples citoyens qui devaient balayer, travailler, construire les maisons et traiter d'égal à égal n'importe quel soldat. Staline et les dirigeants actuels de la bureaucratie soviétique ont éliminé les soviets parce que la vie de ceux-ci empêchait la formation d'une hiérarchie. C'est Trotsky qui supprima les saluts et les catégories.

Le processus de bouleversements dans les Etats ouvriers s'étend et s'approfondit de plus en plus. Dans son extension, il incorpore des directions et des mouvements comportant des éléments très arriérés, comme ceux de Pologne et de Hongrie, mais en s'approfondissant il remet en vigueur les expériences les plus riches de l'histoire, comme c'est le cas pour l'URSS ou la RDA où resurgissent les sept premières années de la Révolution Russe et les principes du marxisme.

L'échafaudage construit pendant des dizaines d'années par la bureaucratie et le stalinisme s'écroule. Des dirigeants sont écartés, comme Honecker, et sous peu Deng Siao Ping, Jivkov ou Ceausescu. En quelques semaines, ces vieilles structures élaborées pendant des années par l'arrogance, les mensonges, les privilèges de la bureaucratie, l'absence de vie marxiste, sont soufflées. Les partis communistes des Etats ouvriers vivent un intense processus de réorganisation et les bouleversements les plus grands de toute leur histoire.

Le processus de la régénérescence partielle, qui est à la base de toute cette situation, avance beaucoup plus rapidement que la formation de nouvelles directions, aptes à intervenir dans les nouvelles conditions sociales des Etats ouvriers. Il va beaucoup plus vite que les Soviétiques eux-mêmes. L'appareil créé par Staline s'écroule. Comme l'avait prévu le camarade J. Posadas, cet appareil s'effondre comme une conséquence de la liquidation des conditions historiques qui avaient permis son existence. Les conceptions stupides de la bureaucratie choquent de plus en plus avec l'intelligence des masses des Etats ouvriers et du monde. Ce comportement intelligent s'exprime dans la population de la RDA, dans les mineurs soviétiques, mais aussi dans les Verts de RFA qui répliquent à la campagne de la presse capitaliste en disant : "Le peuple de la RDA ne veut pas imiter l'Allemagne capitaliste, de plus c'est la première fois dans l'histoire de l'Allemagne que le peuple construit la démocratie de ses propres mains". Cette intelligence est aussi représentée par ceux qui, en Union Soviétique, se remettent à lire et à discuter Trotsky, ceux qui veulent connaître et diffuser l'oeuvre de Posadas.

L'extension de ce processus est telle qu'il y a entre toutes sortes de courants et de tendances. Des courants plus rétrogrades peuvent s'exprimer dans les Etats ouvriers les plus faibles et avoir un effet transitoire dans certains d'entre eux, comme la Pologne, la Hongrie ou la Tchécoslovaquie. Mais l'essentiel est le fait que tous les Etats ouvriers, tout le camp socialiste, sont en train de libérer des énergies contenues pendant des années par la domination de la bureaucratie, et qu'ils vont tous arriver à s'orienter sur ce qui se produit en Union Soviétique d'où vient l'impulsion centrale. L'URSS exprime l'aspect combiné de ce processus, la Pologne et la Hongrie l'aspect le plus inégal.

L'appareil bureaucratique

s'effondre, et il n'y a pas de direction révolutionnaire prête à le remplacer. Il y a un espace historique, rempli en partie par une série de tendances qui, tout en se présentant comme une alternative, ont elles-mêmes vécu dans l'ombre de la bureaucratie, ainsi que du capitalisme mondial. C'est le cas de Solidarité en Pologne, du mouvement d'opposition en Hongrie, mais aussi des mouvements dits nationalistes en URSS. Ces derniers ne prévalent déjà plus. Les mobilisations de la classe ouvrière soviétique y sont pour beaucoup et ont montré que les changements à faire doivent se produire sur le terrain social de l'Etat ouvrier et non au travers de l'autonomie nationale. A mesure que les masses élèvent leur participation, ces tendances qui ont un poids transitoire vont être écartées. Les masses de tout le système socialiste s'influencent et l'exemple des masses soviétiques et allemandes va beaucoup influencer le reste.

L'autorité de l'Etat ouvrier soviétique peut aussi se mesurer par les répercussions de chaque visite de Gorbatchev. En RDA, en Chine, à Cuba, la présence de Gorbatchev mobilise des millions de personnes et contribue à affaiblir les bureaucraties locales. En RDA, les masses se mobilisent en chantant l'Internationale et les chants de Brecht, en agitant les drapeaux rouges et les pancartes de soutien à l'URSS. Elles font des assemblées, des meetings, des discussions par milliers dans lesquelles tout le monde intervient, des enfants aux dirigeants du parti. Les ouvriers se rassemblent dans les usines et votent des résolutions en défense du socialisme et de la démocratie soviétique. Le capitalisme voulait mettre en évidence les 100 ou 200.000 réfugiés, mais sa propre campagne est dépassée complètement dans le flot des manifestations des gens qui veulent rester en RDA pour impulser l'Etat ouvrier et nettoyer l'appareil bureaucratique.

La question des réfugiés s'est transformée en boomerang qui a bousculé les plans de la bureaucratie et du capitalisme allemand. La sortie des gens de RDA a été organisée par l'Allemagne capitaliste, mais en comptant sur l'appui d'une partie de l'appareil bureaucratique de la RDA, c'est ainsi qu'un si grand nombre de personnes a pu sortir simultanément. La bureaucratie a senti le sol se dérober sous ses pieds, elle a cherché à prendre les devants avec la question des réfugiés et a commencé une répression, comme la bureaucratie chinoise de Deng Siao Ping, en prétextant "la défense du socialisme", "la réponse à la conspiration du monde capitaliste". Mais le mouvement des masses a débordé tous ses plans. Celles-ci ont dit : "L'Etat ouvrier, c'est nous, ce n'est pas la bureaucratie !". Tandis que le capitalisme essayait de dire que les gens réclamaient "liberté et démocratie", les masses sortaient par millions en chantant l'Internationale, en faisant des vivas à Gorbatchev : "La liberté c'est l'URSS, c'est le socialisme".

Il est absurde de confondre la Pologne, la Hongrie et l'Allemagne,

Résolution du Bureau Européen

De la R.D.A. à la Hongrie LE PROCESSUS INEGA COMBINE DE LA REGENERESCENC PARTIELLE

comme le font en partie les communistes et les socialistes. En RDA, ce sont des millions de gens qui se mobilisent constamment, et en Pologne comme en Hongrie ce ne sont que de petits appareils. Les gens qui partent ne sont pas représentatifs de la population de l'Etat ouvrier. La base de la crise de

désespoir qui a poussé certains à s'en aller consiste dans le manque de vie politique et culturelle du pays, dans l'énorme filet de la bureaucratie. Mais ces conditions d'étouffement social rendent encore plus évidente la maturité des masses allemandes. Quinze jours avant, on ne pouvait rien dire, et

Afrique du Sud:
La libération des dirigeants de l'ANC,
grande défaite pour le régime de
l'Apartheid !



La libération des leaders de l'ANC, dont Sisulu, secrétaire du mouvement, est une défaite pour le gouvernement fasciste sud-africain et ses supporters impérialistes. Tout comme la population noire et les responsables de l'ANC, nous ne nous faisons pas d'illusions sur cette direction De Clerck ni sur ses intentions de laisser le pouvoir. Mais quand ce gouvernement est obligé de prendre une telle mesure, c'est parce qu'il est vraiment aux abois.

Il est certain que De Clerck cherche à donner des arguments à Thatcher pour résister aux sanctions économiques envers l'Afrique du Sud. Mais pour la première fois, les drapeaux de l'ANC et du Parti Communiste ont flotté à Cape Town et n'ont pas été arrachés, les manifestations n'ont pas été réprimées par la police. Ils vont bientôt devoir relâcher Mandela. Ce n'est pas l'ANC qui a fait des concessions, mais bien le gouvernement fasciste. Sisulu a répété la nécessité de détruire l'Apartheid et toutes les lois d'urgence et le régime de répression politique. L'extrême-droite est dans un état d'apoplexie et dénonce déjà que la voie est ouverte à un gouvernement marxiste. Une telle crise exprime les forces irrésistibles qui avancent pour renverser ce régime en Afrique du Sud.

L'impérialisme a été obligé de concéder des élections en Namibie. Il a dépensé énormément de moyens pour détruire l'Angola et le Mozambique, et il a échoué à renverser les gouvernements progressistes. Bien que les Etats ouvriers aient une intervention limitée dans cette région, le rapport mondial des forces agit toujours contre le régime d'Afrique du Sud, en même temps que l'effort immense de la population sud-africaine et, en particulier des enfants. L'impérialisme n'a pas la capacité d'imposer sa propre volonté dans cette région du monde.

(Extrait de Red Flag - organe de la section britannique de la IVe Internationale Posadiste).

ie :
AL ET

E

maintenant elles se mobilisent par millions et développent des millions d'idées et d'initiatives. Les gens affrontent les dirigeants, les critiquent, se sentent capables d'intervenir et de diriger sans que cela fasse du tort à l'Etat ouvrier.

Les masses allemandes déclarent ouvertement qu'elles veulent intervenir pour corriger le parti communiste, impulser la vie démocratique socialiste. On ne voit pas apparaître des vierges de Chestochova, comme en Pologne, ni d'aspirations social-démocrates comme celles d'une partie de la bureaucratie hongroise. Il y a un chœur harmonieux qui ne se lasse pas de chanter l'Internationale, ce ne sont qu'assemblées et résolutions d'usines, la confirmation des idées de Marx. Les masses avaient déjà voulu faire cela en 1953, mais elles n'avaient pu compter sur une situation internationale comme celle d'aujourd'hui, où existe une solide structure mondiale de la révolution et de la construction du socialisme. Les jeunes construisent le grand triomphe d'aujourd'hui avec toutes les intentions des révolutionnaires allemands qui avaient créé les soviets en 1919. Voilà la réelle Allemagne ! C'est celle des gens qui restent pour diriger la société et construire le socialisme, et non celle de ceux qui fuient, quoiqu'il soit certain que beaucoup de ceux-là peuvent être regagnés dans un processus ultérieur de développement socialiste de la RDA.

Ce sont des secteurs du capitalisme allemand qui agitent le plus la question de la réunification allemande. Une partie de la bourgeoisie de la RFA veut utiliser ce problème comme un moyen de pression sur les Etats-Unis, dans la furieuse concurrence qui les oppose à eux. La moindre réunification est impensable sans le départ des troupes américaines de RFA. La RDA est importante pour les plans de défense du camp socialiste, mais le Pacte de Varsovie peut, parmi ses offres de désarmement destinées à accroître les différences dans le camp capitaliste, profiter de la situation actuelle. Les conditions du monde, la maturité de la population de la RDA, permettent des plans audacieux pour influencer les masses des pays capitalistes.

En Hongrie, une petite caste bureaucratique décide de tout, impose par décret. Ils ont fait un décret disant qu'ils ne sont plus une république populaire et un autre disant qu'ils ne sont plus un parti socialiste ouvrier. Ils sont bien conscients de la

résistance de la classe ouvrière et de l'avant-garde communiste à de telles mesures. Des grèves importantes ont éclaté pour s'opposer à ce programme. Il y a eu de grandes manifestations pour Imre Nagy, qui était de toutes façons un communiste, et pour les funérailles de Kadar. Les masses, tout en étant critiques à Kadar, ont voulu démontrer aux dirigeants actuels qu'elles veulent défendre les conquêtes de l'Etat ouvrier.

La nouvelle direction hongroise est isolée et veut imposer son programme en cachette. Le nouveau parti ne compte que 15.000 membres sur les 800.000 inscrits au PSOH. Il veut se réfugier dans l'Internationale Socialiste, cherchant à l'extérieur un appui qu'il ne trouve pas en Hongrie. C'est la même hémorragie que subit Solidarité en Pologne où il y a actuellement moins d'inscrits que dans le POUP et les syndicats de branches. Les gens avaient appuyé Solidarité dans une première étape comme une partie de la lutte anti-bureaucratique, mais la classe ouvrière a vu que ses dirigeants se combinent beaucoup à l'appareil bureaucratique, et elle cherche à centraliser ses énergies pour faire changer le parti. Walesa et Gerekmeç sont désespérés, ils attendaient tout du capitalisme et n'ont rien obtenu, sauf des promesses et de la propagande réactionnaire.

Le capitalisme n'a intérêt à développer ni la Hongrie ni la Pologne. De Benedetti veut bien investir un peu en Hongrie, mais il dit qu'en Pologne il ne versera pas un sou. Les capitalistes peuvent essayer d'investir ou d'acheter dans un endroit ou un autre, mais ils n'ont aucun intérêt à y développer quoi que ce soit. Il n'y a aucune possibilité pour que ces Etats ouvriers reviennent au capitalisme. Un investissement ou un autre ne suffirait pas, il faudrait un programme immense pour développer un marché, une structure productive compétitive. Le capitalisme ne fait plus cela nulle part. Il a bien créé quelques îlots de production à bas prix, comme la Corée et Taiwan, mais il ne peut espérer faire cela avec la Pologne ou la Hongrie. Le capitalisme veut seulement tirer profit d'un aspect ou d'un autre de l'économie des Etats ouvriers. Il ne se propose certainement pas de les intégrer à l'Europe. Sous le capitalisme, la Pologne et la Hongrie seraient des pays sous-développés comme ceux d'Amérique Latine. D'autre part, les masses des Etats ouvriers ont acquis une expérience sociale au travers de l'Etat ouvrier et cela malgré la bureaucratie. Elles ont acquis une conscience sociale et un degré de développement industriel, social et culturel qui n'a été possible que par la structure de l'Etat ouvrier, et elles ne reviendront pas en arrière.

8 Novembre 1989.

édition
science, culture et politique
RETOUR A LENINE
Bilan historique de 50 ans
d'existence de l'URSS

Textes de J.POSADAS
sur demande à l'adresse du journal

Brésil:

L'importance historique des élections et de la candidature de Lula

Au 1er tour des élections présidentielles au Brésil, parmi les candidats de la gauche, c'est Lula, représentant le "Frente Brazil Popular", qui est venu en tête et qui disputera donc le 2e tour au candidat de la droite. Même si le représentant de la gauche ne l'emporte pas, cette candidature a une grande importance pour l'organisation des masses brésiliennes dans la lutte pour la transformation socialiste du pays. La IVe Internationale Posadiste intervient, au travers de sa section brésilienne, dans le PT (Parti des Travailleurs) dont Lula est le président, et qui rassemble toute l'avant-garde ouvrière et intellectuelle du Brésil.

Nous publions ci-dessous un document extrait de Frente Operaria, organe de la section brésilienne de la IVe Internationale Posadiste.

VOTEZ LULA POUR SORTIR LE BRESIL DE L'ARRIERATION

Le fait le plus important - et aussi inédit dans l'histoire du Brésil - de cette campagne pour les élections présidentielles, c'est l'affirmation politique indépendante du prolétariat brésilien au travers de la candidature de Lula, qui atteint et dépasse même la portée politique nationale et le poids des vieux dirigeants nationalistes, comme Brizola, qui font de la politique depuis des dizaines d'années.

Cette croissance, la profonde commotion sociale provoquée par la candidature de Lula, indique la décision du prolétariat. C'est le résultat de son effort immense pour combler la grande lacune historique de la politique brésilienne : l'absence d'un parti de masses, à niveau national, avec un programme de transformations sociales et indépendant des chefs politiques traditionnels. C'est une grande défaite politique et sociale pour la bourgeoisie et l'impérialisme, après trente ans sans élections présidentielles.

Le nationalisme bourgeois, depuis Vargas, dominait la politique dans le pays. Le mouvement syndical n'avait pas d'autre alternative que de donner son appui aux politiciens nationalistes (Jango, Brizola). Mais maintenant, Brizola doit disputer pied à pied l'espace politique avec un dirigeant issu de la classe ouvrière, du mouvement syndical, qui se présente seulement depuis dix ans sur la scène politique et qui défend un programme socialiste.

Le brizolisme a perdu des forces nationalement, il recherche l'appui de secteurs qui étaient liés à l'ancienne dictature pour garder une force nationale, tandis que Lula étend son influence sur tout le pays et gagne l'appui de différentes couches sociales, allant des religieux aux militaires, aux petits entrepreneurs, aux petits propriétaires ruraux. Brizola attaque les secteurs de gauche de l'Eglise, qui sont influencés par les idées socialistes du monde, il attaque les syndicats (la CUT) et ne parvient pas à pénétrer dans le collège électoral de Sao Paulo, tandis que Lula, grâce à la décision et à l'activité du prolétariat, est en train de gagner les préfectures des villes les plus importantes du pays et est considéré comme le plus intransigeant et le plus légitime défenseur des entreprises étatisées et des thèses de la transformation sociale. Un exemple de cela, ce sont les réunions que le gouverneur du Nordeste, Miguel Arraes, a tenues avec des dirigeants militaires de la région et dans lesquelles il défendait Lula comme le seul homme politique capable de réaliser de véritables réformes sociales.

Brizola s'imaginait qu'il obtiendrait facilement l'unanimité des votes de la gauche, qu'en levant le petit doigt tout le monde viendrait derrière lui. Mais le prolétariat mûrit politiquement et est en train de se tracer sa propre route. Il reçoit pour cela l'impulsion du processus de transformations sociales dans le monde, depuis le Nicaragua à Cuba, au progrès de l'URSS et des autres pays socialistes. Rien de cela ne contribue à affirmer le nationalisme bourgeois de Brizola. Au contraire, les masses voient que le nationalisme reste embourbé ou se soumet à la politique de l'impérialisme, comme le montrent les cas récents d'Alan Garcia au Pérou et Menem en Argentine.

D'autre part, cela n'empêche pas que si Brizola l'emporte pour se présenter au 2e tour, il faut lui donner l'appui contre le candidat de la droite tout en maintenant une absolue indépendance organisationnelle et programmatique. Mais il faut, en même temps, s'adresser à la base de gauche du mouvement brizoliste, l'appeler à une action commune avec Frente Brazil Popular, et montrer qu'il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs qu'elle se donne avec un Brizola qui se sépare de la classe

(Suite page 6)



LA FONCTION DU PARTI ET DES SOVIETS

Une des conclusions historiques les plus importantes de la méthode dialectique de Marx consiste à se baser sur la volonté et la capacité de la classe ouvrière de transformer la société. C'est le rôle du prolétariat dans l'économie qui lui donne l'assurance historique nécessaire pour attirer les autres classes exploitées, les soldats, les étudiants. Le soviét permet à son tour au prolétariat, minoritaire par rapport aux paysans, de se transformer en instrument d'orientation et de direction. Les soviets discutaient les problèmes du développement de l'Etat ouvrier. Dans cette discussion, le prolétariat déterminait, par sa volonté et sa capacité historique, et il représentait les aspirations de l'ensemble de la population au progrès de la société. Le soviét fut l'expression vive de la prévision de Marx quand celui-ci soutenait dans "Le Manifeste du Parti Communiste" que le prolétariat avait la capacité et le besoin historique d'organiser et de diriger le reste des masses exploitées.

Mais le prolétariat avait aussi besoin d'un instrument : le Parti Bolchevique. Sans parti il n'y a pas de pouvoir, sans pouvoir il n'y a pas d'instrument pour construire le socialisme. L'histoire de la Révolution Russe montre que le parti fut l'instrument pour organiser le pouvoir des masses. Lénine, et ensuite Trotsky, ont eu la capacité d'utiliser à chaque étape la force de la classe ouvrière, la volonté des différents secteurs, paysans, étudiants, militaires, de les unifier et de les élever. L'application du matérialisme dialectique, qui comprenait les contradictions et le processus de thèse-antithèse-synthèse, permettait au Parti Bolchevique de mesurer et de comprendre les diverses phases de la volonté révolutionnaire des masses.

L'Etat ouvrier a besoin, pour se développer, d'un organisme qui permette l'intervention des masses pour empêcher la bureaucratisation, pour empêcher l'usurpation du pouvoir par l'appareil dirigeant du parti et de l'Etat, mais fondamentalement pour pouvoir impulser les forces créatrices de la société. Cet organisme est nécessaire, non seulement pour la production sur le plan économique, mais pour tous les plans de développement de la société. Des plans économiques sans développement des sentiments de la conscience sont des plans condamnés à mort.

La société capitaliste n'a aucun intérêt à élever les sentiments et la conscience des gens parce qu'elle s'appuie sur la propriété privée où chaque intérêt individuel se heurte à celui des autres. Elle arme chaque fois plus son appareil militaire et policier parce que c'est sa seule réponse pour affronter la réaction de la population. Par contre, l'Etat ouvrier a besoin d'élever et d'unifier les sentiments communistes pour se développer. Les sentiments communistes de la population lui permettent de décider, de créer des idées, de corriger, en fonction des besoins de tous. Le sentiment communiste se développe bien plus que la production et la capacité économique de n'importe quel Etat ouvrier, parce que la conscience humaine avance beaucoup plus rapidement que l'appareil de production. Alors que l'être humain n'a pas encore résolu les problèmes économiques, il peut déjà vivre sous forme socialiste, comme au Vietnam par exemple.

Le soviét est l'instrument d'organisation des sentiments et de la con-

science de la société. Il permet de faire sentir toute la capacité de la population face à n'importe quelle direction, face à n'importe quelle contingence, qu'il s'agisse d'une guerre ou d'une catastrophe. Il permet l'intervention de toutes les forces de la société. Il ne laisse pas de place au développement d'une opposition interne. Quand des idées s'affrontent, le soviét discute, et c'est le raisonnement collectif qui détermine le choix et le fait accepter par tout le monde. Tout le monde parle et voit que l'on peut décider, que la distribution est juste, que si l'un mange plus que l'autre c'est simplement parce qu'il en a plus besoin et non parce qu'il cherche à accumuler ou à profiter. Actuellement, en Union Soviétique, le bureaucrate a plusieurs maisons, plusieurs autos, un salaire cent fois plus élevé que celui de l'ouvrier, il a des lieux de vacances et des soins médicaux spéciaux, il se fait tailler des costumes en Angleterre et en Allemagne, Kroutchtchev se faisait tailler des costumes en Italie. Cela n'est pas du communisme car il existe des privilèges. La bureaucratie maintient la police pour l'utiliser contre les ouvriers et non contre d'éventuels voleurs.

La fonction historique du soviét n'est pas d'être simplement un organe de contrôle, elle consiste aussi à préparer le développement conscient et la fraternité communiste, à développer des relations communistes qui progressent plus rapidement que l'économie. Le développement de la morale socialiste, du stimulant socialiste, se fait plus rapidement que celui de l'économie. C'est là la supériorité historique de l'étape de transition. Les organes de répression, de coercition de l'Etat capitaliste, sont éliminés et remplacés par la vigilance des masses. La fonction du soviét élimine ainsi la base du développement de la bureaucratie en tant qu'organe professionnel du pouvoir. La société se montre capable de se développer par elle-même. La bureaucratie est incapable de faire un plan économique sans les technocrates, elle invente donc les techniciens qui élaborent un plan de distribution en fonction de la capacité de chacun.

La bureaucratie a le pouvoir, elle fait donc un plan en fonction de ses propres intérêts. Par contre, si les soviets fonctionnent, le plan de production se discute dans les usines, dans les ateliers, dans les syndicats, dans l'armée, dans tous les lieux de concentration humaine. Le parti, le gouvernement ou un syndicat peut présenter les plans, mais c'est dans la discussion générale qu'on décide ce qu'il faut produire, que l'on fixe les prix et les salaires. Le soviét n'est pas un simple instrument de contrôle, c'est un organisateur de la société de transition, c'est un instrument qui permet d'élever la conscience sociale au-dessus de l'économie. Il donne à la population une assurance historique immense, même en cas de guerre ou de cataclysme, et gagne l'ensemble de l'humanité.

Le triomphe de la Révolution Russe est celui de la préparation des instruments scientifiques pour construire le futur. Le soviét est l'un de ces instruments qui a rempli un rôle inégalé dans l'organisation des relations sociales, qui a permis d'unifier et de faire intervenir sans crainte toute la capacité créatrice de la population. Cette intervention directe des masses représente le contrôle le plus complet dès

son début sur toute discussion, toute proposition, toute opposition. Mais ce n'est pas la seule réunion du soviét qui organisait cette volonté des masses. Le Parti Bolchevique intervenait dans le soviét et lui faisait sentir sa décision et sa capacité de développer l'Etat ouvrier vers le socialisme. La classe ouvrière, l'avant-garde bolchevique, donnaient confiance et assurance au travers des soviets, et gagnaient de nombreuses tendances qui ne comprenaient pas bien la révolution ou hésitaient face à l'ampleur de la tâche, du fait du siège capitaliste et de la famine qui tuait des milliers de gens par jour.

A cette étape, l'avant-garde organisée par Lénine et Trotsky a gagné et donné confiance à la population, et l'Etat ouvrier a triomphé. C'était le résultat de la

préparation scientifique du parti. La préparation scientifique ne signifie pas étudier à l'université, mais se baser sur la réalité objective, en déduire les possibilités et organiser les forces pour intervenir en permanence, savoir coordonner les étapes et concentrer la volonté. Lénine fut le constructeur du Parti Bolchevique et l'organisateur de la volonté de triomphe des masses. Lénine et Trotsky furent les organisateurs de l'Etat ouvrier, c'est-à-dire de son programme économique et de ses relations à échelle mondiale.

J. Posadas

* A Brest-Litovsk fut signé le traité de paix, entre le gouvernement soviétique et le gouvernement allemand en 1918 où l'URSS dut accepter la perte de certains territoires en contrepartie de la paix.

Brésil:

L'importance historique des élections et de la candidature de Lula

ouvrière, de l'Eglise progressiste, et qui se rapproche de certains secteurs de la bourgeoisie qui soutenaient la dictature. Il n'y a pas de possibilité de transformations sociales, ni même d'un renforcement d'un gouvernement populaire, sans l'appui organisé des syndicats et des militaires nationalistes. Tous les gouvernements nationalistes récemment formés en Amérique Latine ont échoué dans la mesure où ils ne se proposaient pas de transformer l'économie, d'affronter l'oligarchie et l'impérialisme. Brizola a déjà affirmé qu'il n'était pas anti-capitaliste et qu'il ne voulait pas faire la réforme agraire.

L'écho de la candidature de Lula est un signal de l'épuisement du nationalisme bourgeois au Brésil. Il signifie que le prolétariat sent l'impulsion du monde pour intervenir au Brésil. Il sent l'effet de l'intervention des masses comme en Union Soviétique, en RDA, des masses chinoises qui se sont mobilisées pour mettre en question la bureaucratie et exiger des droits syndicaux et politiques pour construire le socialisme. On ne peut construire le socialisme sans pleine démocratie révolutionnaire. Malgré toute la campagne de la bourgeoisie pour utiliser la répression bureaucratique en Chine, les mouvements des réfugiés de la RDA, le prolétariat brésilien n'a pas été intimidé et il a transmis son assurance au reste de la société (...).

L'apparition du PT, son renforcement et son mûrissement politique, a un grand effet sur toute la gauche latino-américaine. Ses relations politiques sont excellentes avec Cuba et les Sandinistes du Nicaragua. Le PT occupe un espace politique laissé libre par le non-développement des communistes. Cette situation entraîne des changements, une partie des communistes se prépare à voter pour Lula au 1er tour et non pour Freire. Il faut que les camarades de la direction communiste, Freire comme Prestes, analysent que le PT est en train de devenir un parti communiste, même s'il n'a pas encore un programme entièrement défini, et même s'il y a dans ses rangs un courant social-démocrate. C'est un processus empirique, mais ces mouvements surgissent sans programme clair au départ et acquièrent un caractère communiste dans leur développement et leurs relations avec le mouvement communiste mondial et les pays socialistes. Le mouvement de Fidel Castro ou celui des Sandinistes n'ont pas fait autrement.

Il faut que Lula, que le Frente Brazil Popular, fasse un appel fraternel à tous les courants communistes, dont Freire et Prestes, pour qu'ils l'appuient dès maintenant, sans attendre le 2e tour. Le prolétariat reconnaîtra ce geste du parti communiste et comptera avec lui pour la construction d'un parti communiste de masses au Brésil, avec la participation de tous les révolutionnaires.

Nous appelons tous les camarades de gauche, qu'ils soient partisans de Brizola, du PT, des partis communistes, socialistes, tous les sans-parti, les militaires nationalistes de gauche, les religieux, les écologistes, les petits entrepreneurs, les petits propriétaires ruraux, à appuyer la candidature de Lula comme un instrument pour donner une grande impulsion à la lutte pour sortir le Brésil de son arriération. La concentration des voix pour Lula dès le 1er tour est une reconnaissance de l'immense effort du prolétariat brésilien, qui a été le principal facteur du renversement de la dictature, et qui est la garantie pour ne pas s'arrêter à des élections mais pour continuer le processus vers des transformations sociales.

5 Novembre 1989

Bureau Politique de la Section Brésilienne de la IVe Internationale Posadiste.

La défaite électorale des sandinistes, le rapport de forces mondial et la continuité du processus révolutionnaire dans ces nouvelles conditions

Les résultats des élections du Nicaragua représentent une défaite électorale, mais pas une défaite de la révolution: La population nicaraguéenne a donné 42% de voix à un mouvement révolutionnaire, qui est une organisation politique, syndicale, militaire, qui détient aussi le gouvernement; et qui a transformé le Nicaragua et établi des conquêtes sociales qui ont changé le pays pour toujours.

Suite page 6



LES ELECTIONS EN R.D.A. ET LES TACHES DE LA GAUCHE DANS LE PROCESSUS D'UNIFICATION ALLEMANDE

Le résultat des élections en RDA n'est pas démonstratif de ce qui s'y passe socialement. Les forces qui, au cours des derniers mois de 1989, ont joué un rôle déterminant pour frapper sérieusement la domination bureaucratique du parti et de l'état ouvrier, n'ont pas obtenu un résultat électoral triomphant. L'avant-garde prolétarienne et communiste dans les usines, le secteur d'intellectuels constituant Neues Forum, les jeunes, ceux qui ont créé le mouvement qui a bouleversé tout le pouvoir de l'appareil au travers d'immenses manifestations et de grèves, ne sont pas apparus dans ces élections avec la même force qu'ils ont exprimé antérieurement. Il faut considérer que les élections ne peuvent jamais représenter la force de l'état ouvrier. Le capitalisme allemand et mondial est intervenu dans cette campagne avec des moyens financiers énormes et on lui a laissé l'initiative. Les communistes n'ont pas été capables, dans la discussion sur l'unification, de proposer un programme de défense et d'extension des conquêtes de l'état ouvrier vers l'ensemble de l'Allemagne, de proposer des formes d'expression démocratique directe, des mesures de contrôle ouvrier sur l'économie et l'appareil d'état. Ils ont accepté ce principe des élections, qui empêche l'avant-garde communiste d'exercer toute son autorité sur la société.

Les 48% de voix obtenues par la CDU et ses alliés proviennent du vote de tout le vieil appareil bureaucratique, des paysans, de ceux qui ont organisé le marché noir et les intershops, des fonctionnaires de l'état. Kohl et la bourgeoisie allemande a fait pression pour accélérer les élections et la formation d'un nouveau gouvernement, afin de prendre le devant sur le mouvement d'opposition à la bureaucratie et d'empêcher celui-ci de se développer dans un sens anti-capitaliste.

D'autre part, confrontée à la possibilité de perdre le pouvoir et le contrôle de l'état, et afin de garantir le maintien de ses privilèges économiques, la bureaucratie a fait toutes sortes d'alliances avec le capitalisme, allant même jusqu'à se convertir en fonctionnaires du système capitaliste. Ils ont ainsi entraîné leur clientèle, les secteurs les moins politisés de la population de la RDA. En agitant le drapeau de l'unité nationale allemande, ces secteurs de la CDU se sont engouffrés dans l'espace laissé vide par la crise de liquidation de la vieille bureaucratie et le manque de réponse politique de la gauche.

suite page 4

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^e Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles-CCP 000.0976234-26 de POLET
☎ 02/732.21.95

27^{ème} ANNEE

Avril 1990

N° 383

20 Francs

L' inutilité de la monarchie et la lutte pour une république socialiste

éditorial

La démission temporaire du roi Baudouin n'a fait qu'apparaître encore plus anachronique le système politique de la monarchie. Quand le capitalisme vante la démocratie occidentale comme modèle d'organisation politique pour les pays de l'Europe de l'Est, il montre bien son hypocrisie et le fait que, derrière les paroles de démocratie, ce qu'il recherche uniquement c'est de nouveaux marchés pour ne pas étouffer. La crise de la démocratie bourgeoise en Belgique est en flagrante contradiction avec ces discours sur les bienfaits de cette "démocratie".

Déjà le vote de la loi sur la dépenalisation de l'avortement se produit en retard de dix ans sur ce que la grande majorité de la population a déjà exprimé en Belgique et sur la réalité et la pratique que des

milliers de femmes doivent vivre et qui doivent recourir à l'avortement chaque année.

Le roi a des états d'âme, cela devrait le concerner en tant que personne et cela ne lui donne aucun droit de faire peser son jugement comme une intimidation sur la société. L'égalité politique des citoyens dans le régime capitaliste est tout aussi fausse que l'égalité sociale et économique.

La monarchie ne sert à rien, même pas pour la bourgeoisie en général et dans le monde, les régimes monarchiques sont peu nombreux; c'est en Europe qu'il y a encore le plus de rois. Mais elle joue le rôle en Belgique de maintenir une certaine unité de la bourgeoisie belge, la monarchie perd aussi de substance. La famille royale est une famille capitaliste qui participe à la course au profit et à l'exploitation menée par les capitalistes belges, la Société Générale en premier lieu.

.../...

SOMMAIRE

Le programme pour l'unification de
l'Allemagne

J.POSADAS -11 Décembre 1966

voir page 3

Coalition de gauche en Grèce

voir page 5

A propos du débat préparatoire au congrès du
Parti Communiste italien:

AFFIRMER L'OBJECTIF COMMUNISTE

voir page 5

Conférence du Parti Communiste belge:

LA MAJORITE DES MILITANTS COMMUNISTES
SONT DETERMINES A FAIRE VIVRE LE PARTI

voir page 2

Conférence du Parti Communiste des 10 et 11 Mars 1990

LA MAJORITE DES MILITANTS COMMUNISTES SONT DETERMINES A FAIRE VIVRE LE PARTI

La conférence devait se prononcer sur quatre options: Maintien du Parti Communiste rénové dans sa pratique politique et organisationnelle, structure réformatrice avec un changement de nom, une stratégie nouvelle d'une gauche alternative, et la dissolution du Parti et l'intégration dans un formation de type social-démocrate.

Les événements dans le monde évoluent très rapidement. L'approfondissement de la crise mondiale du système capitaliste se combine à des changements, plus ou moins profonds, de la Péroïka en URSS, aux mobilisations en Chine, en passant par la liquidation des vieilles directions comme en Roumanie, ou la destruction du mur de Berlin. Ces bouleversements historiques, sans précédents dans l'histoire, posent des problèmes de conscience à bien des communistes, et des partis communistes. Cela est bien normal, parce que les choses sont très complexes, et pour les comprendre on ne peut maintenir les vieux schémas de réflexion, et dogmes du passé comme certains camarades le font encore dans la tribune de discussion.

Dans ce contexte historique, les militants du Parti Communiste ont tenu leur conférence les 10 et 11 Mars dernier, et répondu aux différentes questions posées quant à l'avenir du PC, à son identité, après les multiples dégringolades électorales, qui ont conduit le PC à ne plus avoir de représentation parlementaire aujourd'hui.

Les préoccupations des militants dans la tribune de discussion, sont celles de tout le mouvement communiste mondial et de différents partis communistes d'Europe capitaliste. Elles ne sont pas seulement celles d'un petit parti communiste, qui n'a plus de représentation parlementaire. La direction du PCI, qui est le plus important de tous les PC d'Europe capitaliste a également proposé le changement de nom du parti et la suppression de la dénomination de communiste. Le PCF est également secoué de crises internes et de discussions. Et bien d'autres partis communistes, également. Dans les "pays socialistes" états ouvriers, le fonctionnement administratif et bureaucratique des Partis communistes est remis en cause, et non l'existence des partis communistes ni le communisme comme le présentent les journalistes et les partis de la bourgeoisie

La majorité des camarades qui ont écrits dans la tribune de discussion est favorable au maintien du Parti Communiste et à la réactivation de son activité, de sa politique et de sa vie interne.

Et nous pensons que la lutte pour les idées, la défense des principes marxistes, la lutte pour une société socialiste en Belgique est nécessaire, aujourd'hui comme avant. Et en Belgique comme ailleurs, le Parti Communiste est un instrument de

cette lutte. Comme beaucoup de camarades le montrent et le démontrent, par son passé historique, l'expérience de ses militants, sa fonction pendant la guerre, son origine historique liée intimement à la première révolution prolétarienne dans le monde, à la naissance et la création du premier état ouvrier dans le monde, le Parti Communiste est une nécessité pour le courant communiste, dans et hors du Parti qui en attend une intervention dynamique comme centre, organisateur des forces sociales et politiques qui décident et vont décider d'un changement social, qui n'est pas encore arrivé en Belgique. La conclusion de la conférence, qui a décidé de ne rien décider quant au changement de nom, représente tout de même cette idée, et nous nous en réjouissons.

La seconde raison de la nécessité de l'existence du parti communiste comme tel, est le besoin de donner des explications et de faire des analyses scientifiques, marxistes, sur les événements qui se passent dans le monde, mais surtout sur ce qui se passe dans les états ouvriers, "pays socialistes".

Toutes les conditions qui ont suscitées la naissance et l'intervention du Parti communiste existent toujours aujourd'hui, mais elles ont pris d'autres formes. Et l'ébauche de cette discussion est en train de se faire dans dans toute cette discussion. "C'est l'effondrement d'un socialisme pervers", "la bureaucratie s'écroule dans les pays socialistes", ou d'autres encore accusent le "dogmatisme stalinien", "le stalinisme a été la négation du communisme".

Les conclusions de la conférence et de la majorité des militants qui y ont participé démontrent le besoin d'un parti communiste en Belgique et la volonté des militants de le défendre, de le réactiver. Malgré les hésitations, les abandons de certains militants, et le manque de vie de parti, de fonctionnement organique et de présence sur le terrain, la conclusion essentielle de la conférence est que malgré toutes les difficultés et les problèmes, il y a un nombre de camarades décidés, déterminés à défendre l'existence du Parti et sa fonction.

Mais la discussion de fond doit encore être faite. L'analyse des partis communistes sur les événements en cours dans les pays de l'est, de l'effondrement et de la faillite du socialisme et du communisme, vient d'une conception erronée de la construction du socialisme. Pour de nombreux militants communistes, les états ouvriers représentaient le socialisme réalisé, représentaient un objectif final à atteindre, un modèle à suivre pour atteindre le socialisme et ensuite construire le communisme. Dès le départ, les partis communistes ont qualifiés de façon erronée, ces pays de socialistes, d'états socialistes. Et

aujourd'hui, dans nombre de ces pays, la vérité historique commence à voir le jour, les pages blanches de l'histoire commencent à se remplir. Et cette discussion ne fait que commencer, que s'ébaucher. Mais ce qui apparaît très clairement, c'est que la construction du socialisme a été entravé par des déformations, des erreurs bureaucratiques dont le stalinisme est le principale responsable.

Les "pays socialistes" sont une étape dans la construction du socialisme, représente une période transitoire dans cette construction. Ils ont démontré représenter un régime social supérieur, l'URSS a passé l'épreuve historique de la guerre. Mais ce n'est pas le socialisme. De plus, les effets de toutes

une série de mesures stalinienne ont encore un effet aujourd'hui.

Cette discussion est tout à fait indispensable à faire dans le Parti Communiste et dans tous les partis communistes, parce qu'elle est la clef de la compréhension du processus actuel. Elle permet également de maintenir une sécurité, une confiance, et un grand espoir dans l'avenir du socialisme, parce que les principes défendus par Marx, Engels, Lénine et Trotsky sont toujours valables; aujourd'hui. Le socialisme est un processus de construction, et, depuis la Révolution Russe où n'existait qu'un seul état ouvrier, le camp de la révolution n'a fait que s'étendre et se développer.

L'inutilité de la monarchie et la lutte pour une république socialiste..... suite de la page 1

Tous les partis politiques, de droite et de gauche, inclus les socialistes et les écolos ont participé au vote pour ne pas mettre en cause la monarchie, pour éviter d'ouvrir une crise politique qui peut échapper à tout contrôle. La conséquence logique de cette démission temporaire du roi devrait être non seulement son abdication, mais la remise en question de tout le système monarchique, l'instauration d'une république. La bourgeoisie redoute une telle issue, même si formellement cela ne changerait pas grand chose pour la population. Si on met à l'ordre du jour la nécessité d'une société égalitaire au plan économique et social, on remet en cause les bases du régime capitaliste et pas seulement de la monarchie. C'est pour cela que les partis de droite ainsi que les socialistes au gouvernement ont inventé la fameuse "entourloupette" de l'incapacité de régner pour deux jours, et se sont unis pour soutenir la monarchie.

Malgré les apparences et les discours arrogants sur la démocratie occidentale, la crise du capitalisme est bien profonde et le mécontentement, la lutte des travailleurs dans leur ensemble très vifs. Un éclatement social peut se produire et s'il devait s'unir à une crise politique de discussion sur le rôle de la monarchie, il peut aboutir à des conclusions anti-capitalistes, la revendication de la république par les travailleurs est unie à celle des transformations sociales et de la lutte pour le socialisme.

Les organisations de gauche, socialistes, communistes, écolos, les syndicats, les groupes révolutionnaires, doivent poser le problème et la perspective historique et concrète pour la Belgique de l'unification du pays par les travailleurs avec un régime républicain et un programme de transformations sociales.

Au-delà du simple droit à l'avortement, il y a le fait que la bourgeoisie porte atteinte de plus en plus profondément aux droits sociaux de la population. Les crèches, les jardins d'enfants, les

écoles, l'enseignement en général coûtent soi-disant cher et le capitalisme réduit la part des budgets qui y sont consentis pour pousser le plus à fonds possible la privatisation des services à la population. Ce qu'on voit pour le moment à la ville de Liège n'est qu'un aperçu de ce qui va se développer dans tout le pays. L'enseignement s'organise de plus en plus en fonction de ceux qui peuvent payer et d'un élitisme social. Le droit à l'avortement est important mais il ne doit pas cacher les problèmes essentiels: on a simplement levé un petit voile d'hypocrisie en dépénalisant un fait de société qui est très largement répandu dans toutes les couches de la société, catholiques ou non, bourgeoises ou ouvrières. Mais l'essentiel reste sans réponse: les enfants des travailleurs, subissent les conséquences de l'absence d'une réelle démocratie dans notre pays, la démocratie économique et sociale, et même les associations qui compensaient faiblement ce manque, en s'occupant de l'alphabétisation, d'attention aux enfants abandonnés, ou laissés pour compte, sont maintenant privées de leurs cadres car l'état veut supprimer le statut de chômeurs mis au travail pour elles.

L'instauration du Marché Commun Européen est en train de se faire au dépens de la classe ouvrière et de la population travailleuse en général et elle va aggraver les conditions de travail, les conditions de vie. C'est cela que la "démocratie" occidentale présente comme modèle aux états ouvriers de l'Europe de l'Est. Avec les appendices des monarchies en plus. De l'Angleterre à la Grèce, toute l'Europe capitaliste est en crise. La Belgique l'est aussi et l'épisode de la démission du roi pour deux jours montre toute la faiblesse de cette "démocratie". Il faut discuter la nécessité du front de toutes les tendances de gauche pour tirer les conclusions anti-capitalistes de cette crise, rediscuter "la question royale" en posant la perspective d'une république en Belgique unie à la perspective de transformations socialistes du pays.

Le 7 Avril 1990

Le mur de Berlin a cessé d'exister depuis longtemps. Il subsiste encore formellement, mais il n'empêche ni d'entrer ni de sortir. De toutes façons, le nombre de personnes qui quittent la RDA est relativement peu élevé. Le prolétariat et la petite-bourgeoisie sont restés du côté de l'état ouvrier, qu'ils voient plus progressiste que le capitalisme. Ils font une distinction entre la direction politique réactionnaire d'Ulbricht et du Parti Communiste et le progrès que signifient la propriété nationalisée, le monopole du commerce extérieur et la planification de l'économie. Ils font preuve d'une conscience politique de classe élevée. Il y a une unification entre cette base prolétarienne et le prolétariat d'Allemagne capitaliste qui, malgré le développement économique de la RFA, se maintient dans le Parti Socialiste et montre, lui aussi une grande compréhension politique. C'est de cela qu'ont peur le capitalisme et le direction d'Ulbricht. L'unification de l'Allemagne est à portée de la main.

Le prolétariat qui constitue la force sociale essentielle des deux pays, montre sa compréhension politique élevée: celui de la RFA en restant dans le Parti Socialiste, celui de la RDA en soutenant l'état ouvrier. C'est lui qui détient la solution du problème du mur de Berlin.

L'état ouvrier doit faire un appel à l'unification et non pas à une solution "démocratique" au moyen d'élections. Par ce moyen, c'est le capitalisme qui gagne, parce qu'il a des moyens pour préparer des élections, il a un plus grand poids et une plus grande capacité de décision. L'histoire ne se décide pas en fonction de celui qui a le plus de voix, mais en fonction de ce qui est le plus progressiste.

Le problème fondamental des masses allemandes continue à être celui de la division de l'Allemagne. La bureaucratie soviétique et la bureaucratie allemande parlent de l'existence de deux Allemagnes: c'est criminel! C'est un mensonge historique de parler de deux Allemagnes, ainsi que de poser la question de l'auto-détermination des deux Allemagnes. Il n'y a qu'une Allemagne, il n'y a aucune raison pour maintenir cette division. Elle est artificielle.

Cependant, des conditions historiques différentes sont apparues dans les deux pays depuis la fin de la Guerre: d'un côté, la propriété nationalisée, qui est une mesure progressiste et historiquement nécessaire, de l'autre, la propriété capitaliste. Une réunification de l'Allemagne doit se faire sur la base du secteur le plus progressiste, répondant aux intérêts historiques des masses et au besoin concret de développement de l'économie, de l'élévation du niveau de vie. Il n'y a aucune nécessité d'auto-détermination car il n'existe pas de minorité culturelle ou ethnique opprimée, dominée ou occupée. La division de l'Allemagne est un fait historique, mais le maintien de cette division est injuste et n'a aucune raison d'être.

LE PROGRAMME POUR L'UNIFICATION DE L'ALLEMAGNE :

étendre l'état ouvrier sur la base de la démocratie soviétique

J. POSADAS
11 Décembre 1966

Le seul problème est que la bureaucratie soviétique n'a pas intérêt à mener une politique révolutionnaire et que le système capitaliste ne veut pas d'un état ouvrier allemand. Mais, entre les masses des deux pays il n'y a aucune différence.

Dans toute discussion sur l'Allemagne, il faut avoir à l'esprit le problème historique de ce pays, la nécessité de l'unification allemande sur la base la plus progressiste pour les masses: la propriété étatisée, le monopole du commerce extérieur et la planification de l'économie.

La crise de l'état capitaliste allemand créera sous peu les conditions d'une telle discussion. Le gouvernement actuel (SPD-CDU) cherchera à maintenir le statu quo, d'accord en cela avec la bureaucratie de l'état ouvrier allemand. Il faut le refuser et exiger la réunification de l'Allemagne sur la base d'une discussion publique parmi les masses allemandes de ce qui est le plus progressiste. Il ne faut pas se contenter d'un referendum ou des élections. Les masses doivent discuter et décider de ce qui est le plus progressiste: la propriété nationalisée ou la propriété capitaliste? la propriété individuelle, l'autonomie de chaque entreprise ou la planification de l'économie? le libre commerce de chaque capitaliste ou le monopole du commerce extérieur? les formes d'organisation politique qui laissent décider la bourgeoisie ou les formes politiques soviétiques qui permettent aux masses de décider? il faut préparer cette discussion et poser ainsi le problème de la réunification. C'est sur cette base que nous appelons les masses allemandes à affronter ces tâches. Il est nécessaire d'organiser des discussions sur la base du programme marxiste révolutionnaire, qui crée les conditions pour l'organisation de courants et de tendances révolutionnaires à bref délai.

Le prolétariat de l'état ouvrier doit appeler les masses de l'Allemagne capitaliste à s'unifier en étatisant la propriété, en instaurant une planification de l'économie et le monopole du commerce extérieur, en élargissant les droits démocratiques et en formant des soviets.

Il faut soutenir le droit des masses à rester dans le Parti Socialiste, tout en appuyant ces bases sociales

historiques progressistes: la propriété étatisée, le monopole du commerce extérieur, la planification de l'économie. Et ouvrir ainsi une période de discussion politique pour juger quelles sont les formes les plus élevées de l'organisation politique des masses. C'est dans ce sens qu'il est juste de reconnaître le droit des masses à rester dans le SPD. La base social-démocrate a une méfiance légitime envers le Parti Communiste. Le processus conduira à la création d'un nouveau parti, s'appuyant sur le fonctionnement soviétique, sur la propriété nationalisée, sur la planification de la production, sur le monopole du commerce extérieur, sur la pleine liberté d'action syndicale, le droit des tendances et des fractions qui défendent l'état ouvrier. On doit chercher à se mettre d'accord sur un programme de participation démocratique des masses, au travers du contrôle ouvrier de la production et du fonctionnement soviétique. Il faut garantir le droit des tendances révolutionnaires et le fonctionnement indépendant des syndicats sur la base de l'appui incondicional à la lutte anti-capitaliste et anti-impérialiste des masses du monde.

Il faut un programme pour aider à l'organisation de tendances révolutionnaires publiques en Allemagne. Depuis une quinzaine d'années, la bourgeoisie a adopté une série de mesures répressives contre les droits démocratiques des masses. Apparemment, elles s'adressaient uniquement au Parti Communiste. En réalité, elles visaient à empêcher la formation de tendances révolutionnaires dans le Parti Socialiste.

L'Allemagne capitaliste dispose des lois répressives anti-démocratiques parmi les plus graves: on ne peut pas discuter ni écrire en défense du communisme et du marxisme. Celui qui le fait est sévèrement puni. Cela démontre le peu d'autorité que le capitalisme allemand a sur la petite-bourgeoisie. Il ne maintient son autorité que grâce à son niveau de développement économique. Mais il sent que, dès que ce niveau stagnera ou baissera, la petite-bourgeoisie va échapper à son contrôle. L'Allemagne capitaliste a un état ouvrier à côté d'elle et un puissant parti socialiste en son sein. Voilà la raison de ces lois répressives qui

sont en vigueur encore aujourd'hui. Il est nécessaire de lutter contre elles pour permettre la formation de tendances révolutionnaires, il faut imposer le droit au fonctionnement des partis ouvriers, la liberté de presse, de parole, de pensée, la liberté d'organisation et des droits politiques pour toutes les tendances, y compris le Parti Communiste.

L'ensemble de la population allemande doit aussi discuter un programme pour la diminution des heures de travail, de 40 à 35 heures et moins encore quand l'automatisation le permet. Tous les travailleurs y inclus les ouvriers immigrés, doivent participer à une telle discussion pour une égalité des droits et des salaires de tous, hommes et femmes, allemands et étrangers.

Il faut proposer la nationalisation de toutes les grandes et moyennes entreprises, nationales ou étrangères. Il faut proposer également l'exploitation collective des terres. Avec le haut niveau de technification de l'Allemagne, on peut augmenter rapidement de 100 % la capacité de production agricole. Il faut en même temps soutenir la propriété du petit producteur et lui garantir des prix stables, des crédits gratuits, une assistance technique et l'élimination de ses dettes. Il faut également discuter la nécessité de rompre les accords militaires avec l'OTAN et d'expulser toutes les troupes étrangères stationnées en Allemagne: dehors les Américains, les Français, les Anglais, les Belges. Voilà des revendications à soutenir et à agiter pour l'unification de l'Allemagne.

J. POSADAS

(extrait de l'article: "la crise du capitalisme allemand, l'alliance SPD-CDU et la nécessité historique de l'unification de l'Allemagne" écrit à propos du pacte entre le SPD et la CDU réalisé en 1966 après la crise du gouvernement Ehrhart).

LES ELECTIONS EN RDA, ET
LES TACHES DE LA
GAUCHE.....suite de la page 4

fondamentale pour l'avant-garde mondiale. Que ce processus conduise à une unification progressiste de l'Allemagne, avec un programme anti-capitaliste, l'étatisation de la propriété et la planification de la production sous contrôle ouvrier, cette unification ne peut pas se discuter seulement dans les cercles du système capitaliste, qu'ils soient 2 + 4 ou 2 + 5.

Les conquêtes sociales que se proposent de défendre les communistes, les socialistes et les autres groupes de la RDA sont antagoniques aux projets de Kohl. La bourgeoisie allemande va se lever furieusement contre cela. Mais le prolétariat et le peuple allemand vont compter dans leurs luttes sur l'appui des luttes des masses de tous les autres pays et sur un progrès plus important des changements en URSS et dans les autres états ouvriers.

25 mars 1990

Les élections en R.D.A. et les tâches de la gauche dans le processus d'unification allemande...suite de la page 1

Mais il faut souligner l'importance des voix obtenues par les communistes, par le SPD et Neues Forum, les écologistes, les spartakistes: ils ont environ 44%. Ce sont ceux-là qui vont décider le futur de l'état ouvrier. Le SPD et le PDS (communiste) ont obtenu la majorité dans les centres urbains et industriels les plus importants. C'est un vote en défense des conquêtes sociales et économiques fondamentales de l'état ouvrier et qui exprime l'intelligence du prolétariat face à l'énorme pression du système capitaliste et l'effondrement de la bureaucratie.

Aussi les représentants de la CDU se montrent d'une grande prudence, car ils doivent prendre ces forces-là en compte et ils ne sont pas non plus très sûrs que le capitalisme accomplira ses promesses. Ils disent aussi que la RDA ne doit pas sortir du Pacte de Varsovie. Le résultat électoral de la CDU va créer des difficultés pour le développement de la direction communiste, mais il ne pourra pas l'empêcher. La situation en Allemagne montre que le système capitaliste ne peut pas tirer profit de la crise qui secoue les états ouvriers, car celle-ci ne conduit pas à remettre en cause la structure économique et sociale de l'état ouvrier, mais bien le pouvoir politique de la bureaucratie.

La chute du mur de Berlin a suscité une grande crise dans le monde capitaliste. Le mur n'était pas seulement un recours de la bureaucratie de l'état ouvrier pour défendre ses privilèges, mais il servait aussi de prétexte pour justifier la défense d'intérêts communs entre le capitalisme allemand et l'impérialisme américain. La chute du mur de Berlin a réveillé ou exacerbé de vieilles disputes inter-capitalistes et pas une réunion des représentants capitalistes ne se passe sans aborder la question de l'unification de l'Allemagne.

La perspective de l'unification peut ouvrir de grandes possibilités à la gauche de la RFA comme de la RDA. Mais c'est à elle de prendre l'initiative pour répondre à cette aspiration profonde des masses allemandes à l'unification. Les immenses forces qui se sont mobilisées contre la bureaucratie en RDA vont s'unir à la force et à l'expérience de la classe ouvrière, de la jeunesse et de la petite-bourgeoisie de gauche en Allemagne capitaliste. Ce sont les organisations de gauche qui doivent prendre en mains la revendication de l'unification de l'Allemagne.

Le système capitaliste, après avoir fait toute une campagne de presse et d'opinion pour présenter l'effondrement des directions bureaucratiques comme une victoire de la "liberté et de la démocratie", redoute beaucoup la possibilité de l'unité des deux Allemagnes, car la bourgeoisie allemande croit le moment venu pour elle de se libérer de la dépendance et du contrôle du capitalisme mondial.

Les Etats-Unis ont contribué, avec le Plan Marshall, à faire de l'Allemagne une grande puissance

économique afin qu'elle résiste à l'influence révolutionnaire des états ouvriers qui stimulaient les masses des pays capitalistes à suivre leur exemple. Mais ils ont aussi soumis la RFA à une souveraineté limitée, sans forces armées propres, avec une économie qui ne pouvait pas imposer le mark face au dollar, malgré sa supériorité. La RFA a vécu comme un nain politique et maintenant, ses dirigeants s'imaginent qu'ils pourront réaliser de vieux rêves de grandeur.

Les propositions de Kohl et de la droite allemande sur l'unification signifient, de toutes manières, un sérieux coup à l'unité du système capitaliste mondial. C'est tout le programme de l'Europe de 1992 qui vole en éclat. Les relations qui réglaient les disputes inter-capitalistes ont subi de graves altérations, auxquelles viennent s'ajouter les propositions des Soviétiques et des communistes de RDA d'ouvrir un processus de retrait des troupes des deux côtés étalé sur 5 ans.

D'autre part, la bourgeoisie allemande est prise dans de grandes contradictions. Elle doit impulser l'unité avec la RDA dans le but d'améliorer sa capacité de concurrence par rapport au reste du capitalisme et de se montrer comme la seule capable, devant la petite-bourgeoisie, de résoudre le problème de la division de l'Allemagne depuis la Guerre, et elle devrait aussi montrer ses velléités d'indépendance par rapport aux Etats-Unis pour répondre à une revendication de la population de la RFA qui se sent occupée par les Etats-Unis. Cela veut dire que l'unification allemande passe au minimum par la remise en question de la présence de l'OTAN et des troupes américaines.

Mais la bourgeoisie craint aussi cette unification car les 16 millions de gens qui vivent en RDA ont acquis, malgré la domination bureaucratique, la conscience de la supériorité de la structure de l'état ouvrier. Et cela va signifier une grande impulsion pour la gauche de la RFA. La bourgeoisie allemande se trouve à la veille d'une possible défaite électorale et par ailleurs, les sociaux-démocrates vivent à l'avance la crise que signifiera un gouvernement SPD sous la pression des masses de la RDA, des syndicats, des Jusos, des Verts qui proposent déjà un programme de transformations sociales de la RFA.

Ces forces unies à celles des masses de l'état ouvrier, constituent un mélange très explosif pour le système capitaliste.

Les masses de l'état ouvrier allemand n'aspirent pas à l'unité pour tomber dans les bras du capitalisme allemand, pour manger plus de saucisses, de beurre ou pouvoir regarder des films porno, mais elles sentent qu'avec les masses de la RFA, elles peuvent établir une relation supérieure, des conditions plus favorables pour le progrès de l'état ouvrier vers le socialisme. Les masses de l'état ouvrier se sentent sûres et responsables bien qu'elles manquent d'un véritable parti communiste se basant sur le marxisme, et d'une plus grande expérience de direction politique de la société. La bourgeoisie allemande a lancé un boomerang qui va se retourner contre elle à bref délai. C'est comme si elle donnait un nouveau train blindé à Lénine. Dans ce train vont monter des millions de gens de la RDA et des millions de la RFA qui vont, ensemble, ouvrir un processus très favorable pour la gauche et porter un sérieux coup à la structure mondiale du système capitaliste. La bourgeoisie agit ainsi car elle y est obligée par sa concurrence furieuse avec le reste du capitalisme. Elle calcule que l'annexion de la RDA permettrait un grand accroissement de sa propre capacité économique. Evidemment la RDA n'est pas la Pologne, elle compte parmi les 20 pays les plus développés du monde, son revenu par habitant est égal à celui de l'Italie. La population de la RDA connaît un haut niveau de vie, jouit d'importantes conquêtes sociales, de la sécurité d'emploi, d'accès au logement, d'assistance sanitaire, d'éducation, de soutien des mères et des enfants. La bourgeoisie allemande veut imposer sa domination au moyen de l'union monétaire basée sur le mark de RFA, et donc imposer la domination de la haute finance sur l'économie de l'état ouvrier et ouvrir ainsi la voie à la propriété privée. Mais ces calculs ne tiennent aucun compte du facteur social, qui s'est déjà exprimé dans les 44% de voix pour la gauche lors des dernières élections.

La direction du SPD de Willy Brandt est d'accord pour un processus d'unification sous la domination capitaliste, mais elle cherche à gagner du temps et propose que l'unification se réalise en même temps qu'un retrait ou une réduction importante des troupes stationnées en

Allemagne. Elle sent que la bourgeoisie sera incapable d'étouffer la croissance des luttes de la classe ouvrière et des jeunes en RFA et elle sent aussi qu'elle n'aura pas elle-même la force de contenir les nouvelles forces qui vont s'incorporer à la gauche au cours du processus d'unification.

La gauche du SPD et les Jusos, ainsi que l'avant-garde syndicale sont en train de lutter pour avancer un programme d'importantes conquêtes sociales, comme la semaine de 35 heures, la reconversion de l'industrie militaire, l'élimination de toutes les sources de pollution de l'environnement humain, la liquidation des bases militaires, le soutien au tiers-monde, l'alliance entre socialistes et verts pour gouverner le pays. Le SPD a trouvé un soutien en RDA comme conséquence de la perte d'autorité du Parti Communiste, mais la base qui a voté pour lui veut aussi la défense des conquêtes de l'état ouvrier allemand. C'est avec ce programme que le SPD s'est présenté aux électeurs de la RDA.

Il faut ouvrir une profonde discussion dans le mouvement communiste, socialiste et révolutionnaire mondial sur le programme de l'unification des deux Allemagnes, qui doit se faire sur la base de la structure de l'état ouvrier: c'est celle-ci qui permet de développer le plus grand progrès pour les gens. Si l'état ouvrier allemand ne s'est pas développé plus jusqu'à présent, c'est à cause de la direction de la bureaucratie, qui a empêché que l'immense maturité et intelligence du peuple allemand puisse s'exercer à la direction de l'économie et de la société.

Mais, même ainsi, la structure de l'état ouvrier s'est exprimée dans les conquêtes et les relations sociales centrées sur le progrès des gens. Le président du patronat de la RFA a annoncé qu'une des premières mesures à prendre est le démantèlement de toute la législation du travail en RDA. Il faut se préparer à des luttes sociales qui vont poser clairement quelles sont les bases minimales de l'unification pour les travailleurs et qui vont mettre en mouvement les forces décisives de la société. Le rapport de forces électoral ne va pas avoir d'importance dans ces luttes.

Les principes sur lesquels se fonde l'état ouvrier allemand doivent être la base de la future unification et ils vont trouver un très bon accueil parmi la jeunesse et le prolétariat de la RFA qui prépare lui aussi de nouvelles luttes pour pousser le SPD au gouvernement et créer de meilleures conditions de lutte anti-capitaliste. L'unification doit se faire aussi sur la base d'organes démocratiques d'intervention de la population sur tous les problèmes.

Nous appelons tous les partis communistes et socialistes, les centrales syndicales dans le monde à ouvrir une discussion sur l'unification de l'Allemagne et à faire de cette discussion une source d'expérience



A propos du débat préparatoire au congrès du Parti Communiste Italien : AFFIRMER L'OBJECTIF COMMUNISTE

Les nouvelles propositions de la direction du PCI contiennent, entre autres, la convergence vers une nouvelle formation politique et l'adhésion à l'Internationale Socialiste. Elles ne répondent pas au besoin de faire progresser les luttes sociales dans le pays et tirent des conclusions erronées de ce qui se passe actuellement dans les Etats ouvriers, avec l'écroulement des grandes cliques bureaucratiques. La motion présentée par Occhetto combine l'insatisfaction due au manque de résultats électoraux importants et l'incompréhension du processus de révolution politique en cours dans le camp des Etats ouvriers. Ce secteur de la direction du PCI accepte la version du capitalisme sur "la fin du communisme", alors qu'il s'agit en fait de nouvelles impulsions vers des formes supérieures d'organisation des états ouvriers, avec une participation plus active des masses. Cette discussion dans laquelle est plongé le PCI englobe également, à divers degrés, tout le mouvement communiste, la gauche et le mouvement révolutionnaire mondial.

L'actuelle direction communiste a réagi superficiellement à ce processus mondial. D'autre part, après le résultat électoral, elle a cherché des expédients pour apparaître avec des initiatives. Cette proposition de la direction ne fait que répéter, sous d'autres formes, la politique menée auparavant par le PCI, avec "le compromis historique", "la solidarité nationale", "l'alternative démocratique", "le nouveau parti". Toutes étaient destinées à "débloquer la situation politique" et à rapprocher le moment de la montée du PCI au gouvernement.

Il y a déjà eu de nombreuses modifications à la politique du PCI, sans qu'on ne tire jamais de conclusions de celle appliquée antérieurement. On n'a jamais discuté les raisons pour lesquelles les objectifs proposés n'avaient pas été atteints.

Il ne suffit pas d'accuser la Démocratie Chrétienne d'être un allié déloyal ou de critiquer le Parti Socialiste qui refuse l'unité de la gauche. Le PCI a agi de façon à rester dépendant de ces organisations et aujourd'hui encore, il espère les convaincre de modifier les règles électorales afin que celles-ci soient plus favorables ... aux communistes. Il n'a pas utilisé les potentialités

existant dans la société pour mettre en oeuvre un mouvement programmatique anti-capitaliste basé sur la classe ouvrière. Pourtant c'est là la condition pour accroître le rôle du PCI dans le pays et pour préparer les conditions sociales pour arriver au gouvernement. Le PCI ne peut arriver au gouvernement à la suite de spéculations sur les mouvements des autres, et moins encore en attendant quelque chose des forces qui, depuis des années, appliquent un programme de régression sociale. Il ne le pourra qu'en développant l'intervention indépendante de la classe ouvrière, des intellectuels et de tous les secteurs progressistes de la société.

Parmi les partisans du NON (pas de changement du nom du parti ni d'intégration à l'Internationale Socialiste), on trouve également des vieux dirigeants qui ont approuvé jusqu'à il y a peu les propositions les plus conciliatrices de la droite de Napolitano, à côté de courants de gauche, comme celui de l'ex-PDUP, ou la tendance Ingrao, qui défendent le parti et l'objectif communiste. Mais du côté d'Occhetto, il y a aussi des communistes de valeur. Nous croyons qu'Occhetto lui-même lutte pour le communisme, mais il le voit comme un objectif très lointain et il préfère viser certains progrès électoraux et la possibilité de porter le PCI au gouvernement. Occhetto a déjà modifié sa proposition initiale, à cause des résistances que celle-ci a provoqué à la base du Parti et il dit maintenant que la question du nom et du symbole communiste n'est pas primordiale.

La motion d'Occhetto répond au besoin de plus en plus pressant pour les communistes d'aller au gouvernement. Nous partageons cette aspiration, mais nous n'approuvons pas la manière dont ils veulent accomplir cette tâche et la façon dont ils espèrent attirer les forces sociales de progrès en Italie. Il est vrai qu'il existe une gauche diffuse qui ne se sent pas représentée par le PCI ni par les autres partis de gauche. Les différents groupes écologistes, catholiques de gauche, anti-prohibitionnistes, radicaux de gauche, féministes, n'ont pas de perspective propre et autonome. Ce sont des mouvements transitoires qui répondent à des problèmes engendrés par la crise finale du système capitaliste. Ces mouvements subsistent en tant que tels dans la mesure où le PCI n'offre pas de solution alternative. Mais ils ne

seront pas attirés par une dissolution du PCI, mais plutôt par son renforcement.

(...) La masse du Parti est en train de mettre de l'ordre dans la discussion en cours et essaie de surmonter les limitations qui sont présentes dans chacune des trois motions. Elle tient compte de ce qu'il y a de bon dans chacune de celles-ci pour développer une force plus incisive dans la société. La direction a déjà dû corriger ses prétentions initiales et Occhetto ne dit plus que le Parti a déjà changé de nom. La nécessité de rénover le Parti est impérieuse, tout le monde est d'accord là-dessus, mais il faut arriver à discuter

un programme tendant résolument à sortir des limites de la propriété capitaliste et à appuyer tous les mouvements de contestation qui interviennent dans la société pour les canaliser vers l'objectif communiste.

30 janvier 1990

(extrait de LOTTA OPERAIA, organe de la section italienne de la IVe Internationale Posadiste).

Coalition de gauche en Grèce

"Avec la coalition pour sortir la Grèce de son arriération"

C'est le titre que les Posadistes ont distribué largement lors de la campagne électorale de décembre en Grèce. Notre candidat qui était sur la liste de la périphérie d'Athènes, a obtenu 1685 voix. Voici ce texte:

" Notre Parti contribue à la Coalition de la Gauche avec la préoccupation et la décision de contribuer, comme bien public, à l'unification de la gauche ainsi qu'à l'élévation de sa fonction comme dirigeante de la lutte pour les transformations sociales. Le programme de transition de la coalition, qui se base sur la constatation de la crise sans issue du système capitaliste mondial et sur la possibilité d'un nouveau type de développement, unit la lutte pour le progrès démocratique et la lutte pour le socialisme. Tâches que seules peuvent accomplir les forces de gauche, politiques et syndicales, au travers de la participation organique du mouvement des masses.

Au travers de la Coalition, le pays peut s'unir au monde qui progresse, aux états ouvriers (pays socialistes) qui aident de petits pays comme la Grèce à surmonter leur état arriéré et à se défendre des menaces réactionnaires. La politique de la Perestroïka et de la Glasnost, qui sont des aspects de la régénérescence partielle de l'état ouvrier soviétique (tel que J.Posadas a défini les changements de l'URSS depuis 1971), affaiblit les capacités contre-révolutionnaires de l'impérialisme et du capitalisme, stimule de grands mouvements révolutionnaires, prolétariens, écologistes, féministes et anti-racistes dans le monde entier, les amène à comprendre la nécessité d'alliances et d'activités programmatiques, comme celle de la Coalition qui est un nouvel espoir pour la Grèce. Toute l'avant garde du pays s'incorpore à la Coalition et exerce une grande influence sur toutes les masses dans le but d'unir toutes les forces vives du pays dans une lutte pour le progrès.

Le vote de chacun, socialiste, communiste, écolo, trotskiste, autonome pour la Coalition contribuera à atteindre cet objectif.

AVEC LA COALITION

POUR SORTIR LA GRECE DE L'ARRIERATION.

ΑΝΤΩΝΟΠΟΥΛΟΣ ΑΝΔΡΕΑΣ



Οικονομολόγος - 40 χρόνων.
Ηγετικό στέλεχος του Ε.Κ.Κ. (τροτσκιστικό) Τμήμα της ΠΟΣΑΔΙΚΗΣ 4ης ΔΙΕΘΝΟΥΣ από το 1969 και Εκδότης της εφημερίδας "ΚΟΜΜΟΥΝΙΣΤΙΚΗ ΠΛΑΗ".
Είχε ενεργό δράση σαν φοιτητής στον αντιδικτατορικό αγώνα.
Ανέπτυξε συνδικαλιστική δραστηριότητα στο χώρο των Οικονομολόγων με την ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΟΝΙΚΗ Σ.Κ. της οποίας υπήρξε εκλεγμένο μέλος στο Δ.Σ. του Συλλόγου Οικονομικών και Πολιτικών επιστημόνων.
Είναι μέλος της Πολιτικής Επιτροπής του Συνασπισμού.

La défaite électorale des sandinistes , le rapport de forces mondial et la continuité du processus dans ces nouvelles conditionssuite de la page 1

Les 55% de voix obtenues par UNO, par contre, représentent des voix à un rassemblement de groupes hétérogènes, dont le principal soutien a été l'argent des yankees et l'exploitation des difficultés créées par l'intervention de l'impérialisme en appui à la contre-révolution. UNO a concentré l'appui des secteurs les plus arriérés, les petits commerçants et trafiquants du marché noir, les spéculateurs, les fonctionnaires, les secteurs les plus soumis à l'appareil religieux.

UNO a aussi pu tirer profit des difficultés et des erreurs du mouvement sandiniste dans la conduite du processus. Il ressort très clairement de tout cela, que UNO n'a aucune base pour établir un pouvoir stable.

Sa "victoire" est tachée du sang des crimes commis par la contre-révolution, et par son rôle déclaré d'agent de l'impérialisme. La grande bourgeoisie mondiale a essayé de peser dans le vote contre les sandinistes, et a été complice du boycott économique qui a provoqué de très nombreuses difficultés au gouvernement sandiniste. C'est aussi pour cette raison que l'on ne peut pas parler d'un processus électoral seulement local. L'impérialisme a voulu écraser le Nicaragua militairement et il a échoué: le rapport de forces mondiales et fondamentalement l'appui de Cuba et de l'URSS, qui se maintient encore aujourd'hui, l'en ont empêché.

Mais de toute façon, le rapport mondial des forces ne peut pas substituer l'organisation du processus révolutionnaire, la formation de la direction du pays qui peut rassembler et organiser une telle force et développer le processus. Et cela veut dire organiser le Parti, les organes de pouvoir des masses, le programme de construction du socialisme, même en partant du programme minimum, comme au Nicaragua, de constituer une économie, une organisation du travail et un certain fonctionnement de l'appareil d'état.

De toute façon, dans cette nouvelle et difficile étape qui s'ouvre, la relation mondiale des forces continue à être favorable à la réorganisation de la révolution nicaraguéenne: Le Nicaragua a toujours l'appui et la sympathie de toute l'avant garde révolutionnaire d'Amérique Latine et du monde, et l'impérialisme n'a pas la force pour imposer des conditions d'un écrasement et d'un recul complet. Il est incapable de rétablir le somozisme. La preuve en est qu'il a dû faire

mille manœuvres, par l'intermédiaire des bourgeoisies latino-américaines, par le boycott économique, et aussi au travers de la lutte au Parlement pour soutenir les Contras, contre l'opinion publique des Etats Unis. Les résultats des élections ont été une surprise pour les sandinistes mais pas seulement pour eux, aucun des experts de l'impérialisme n'en avait prévu les résultats. Comme cela s'est passé au Panama, l'impérialisme n'a pas rencontré un appui unanime dans les bourgeoisies latino-américaines (le rejet de la OEA), au contraire, il y a eu une très grande opposition. Il y a une très grande maturité dans les masses d'Amérique Latine, qui s'expriment dans les 42 Millions de votes à Lula au Brésil, dans les élections en Uruguay, qui vont empêcher que l'impérialisme intervienne librement pour écraser le Nicaragua, même avec ce gouvernement réactionnaire.

Au Nicaragua, il n'y a eu aucune "élection libre". Ces élections ont été conditionnées par une guerre d'agression de la part de l'impérialisme contre laquelle le petit Nicaragua s'est défendu au dépend du niveau de vie des gens, du programme de progrès économique et de la maturation politique et sociale du pays. Les élections parlementaires par définition n'expriment la volonté de la population que d'une façon tout à fait partielle.

Des organes du type des Soviets ne se sont pas constitués pour promouvoir une relation démocratique supérieure à tous les parlements de type bourgeois.

L'expérience des 7 premières années de la Révolution d'Octobre existe dans l'histoire et est encore valable aujourd'hui. Même dans les pays appelés socialistes, on ne revendique pas cette expérience: Partout, des élections se font, formellement démocratiques, mais elles ne sont pas précédées d'une préparation politique, syndicale et organisationnelle. Le résultat en est le pluralisme dans lequel surgit toute une série de courants, inclus de courants contre-révolutionnaires, nationalistes et religieux: Pourquoi? Cela était-il vraiment nécessaire? Etait-il possible, au contraire de démocratiser pleinement les usines, les quartiers, de démanteler les appareils et de faire intervenir les gens dans tous les aspects de la vie, de la culture de l'activité économique? Faire fonctionner les Soviets pleinement comme un instrument de pouvoir direct, par exemple. Cela est en

train de se poser partiellement, et surtout en URSS, mais ce n'est pas très clair pour les partis communistes et pour les sandinistes non plus.

La direction sandiniste a dû faire des concessions à la bourgeoisie locale, mais surtout à la bourgeoisie mondiale, en essayant de cette façon d'obtenir la paix et de gagner du temps pour avancer dans les mesures de progrès. Dans ce sens, nous nous associons à la décision qui représente une volonté audacieuse:

Affronter les élections en comptant sur une grande adhésion populaire. Il n'y a aucune couardise ni crainte de la part de la direction sandiniste, qui n'a pas fait cette concession pour freiner le processus révolutionnaire. Nous sommes convaincus que la direction du FSLN l'a faite en pensant pouvoir progresser.

Il s'agit d'une évaluation erronée du rapport de force ponctuel, qui démontre un relation

organique insuffisante avec la population.

Les réunions "Cara al pueblo", tout en étant nécessaires et une forme originale d'établir une relation avec les gens se sont pas suffisantes, parcequ'il manque la relation quotidienne, organisationnelle des dirigeants avec la population dans laquelle les gens peuvent faire l'exercice de direction, intervenir et décider dans tous les aspects de la vie. Cela requiert du temps et de la continuité, et surtout les cadres préparés, l'orientation politique et organisationnelle, et le Front sandiniste ne fonctionne pas encore comme un parti révolutionnaire scientifique organisé.

L'intention légitime d'empêcher la bureaucratization choque avec la nécessité de la rigueur dans l'analyse des relations sociales, économiques et historiques. On peut être pluralistes dans le sens de donner plus d'espaces à tous les courants qui cherchent de diverses façons, le progrès des gens et de la révolution. Par contre, on ne peut donner aucun espace à tous ceux qui s'opposent au progrès, parcequ'inévitablement ils ont tendance à nier l'existence de conditions minimales pour réaliser n'importe quel progrès dialectique.

**NOUS SALUONS AVEC TOUTE
NOTRE ALLEGRESSE ET
FRATERNITE COMMUNISTE LA
LIBERATION DU CAMARADE
NELSON MANDELA , ET LA
RECONNAISSANCE DES
ORGANISATIONS DE GAUCHE
EN AFRIQUE DU SUD !**



Le 28^{ème} congrès du PCUS, l'inviabilité des réformes économiques et le programme pour la construction de l'état ouvrier

suite page 2

Ce Congrès du PCUS reflète toute la crise provoquée par le manque de direction révolutionnaire de l'état ouvrier soviétique, mais il est aussi une affirmation de la liquidation complète du stalinisme et de la bureaucratie comme pouvoir dominant l'état ouvrier. La IV^e Internationale Posadiste partage avec les camarades communistes de l'URSS, participants de ce congrès ou non, toutes les difficultés et les problèmes dans lesquels ils se débattent. Nous défendons aussi l'unité du Parti Communiste et la lutte pour revenir à la fonction du Parti bolchévique, aux sept premières années de la Révolution russe.

Contrairement à ce que présente la presse bourgeoise et celle de certains partis communistes occidentaux, la lutte en cours n'oppose pas, d'une part des "conservateurs" de droite et de l'autre des "réformateurs" de gauche. Parmi les "réformateurs", il y a des tendances réactionnaires qui veulent casser le Parti et même l'Union Soviétique. C'est toute la société soviétique qui est en ébullition et la classe ouvrière intervient sous une forme de plus en plus élevée; toutes les vieilles couches bureaucratiques - les secteurs nationalistes, régionalistes, les vieux planificateurs, les groupes de l'appareil du Parti - s'accrochent désespérément à tout ce qu'elles trouvent pour garder un minimum de pouvoir ou de privilèges.

C'est pour concilier tout cela, que les propositions de Gorbatchev au Congrès et, avant cela, au Soviet, contiennent autant de contradictions et des réajustements constants. Le projet de loi sur les réformes économiques, à peine fût-il présenté, a été ajourné au parlement et au congrès et rejeté par la population soviétique. Les mineurs préparent une nouvelle grève d'avertissement exigeant la démission du gouvernement qui a soutenu le projet de réformes économiques et qui, surtout, n'a pas été capable de respecter les promesses faites aux travailleurs. La direction de Gorbatchev est coincée pour le moment: d'une part, elle a fait un énorme nettoyage dans l'appareil bureaucratique, mais de l'autre, elle craint d'être débordée par l'intervention de la classe ouvrière en qui elle n'a pas entièrement confiance.

De toutes façons, Gorbatchev a le mérite historique, à la suite d'Andropov, d'avoir impulsé la constitution des collectifs de travailleurs, le développement de la démocratie soviétique, d'avoir libéré les forces sociales des masses contenues par le stalinisme durant de longues années. Il a aussi le mérite de chercher à préserver la centralisation de l'état ouvrier soviétique, qui est une conquête historique fondamentale contre tous les nationalismes et

les séparatismes, et à soutenir l'unité du Parti Communiste de l'URSS contre tous les courants égoïstes, qui vont de Ligatchev à Eltsine ou Afanassiev et qui veulent utiliser le Parti à leurs fins particulières.

Ce n'est pas une crise économique que traverse l'URSS, mais surtout une crise politique de direction de la construction d'un état ouvrier. Le problème central a été posé au Congrès: "ce qui existe en URSS et dans les autres "pays socialistes", ce n'est pas le socialisme. C'est pourquoi on ne peut parler de la fin du socialisme. Mais alors, comment qualifier ce que nous avons fait depuis la Révolution d'Octobre ?". Trotsky et Lénine et Posadas ensuite, ont montré dans tous leurs travaux que l'URSS est un état ouvrier, un état de transition entre l'étape de la rupture avec le capitalisme et la nouvelle organisation socialiste, qui ne peut s'accomplir qu'à l'échelle du monde entier. L'Etat ouvrier comme tel, contient toutes les contradictions héritées du capitalisme, en même temps que les bases de l'organisation de la nouvelle société socialiste. Ce concept est une idée essentielle pour mesurer objectivement le processus en cours en URSS ainsi que dans les autres états ouvriers d'Europe et du monde.

Pour pouvoir se développer, l'état ouvrier ne pouvait plus coexister avec un pouvoir bureaucratique étouffant, comme celui du stalinisme. Ce processus de rébellion des forces vives de la société soviétique fut qualifié de "régénérescence partielle" par le camarade Posadas, et continue à se développer. La planification de l'économie est une nécessité pour l'état ouvrier, ainsi que le monopole d'état du commerce extérieur et l'étatisation de la propriété.

Mais ces principes ne peuvent pas subsister non plus sous le chape de l'appareil bureaucratique, des technocrates de la planification. C'est pour sortir de cette impasse que la direction de Gorbatchev a cherché une issue. Mais les projets de réforme économique, tout en cherchant à sortir d'une situation qui devenait intenable, n'ont pas donné une perspective meilleure: quand on fait le compte de ce que représente l'économie de marché dans le monde - mis à part trois ou quatre pays capitalistes développés - on retrouve la loi de l'exploitation de l'homme par l'homme, les inégalités et l'oppression sociales les plus brutales. L'impérialisme mondial, qui a dû concéder quelques miettes de ses richesses après les dures luttes des masses des pays les plus développés, subsiste uniquement parce qu'il a exploité et continue à exploiter sauvagement tout le resté du monde capitaliste, ainsi que d'all-

Lutte Ouvrière



Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IV^{ème} Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles-CCP 000.0976234-26 de POLET
☎ 02/732.21.95

27^{ème} ANNEE AOUT 1990 N° 384 20 Francs

Préparer la rentrée avec l'ensemble des travailleurs des Services Publics contre toute mesure de régression sociale

Le ras-le-bol qui s'est manifesté dans l'enseignement depuis plusieurs mois déjà dans la partie francophone du pays est lié à la dégradation qui existe depuis une dizaine d'années dans ce secteur. Pour bien comprendre les phénomènes qui sont à la base de ce mécontentement général, il faut dresser un tableau de ceux-ci.

En matière d'emploi, par exemple, nous voyons qu'en 1982, il y avait encore 314.983 personnes dans l'enseignement en Belgique, alors qu'en 1990, elles ne sont plus que 269.000 soit une perte de 46.983 personnes ou 15%.

La répartition est la suivante en 1990 : dans la communauté néerlandophone: 143.000 et dans la communauté francophone : 126.000. Le nombre d'élèves dans la communauté francophone était de 964.107 en 1982 et de 930.000 élèves en 1990, soit une perte d'élèves de 4.5% et une perte d'enseignants de 15%.

Il suffit d'aligner ces chiffres pour comprendre les difficultés pour les enseignants d'enseigner convenablement la matière à des élèves de plus en plus nombreux par classe, disposant de moins en moins de matériel éducatif par réduction des budgets.

Cette mesure a été prise dans le cadre de la diminution du budget pour l'enseignement qui est passé de 20% à 14% du budget national en

moins de dix ans. Ces chiffres prouvent le désintérêt que porte la bourgeoisie au développement de la culture générale dans la population. En effet pour satisfaire ses propres intérêts matériels et aussi idéologiques, les détenteurs du grand capital veulent que l'enseignement soit de plus en plus axé sur une spécialisation qui répond au maximum à leurs besoins. En effet, la restructuration de l'économie capitaliste, dont l'objectif essentiel est de continuer à faire du profit, exige une spécialisation de plus en plus importante de la main d'oeuvre dans les domaines les plus divers comme la robotique, l'informatique et d'autres secteurs de pointe. C'est ainsi que l'on a vu et l'on voit encore disparaître un tas de petits métiers qui demandaient énormément de main d'oeuvre successive et de temps. Les capitalistes pour développer leur profit au maximum, ont réduit le besoin de main d'oeuvre, et concentré le temps de travail.

Tout cela a aussi des répercussions dans l'enseignement, qui doit former des jeunes, en fonction des besoins des entreprises. Et actuellement, tout ce qui se rapporte au Service Public ne représente plus qu'un intérêt très partiel pour ceux qui décident de l'économie de ce pays, c'est à dire les grosses Banques, Société Générale, BBL et compagnie. Et plus, s'ils pouvaient supprimer tout à fait les transports en commun dans cer-

SOMMAIRE

Résolution du Bureau européen

LES PROBLEMES NATIONALISTES DANS LES ETATS OUVRIERS SE RESOLVENT SEULEMENT AVEC L'INTERVENTION DES MASSES

voir page 3

LE ROLE DU PROLETARIAT SOVIETIQUE DE J. POSADAS

voir page 3

Préparer la rentrée avec l'ensemble des travailleurs des services Publics contre toute mesure de régression sociale

suite de la page 1

taines zones, cela les arrangerait bien, mais ils ne le font pas pour préserver leur électorat. C'est la raison pour laquelle les services publics sont les plus touchés, et sont à chaque budget gouvernemental les plus visés par les plans d'économie.

Les manifestations qui se sont multipliées ont tout de même servi à quelque chose. Elles ont permis de débloquent dans l'immédiat 3 milliards. Cela correspond à 1% d'augmentation barémique en plus des 2% déjà promis. Mais les enseignants ne veulent pas se contenter de "miettes pour les pigeons". Ce déblocage de 3 milliards a été obtenu à l'initiative des socialistes, pour tenter de calmer les esprits, et gagner un peu de temps, pour créer une brèche dans le mouvement, en pensant que certains secteurs des enseignants pouvaient accepter cette proposition. Mais les enseignants ont répondu avec beaucoup de maturité. La perte du pouvoir d'achat représente 10% au moins, donc même avec les 3% d'augmentation, il reste encore un manque à gagner de 7%.

La base du mouvement des enseignants en refusant cette aumône démontre une très grande maturité et leur méfiance vis à vis des directions syndicales. Il ne s'agit pas seulement de récupérer la perte du pouvoir d'achat, mais aussi d'une remise en cause de l'enseignement. Ils ne veulent pas d'un enseignement à deux vitesses, un pour les riches et un autre pour les pauvres.

Ils posent un problème de fond, un problème de société, parce que de l'argent, il y en a; il suffit de voir les bénéfices des entreprises en général, les exonérations dont bénéficient les grosses entreprises, et la fraude fiscale.

Le mouvement des enseignants représente une très grande force à cause de l'unité qui s'est constituée, d'une part entre l'enseignement public et privé, et d'autre part, la participation en front commun à toutes les actions, ainsi que la participation massive des élèves. Il est possible de maintenir une telle mobilisation avec des formes d'organisation à la base. sans cela, le mouvement s'effrite, se désagrège, se disloque. Ce niveau d'organisation ainsi que sa détermination à poursuivre les actions sont d'une extrême importance, pour l'avenir du mouvement en soi, mais aussi pour les luttes futures de tous les travailleurs. Un exemple d'organisation à suivre est l'expérience qui s'est faite à Liège: Le MEU, (Mouvement des étudiants unis) s'est constitué, regroupant les

étudiants de toutes les écoles de la région liégeoise.

De telles structures sont nécessaires pour préparer l'avenir, et la rentrée, pour pallier au déficit des directions politiques et syndicales, et pour pousser les directions politique de gauche et surtout le Parti Socialiste à défendre les positions de la base. Ce que demandent les manifestants, c'est que les Syndicats, le P.S. et leurs représentants au gouvernement mènent une politique dans l'intérêt des salariés. C'est pour cela que les travailleurs dans leur grande majorité ont voté socialiste, mais pas pour qu'ils soient les intermédiaires et les complices de la droite dans la politique de régression sociale. Mais Monsieur Ylief, ne tient pas compte des revendications des enseignants et des étudiants, et les traite avec beaucoup de mépris comme Cools d'ailleurs.

La préoccupation essentielle des enseignants est de pouvoir exercer leur profession dans de bonnes conditions, d'avoir des salaires décentes qui répondent aux nécessités de la vie; mais ils veulent surtout un enseignement de qualité, égal pour tous, qui permette un développement culturel harmonieux, un échange culturel enrichissant. Dans les mots d'ordre des manifestations l'on pouvait voir entre autre chose, l'exigence de remise en cause fondamentale de la structure de l'enseignement dans notre pays.

Voilà un sujet de débat essentiel pour l'avenir :

A QUOI DOIT SERVIR L'ENSEIGNEMENT EN BELGIQUE ?

Ce débat ne concerne pas seulement les enseignants et les élèves, mais toute la société. Et ce débat concerne l'ensemble des travailleurs des Services Publics également. Pour la défense d'une école laïque, unique, réellement gratuite et ouverte à toutes les cultures. Nous proposons ce thème de débat à toutes les organisations de gauche, politiques et syndicales.

En même temps qu'il est essentiel de défendre des augmentations de salaires conséquentes : 10% pour tous, la réduction du temps de travail, embauche de personnel ; il faut poser la défense inconditionnelle de l'enseignement publique, la défense inconditionnelle de tous les Services Publics contre toute forme de privatisation.

Les enseignants ne peuvent pas obtenir satisfaction seuls, il est tout à fait indispensable de faire une grande discussion dans tout le

mouvement syndical des Services Publics, pour prendre le relais de la lutte des enseignants, et faire sienne toutes les revendications posées par le mouvement. Le ras le bol est général et pas seulement chez les enseignants, c'est une occasion formidable de préparer une mobilisation d'envergure de tous les Services Publics. Actuellement, les directions syndicales sont tout à fait sur la défensive, ne parlent même plus de réduction du temps de travail, consigne que ne cessait de répéter les affiches et slogans syndicaux. Les travailleurs des Services Publics ont démontré maintes fois leur combativité, et leur résistance aux plans d'économie des différents gouvernements Martens

successifs. Aujourd'hui, il y a une nécessité impérieuse de s'organiser à la base comme le font les étudiants pour combattre l'inertie, et la passivité des dirigeants syndicaux.

Soutenez
Lutte Ouvrière
Abonnez-vous!

Le 28^{ème} congrès du PCUS, l'inviabilité des réformes économiques et le programme pour la construction de l'état ouvrier.

suite de la page 1

leurs les masses des pays plus développés.

Par ailleurs, le capitalisme ne fonctionne plus essentiellement sur la base de la loi du marché, de la libre concurrence entre des entrepreneurs tous égaux, mais au travers des grandes multinationales, des banques mondiales, qui se sont déjà distribué le marché mondial et dominant tout. Les secteurs du monde capitaliste qui continuent à suivre les lois du marché, sont ceux destinés aux services, à la consommation immédiate de la population, (ce sont aussi les secteurs considérés comme déficients en Union Soviétique), ce sont les secteurs occupés par les petites et moyennes entreprises et où les travailleurs subissent la plus grande exploitation, ils sont le refuge du travail en noir, de l'économie dite parallèle, dans lesquels les travailleurs n'ont plus aucune sécurité sociale. C'est à cette situation que mènerait un développement de secteurs privés ou coopérativistes en URSS, et non à un progrès des forces productives. La population soviétique a déjà rejeté tout cela. Les coopératives se sont avérées le refuge des bureaucrates délogés d'autres postes de pouvoir et qui n'ont déjà plus aucun lien avec la structure de l'état ouvrier, qui ont une soif de profits à n'importe quel prix et n'hésitent pas à tuer ou provoquer des affrontements de nationalités pour protéger leurs intérêts.

D'autre part, il est certain qu'il faut développer un bien-être supérieur de la population soviétique. L'économie de l'URSS a la capacité de le faire et cela, sans nécessité de réduire l'aide de l'URSS à la révolution mondiale, comme le posent certaines tendances de la bureaucratie du PCUS (comme Eltsine ou Afanassiev). Les ouvriers du pétrole et les mineurs ont montré très simplement le chemin à suivre: il faut rendre à la classe ouvrière le contrôle de la production, de la planification économique, et alors les conditions vont surgir pour fabriquer les meilleurs objets de consommation collective, de meilleurs logements pour les gens, des services hygiéniques et des hôpitaux pour tout le monde. Ce qu'il faut liquider définitivement, c'est la planification au profit de la bureaucratie. Il faut réclamer la généralisation du pouvoir des collectifs de travailleurs sur la

planification économique. Toutes les masses d'URSS doivent participer à l'élaboration du Plan, au travers d'une complète décentralisation. En même temps, il faut une centralisation scientifique dans la préparation du Plan économique, mais ce ne sont pas les technocrates qui doivent décider, car ils le font selon les intérêts et les goûts d'une petite couche de bureaucrates, et non de ceux de tout le peuple. Il faut revenir à la décentralisation dans l'application du Plan, sous le contrôle des collectifs de travailleurs, des soviets dans tout le pays.

Pour l'accumulation primitive du socialisme, l'intervention de la classe ouvrière, le contrôle ouvrier, la participation créatrice des masses, sont un facteur fondamental, ainsi que les relations de l'URSS avec le reste du monde. L'économie soviétique dépend de la révolution mondiale, des autres états ouvriers. Le dépassement des problèmes économiques de l'URSS ne demande pas de réduire l'aide à Cuba, au Vietnam, à l'Angola, à d'autres états ouvriers ou révolutionnaires dans le monde, mais bien d'organiser une planification commune entre eux. L'internationalisme n'est pas une question de morale révolutionnaire, il est le résultat du besoin d'étendre l'état ouvrier, de renforcer la structure des états ouvriers dans le monde. L'URSS ne peut construire seule le socialisme. Il est nécessaire de faire une révision de toutes ces aides, de réajuster beaucoup de ces plans qui ont servi de supports aux antérieurs compromis de la bureaucratie soviétique et de la bureaucratie locale dans les différents pays. Nous posons, entre autres, la nécessité de maintenir l'appui économique à Cuba, accompagné d'une intervention politique des Soviétiques à Cuba. Derrière toutes ses diatribes contre l'URSS, la direction de Fidel Castro cache le fait qu'elle n'impulse aucun changement vers la démocratie socialiste à Cuba. La lutte contre l'appareil bureaucratique cubain est une grande nécessité. On doit aussi souligner que les secteurs des Soviétiques qui demandent la réduction de l'aide à Cuba sont les groupes les plus réformateurs de la bureaucratie, ce n'est pas la classe ouvrière, ni la direction du PCUS et de l'état soviétique.

suite page 4

Résolution du Bureau européen

Les problèmes nationalistes dans les états ouvriers se résolvent seulement avec l'intervention des masses.

Les changements qui se sont produits ces derniers mois dans les pays socialistes concentrent aujourd'hui l'attention et la préoccupation de l'avant-garde communiste, socialiste et révolutionnaire et d'un secteur important de la population qui élève sa conscience et participe de plus en plus aux progrès de la révolution mondiale.

Endéans un bref délai historique, des structures qui ont résisté pendant des dizaines d'années se sont écroulées, déjà fissurées par l'assaut de la révolution, et leur écroulement impose la résolution d'une multitude de problèmes qui sont décisifs aujourd'hui pour le progrès de la révolution, la liquidation du capitalisme et le triomphe du socialisme.

Cette désintégration de la bureaucratie des Etats ouvriers se s'est pas faite de façon homogène, coordonnée, mais la mobilisation du prolétariat soviétique et en particulier des mineurs a été le détonateur, qui a entraîné l'ensemble des masses communistes dans une mobilisation historique qui a renversé les restes de la bureaucratie stalinienne agonisante.

La chute d'Honecker, de Ceausescu, de la direction tchécoslovaque et de celles qui vont suivre, est un exemple de la capacité d'intervention des masses qui aujourd'hui ne supportent plus les entraves, les limitations qui leur étaient imposées dans le passé. Mais les masses sentent aussi qu'il faut poser aujourd'hui la question historique de la construction de la nouvelle direction révolutionnaire.

Pour cette raison, dans les pays socialistes ont surgi des directions alternatives, inventées pour remplir le vide historique laissé par des dizaines d'années d'éducation stalinienne des directions des partis communistes et des Etats ouvriers.

Nous pensons qu'il est très important d'approfondir la discussion sur les racines de tous les problèmes actuels que vivent les pays socialistes, où la mauvaise planification et distribution, la pénurie, l'arriération de certaines régions et les problèmes nationalistes qui ont surgi sont la conséquence de la politique que Staline a appliqué en URSS et qu'il a étendu à toutes les directions des Etats ouvriers formés après la Deuxième Guerre mondiale.

Le stalinisme, pour imposer sa politique de conciliation avec le capitalisme, conséquence de sa perte de confiance dans le futur communiste de l'humanité, a eu besoin d'étouffer la vie du parti, la discussion politique, l'utilisation et la maîtrise du marxisme comme méthode scientifique pour analyser l'histoire. Il a eu besoin de détruire le fonctionnement soviétique pour pouvoir usurper la volonté des masses et profiter des progrès et des conquêtes de l'Etat ouvrier comme un appareil.

Staline s'est retrouvé ainsi à la

tête d'une bureaucratie qui a rompu avec l'internationalisme prolétarien, qui a liquidé l'Internationale communiste de masses, qui était le relais de l'Union Soviétique avec la Révolution mondiale, et qui s'est enfermé dans l'Etat ouvrier en appliquant la politique du socialisme dans un seul pays. La bureaucratie a mené alors une forme de vie très proche de la bourgeoisie, mais toujours soumise à la structure de l'Etat ouvrier. C'est le prolétariat soviétique qui a empêché un plus grand recul de la bureaucratie, en défendant l'URSS contre les nazis, en impulsant la construction de nouveaux Etats ouvriers et la liquidation de Staline, et aujourd'hui la classe ouvrière soviétique est le moteur des progrès en Union Soviétique et de la liquidation de tout ce qui reste de l'appareil stalinien.

Pour résoudre des problèmes tels que les affrontements actuels en Arménie, en Azerbaïdjan, en Ouzbékistan, les conflits avec la Moldavie et les républiques baltes, il faut recourir à l'expérience la plus élevée que l'Etat ouvrier soviétique a connue: celle des sept premières années de la Révolution russe. Le Parti Bolchévique, Lénine et Trotsky, le prolétariat ont affronté l'isolement de la révolution, la destruction de l'appareil productif et sont intervenus pour résoudre les problèmes de langues et de nationalités, en unifiant les masses dans l'objectif de la construction socialiste. C'est la direction révolutionnaire de Lénine et Trotsky qui a donné confiance à la population pour faire face à toutes les difficultés.

Staline et la bureaucratie soviétique ont dû, pour s'affirmer, détruire les conquêtes de la Révolution d'Octobre. Ils ont emprisonné, réprimé, assassiné l'avant-garde communiste, tué Trotsky, perverti la vie et le fonctionnement du Parti Communiste et des autres organisations des masses. Ils se sont appuyés sur les secteurs les plus corrompus et les plus arriérés des différentes républiques pour exploiter les ressources de celles-ci et pour usurper les bénéfices de l'Etat ouvrier au profit d'une caste privilégiée.

La politique de Staline a signifié une entrave au développement social et politique de l'Union Soviétique. Elle a empêché un développement homogène de la vie communiste des différentes républiques et des différents états ouvriers et a accentué les sentiments régionalistes d'un secteur arriéré de la population qui ne voyait pas l'Etat ouvrier répondre à ses besoins vitaux.

C'est là que sont les racines des préoccupations et des intérêts régionaux et les raisons des manifestations massives appuyant les mots d'ordre et les dirigeants

régionalistes. Les masses sont intervenues pour condamner la spoliation et la répression dont elles étaient l'objet de la part de la bureaucratie centrale de l'état ouvrier et avec la complicité des bureaucraties régionales.

Ces mobilisations n'ont pas un caractère purement nationaliste, elles représentent une forme d'intervention de la population qui cherche à se faire entendre et à participer à la construction d'un état ouvrier sans castes ni privilèges.

Le Parti Communiste Soviétique n'est pas intervenu avec toute la capacité nécessaire pour affronter ces difficultés. Le parti doit expliquer que le nationalisme signifie une régression du niveau de vie des masses, de leurs droits culturels et

sociaux et de leurs possibilités de développement. Il sépare les régions les unes des autres, empêche leur interinfluence et conduit à un recul des capacités culturelles, scientifiques, techniques, sociales de l'état ouvrier.

Lénine et Trotsky se sont appuyés sur trois piliers fondamentaux pour jeter les bases de l'Union Soviétique: la propriété étatisée, la planification de l'économie et le monopole du commerce extérieur. Cette structure a permis la liquidation de Staline et le progrès de l'état ouvrier. J. Posadas pose aussi que "la centralisation de l'état ouvrier, cela veut dire la coordination, la planification et la concentration des capacités productives, culturelles, en vue de développer tout le pays. Elle

LE ROLE DU PROLETARIAT SOVIETIQUE

J. Posadas

Extrait de "RETOUR A LENINE" Bilan historique de 50 ans d'existence de l'URSS

Le processus révolutionnaire a un caractère mondial. Il s'exprime en Chine et, de là à Cuba, de Cuba il se répercute au Moyen-Orient et en Algérie et, de là il va peser en Union Soviétique où il se concentre et se centralise. Quand ce processus va atteindre l'URSS, il va acquérir une force immense qui va bouleverser le monde. "Les Dix jours qui ébranlèrent le monde" ont déjà eu des effets pendant des dizaines d'années. Quand le prolétariat soviétique va se lever, ces effets seront inépuisables car c'est le seul prolétariat qui ait vécu pleinement l'expérience des soviets pendant sept ans. Il maintient cette tradition dans toute sa vivacité. La grande majorité de la vieille génération a été liquidée ou est très âgée, mais elle a transmis toute son assurance historique aux nouvelles générations. C'est pour cette raison que la presse soviétique fait constamment des allusions au trotskysme. Douze millions de Soviétiques ont connu les camps de concentration pendant 20 ans. Les vingt millions de bureaucrates ont développé un pouvoir immense entre leurs mains, mais ils ne peuvent empêcher que Trotsky reparaisse constamment. Pourtant il a été assassiné depuis 27 ans! Mais ce sont les idées, les méthodes, les objectifs de Trotsky qui renaissent. La vieille garde bolchévique trouve son orientation dans ce programme. Elle n'a rien dû inventer de nouveau. Trotsky avait raison et maintenant on tend à reprendre sa pensée.

La bureaucratie est incapable d'empêcher cela. Elle craint toute mobilisation des masses, elle n'ose même pas appeler à des manifestations contre l'impérialisme au Vietnam. Elle sait que, si elle appelle à se mobiliser pour le Vietnam, les masses soviétiques ne vont pas seulement crier contre l'impérialisme mais aussi pour les droits syndicaux, pour le droit de réunion, pour le contrôle ouvrier, pour le fonctionnement des soviets. Les masses exigeraient des droits révolutionnaires pour impulser la révolution socialiste en URSS.

Le prolétariat a une grande tradition de lutte révolutionnaire, de vie dans les soviets et d'organisation du Parti. Le prolétariat soviétique est celui qui a le plus de confiance dans ces instruments de la révolution. C'est le seul pays au monde qui ait connu un fonctionnement intégral des soviets pendant sept ans, où les masses soviétiques menées par le prolétariat et le Parti Bolchévique ont connu un fonctionnement de direction, ont fait la preuve, dans la pratique de la vie quotidienne, de l'importance de l'instrument puissant de progrès que représente le soviét. C'est sur cette base qu'elles ont pu résister pendant sept ans au siège du capitalisme mondial, car elles ont pu intervenir, décider et démontrer aux masses du monde que c'était la voie à suivre pour la construction de l'Etat ouvrier. Aujourd'hui, les masses soviétiques ne peuvent intervenir directement, elles sont opprimées et réprimées par la bureaucratie. Mais c'est en URSS qu'existe l'expression la plus profonde et la plus complète des forces de la révolution socialiste mondiale.

Quand le prolétariat soviétique va pouvoir se mobiliser, il fera le saut

LE ROLE DU PROLETARIAT SOVIETIQUE

suite de la page 3

dialectique le plus grand de l'histoire, en impulsant le cours de la révolution en Union Soviétique et dans le reste du monde. C'est le prolétariat soviétique qui a le plus de confiance et le plus d'assurance dans l'organisation. Le retard mis à reprendre le chemin de la révolution socialiste sera compensé postérieurement par le dynamisme vigoureux et le rythme rapide qu'il va suivre, en guidant à nouveau les masses du monde pour réorganiser la vie de l'humanité avant, pendant ou après la guerre atomique, dans la voie de la révolution socialiste. C'est en Union Soviétique qu'existe le niveau le plus élevé de formes d'organisation soviétique, où se sont accumulées les formes d'organisation révolutionnaire. Et ceci se fera sentir demain. C'est pourquoi la bureaucratie a peur de la mobilisation des masses, quelle qu'elle soit.

La mobilisation des masses, l'agitation, les manifestations, les assemblées et meetings, sont des instruments indispensables de préparation et d'organisation des masses dans la lutte de classes et révolutionnaire mondiale. Ce sont des instruments qui unifient les masses, qui les font peser sur le reste de la population, qui leur font sentir leur poids social révolutionnaire et leur font gagner de l'autorité. Ils contribuent à affaiblir et décomposer le front de l'ennemi de classe en attirant les masses du monde. Les mobilisations sont un moyen pour les masses de se rencontrer entre elles, un moyen de communication de l'avant-garde avec le reste de la classe.

La bureaucratie soviétique n'a pas recours à la mobilisation des masses parce qu'elle les craint. Aucun instrument ne peut remplacer la mobilisation des masses. A l'étape la plus dangereuse de l'Etat soviétique, Lénine et Trotsky mobilisaient les masses pour pouvoir communiquer avec le reste des masses du monde. Les manifestations et les meetings étaient un facteur fondamental pour aider à la fondation des partis communistes, pour renforcer les bases de la révolution dans le monde, pour rompre avec les partis socialistes qui collaboraient avec la bourgeoisie.

Le prolétariat soviétique cherche à se mobiliser. Quand il pourra le faire, ce sera l'événement le plus important de toute l'histoire humaine après la Révolution russe, parce qu'il mettra en mouvement son immense poids social, son assurance historique, sa capacité et son expérience organisationnelle. Il entraînera les masses du monde et raccourcira les délais de la réorganisation socialiste de l'humanité. Cette crainte de mobiliser les masses soviétiques signifie que la bureaucratie sent que le prolétariat progresse dans sa décision révolutionnaire de se mettre à nouveau en activité en Union Soviétique. Le peuple soviétique est profondément convaincu et décidé à revendiquer le fonctionnement des soviets. Aussi la bureaucratie a-t-elle besoin de maintenir entre elle et le peuple soviétique, certains liens démontrant qu'elle suit la voie du communisme et ne se prépare pas à s'y opposer. La tradition des soviets est immense en URSS. Aussi, la bureaucratie doit faire semblant devant les masses soviétiques de respecter la tradition communiste et se proposer de construire le communisme et de maintenir les soviets dans la forme. Mais sa politique n'est ni communiste ni anti-capitaliste, elle est une conciliation directe ou indirecte avec le capitalisme. En ne réagissant pas aux bombardements du Vietnam du Nord, elle permet à l'impérialisme de continuer à agir. Lénine et Trotsky ne l'auraient jamais permis. Ils ont dû faire la concession de Brest-Litovsk, mais ils ont expliqué aux masses du monde qu'ils n'avaient pas la force de faire autrement, mais qu'ils espéraient reconquérir et réorganiser leurs forces pour lutter pour la prise du pouvoir.

La tradition révolutionnaire des soviets et du communisme est inépuisable en URSS. Les grandes oeuvres de l'Union Soviétique sont ineffaçables parce que toute la population y adhère, maintient la tradition du soviets et la propriété étatisée qui impulse les idées collectives. Mais toute cette puissance des masses soviétiques, des scientifiques, de la jeunesse soviétique, ne peut pas s'organiser parce que la bureaucratie empêche qu'elle serve d'exemple pour développer la société. C'est pourquoi il n'y a actuellement aucune vie ni discussion communiste. Par exemple, toute l'Union Soviétique devrait discuter les expériences de la révolution cubaine, de la révolution chinoise, faire une discussion publique de la Révolution Culturelle, comme à l'époque de Lénine. Mais la bureaucratie en a peur.

En 1934, Trotsky définissait la nécessité de faire la révolution politique en Union Soviétique. Ce programme signifie qu'il est nécessaire d'éliminer tout le pouvoir politique de la bureaucratie tout en maintenant les conquêtes de progrès social, la propriété étatisée, la planification de l'économie, le monopole du commerce extérieur. La révolution politique signifie un changement de direction politique et non un changement de structures sociales. Octobre 1967

J.POSADAS

Les problèmes nationalistes dans les états ouvriers.....suite de la page 3

permet de multiplier les forces car elle élimine le gaspillage que la concurrence provoque dans le régime capitaliste".

Il faut discuter tous ces problèmes dans les syndicats, dans les usines, dans le Parti, en montrant que la défense des intérêts régionaux porte atteinte à la centralisation des masses et diminue, par conséquent, les forces de l'Union Soviétique et de l'ensemble des états ouvriers.

Il faut dire ouvertement que la subsistance, à l'heure actuelle, de mouvements en défense d'intérêts régionalistes dans les états ouvriers est possible parce que c'est la bureaucratie qui les a développés et entretenus. C'est elle qui a stimulé des secteurs arriérés de la population, qui les a achetés et compromis et ce sont ces mêmes secteurs qui, pour ne pas perdre leurs privilèges, s'appuient aujourd'hui sur le manque de vie politique de l'état ouvrier pour entraîner une partie de la population derrière leurs objectifs chauvinistes.

Tous ces éléments se retrouvent dans l'affrontement actuel de la direction de la Lituanie contre la

direction de Gorbatchev. Mais le gouvernement lituanien a dû faire marche arrière dans ses plans séparatistes et accepter de dialoguer à nouveau avec Gorbatchev, parce qu'ils n'ont pas eu le soutien de la population de leur république, ni surtout celui du mouvement ouvrier qui refuse d'avaliser des mesures rompant la centralisation de l'état ouvrier et risquant d'affaiblir l'Union Soviétique.

Le gouvernement soviétique et la direction de Gorbatchev n'ont pas une attitude objective pour affronter les problèmes nationalistes. Ils ne s'appuient pas sur l'expérience des premières années de la Révolution russe. Ils conservent encore des formes de pensée et des conceptions d'appareil qui est toujours tenté de régler les problèmes par des manoeuvres ou par des impositions.

On ne peut affronter tous les problèmes que vivent actuellement les états ouvriers si ce n'est en impulsant l'intervention du prolétariat et des masses, en organisant la vie scientifique du Parti, en reprenant les principes et la méthode d'analyse du marxisme.

avril 1990

Le 28^{ème} congrès du PCUS, l'inviabilité des réformes économiques et le programme pour la construction de l'état ouvrier

suite de la page 2

Il faut tenir compte, d'autre part, que la crise du système capitaliste ne cesse d'évoluer. Il y a des conflits très profonds entre les grands pays capitalistes. Le capitalisme essaie de tirer profit de la crise actuelle des états ouvriers, mais il n'en tire aucune assurance non plus. S'il n'est pas parvenu à une importante influence en Chine, malgré que cette direction ait été très loin dans les accords économiques avec le capitalisme, il pourra en faire encore beaucoup moins en Union Soviétique. Il n'a aucune confiance - comme le souligne le récent rapport de l'OCDE - dans l'évolution du régime de propriété dans les états ouvriers d'Europe, dans le renforcement de la propriété privée, ni surtout dans les réactions sociales des masses. Les grèves et les mobilisations de la classe ouvrière dans différents pays, en Pologne, en RDA, expriment la résistance aux secteurs de la bureaucratie qui ont voulu vendre les propriétés de l'état ouvrier au capitalisme. Le capitalisme allemand en particulier, veut annuler politiquement un état ouvrier comme la RDA pour écraser et intimider le prolétariat allemand et européen. Mais il ne parvient pas à détruire la structure de l'état ouvrier, ni surtout la conscience sociale communiste acquise par le prolétariat en RDA. Le gouvernement de Demasiere lui-même doit manifester des résistances à l'absorption de la RDA par la RFA. En Pologne, il y a une grande crise dans le gouvernement, ainsi que dans le mouvement de Solidarnosc. C'est la crise de la politique pro-capitaliste menée par Mazowiecki et Walesa et rejetée par la classe ouvrière. Walesa montre une telle exaspération parce qu'il n'a aucune perspective. Les processus qui se développent en Roumanie, comme en Bulgarie avec la victoire du Front de salut national d'Iliescu et du nouveau Parti communiste bulgare, révèlent une autre face de la situation en Europe de l'Est, et

montrent que les reculs réalisés n'ont pas de perspective de stabilisation.

Ce processus est inégal et combiné: il y a le profond mouvement de liquidation de la bureaucratie en tant que pouvoir dans les états ouvriers, le manque de direction révolutionnaire pour canaliser toutes ces forces sociales libérées, et un secteur de cette bureaucratie est prêt à tout pour subsister, il a perdu tout intérêt dans l'état ouvrier et est disposé à se vendre au capitalisme. C'est ce que sont en train de faire, les couches de la bureaucratie qui avaient un pouvoir économique en Pologne, en RDA, en Hongrie. Mais ils ont une chance de vie très courte, car la crise même du capitalisme mondial ne leur laisse pas de place pour respirer; d'autre part, la conscience communiste acquise par les masses des états ouvriers est déjà en train de réagir et de trouver les forces de s'organiser pour défendre et reprendre la direction des états ouvriers.

Il est certain que tous les vieux groupes dirigeants des états ouvriers d'Europe étaient insoutenables, de Honecker à Ceausescu, comme l'a posé Chevarnadze dans le 28^{ème} Congrès du PCUS, mais on ne peut ignorer non plus, la faiblesse de la direction soviétique face à ces processus. Le Comecon est mort, cependant l'URSS et les autres états ouvriers d'Europe et du monde, les états révolutionnaires, les masses du monde entier, ont besoin de voir une planification commune et la constitution de nouvelles relations entre eux, d'un front unique mondial pour restructurer et faire progresser leurs économies et toutes leurs relations sociales et politiques dans la perspective du socialisme mondial.

8 juillet 1990

Bureau européen de

la IV^{ème} Internationale Posadiste

La grève des enseignants et le manque de perspectives culturelles dans le système capitaliste

Après 6 semaines de grève, les enseignants francophones ont repris le chemin des écoles. Mais, comme l'ont bien précisé les représentants des organisations syndicales, ce n'est pas du tout une paix sociale, mais une pause, une trêve dans la mobilisation des enseignants. Par rapport aux premières propositions de l'Exécutif, il est bien clair que les ministres ont lâché du lest: 2% d'augmentation des salaires en avril 91, 4% au 1er octobre 92, revalorisation des salaires des maternelles et primaires, renégociation du financement de l'enseignement et garantie de l'emploi. Ces propositions qui ont été signées maintenant avec les organisations syndicales chrétiennes et socialistes, représentent un petit mieux par rapport aux premières propositions de l'Exécutif.

Mais les enseignants ne sont pas satisfaits. Le préaccord a été accepté à 65% par les affiliés de la CSC, et rejeté par les affiliés de la CGSP à 52%, la CGSLB l'a rejeté également. Mais pour préserver le Front Commun, la CGSP a signé ce préaccord et l'accord définitif. Les organisations syndicales et leurs affiliés sont bien conscients que l'accord est un moindre mal, un minimum qu'il fallait bien accepter à un moment ou à un autre. Il n'était pas possible de poursuivre une grève sectorielle, sans l'étendre aux autres services publics.

La signature de l'accord permettra d'en contrôler le suivi, l'application concrète tant au niveau du respect du calendrier que des modalités financières et pratiques. Pour cela, sont prévus tout un ensemble de réunions y compris à chaque discussion importante, des assemblées générales de l'ensemble du personnel pour évaluer la situation. Bien que beaucoup d'enseignants estiment que cet accord n'est pas bon, ils considèrent également qu'il n'est pas possible de poursuivre une grève plus longtemps sans causer de préjudices importants aux élèves. Et c'est précisément la démonstration d'une attitude mûre et responsable

de la part de la majorité des enseignants.

L'accord n'est pas suffisant, mais les enseignants ont mené un combat d'une ampleur considérable, qui a gagné la sympathie de l'ensemble de la population qui a été confrontée aux problèmes conséquents à cette grève. Les parents et les familles ont été et sont solidaires de l'action des enseignants à 80%. C'est un point d'appui très important qui a permis au mouvement de durer aussi longtemps, et c'est aussi un point d'appui pour l'avenir parce que cette lutte n'est pas terminée.

Ce n'est pas pour rien que la CGSP a signé l'accord avec la CSC, alors que la majorité des affiliés CGSP l'avait rejeté, c'est pour préserver le Front Commun. C'est d'ailleurs la conquête la plus importante de cette mobilisation, le Front Commun. L'enseignement officiel et libre se sont toujours retrouvés dos à dos, dans des guerres scolaires interminables. Aujourd'hui, les enseignants du libre et de l'enseignement officiel se sont retrouvés ensemble sur les barricades. Cela représente une maturité du mouvement.

Au travers de la crise de l'enseignement, se pose un problème de société. La société, telle qu'elle est maintenant, n'a plus aucun intérêt à développer l'enseignement et l'éducation. Pendant toute une période, le capitalisme avait le besoin et la possibilité d'utiliser une grande main d'oeuvre, et d'avoir des travailleurs avec un niveau d'instruction et de formation professionnelle élevé. Mais le développement capitaliste s'est épuisé depuis des années déjà, et il n'a plus besoin de développer la culture générale et l'instruction de la population. Il a besoin de former un personnel de plus en spécialisé dans certaines branches seulement, pour faire fonctionner des machines hypersophistiquées. Et les enseignants ressentent cette crise, qui engendre un sentiment d'inutilité pour répondre aux normes du sys-

suite page 2

Lutte Ouvrière

Organe du Parti Ouvrier Révolutionnaire Trotskiste
Section belge de la IVème Internationale Posadiste

Correspondance: "Lutte Ouvrière", rue des Cultivateurs, 62
1040 Bruxelles - CCP 000.0976234-26 de POLET
☎ 02/732.21.95

27^{ème} ANNEE

Décembre 1990

N° 385

20 Francs

Résolution du Bureau Européen. **HORS DU GOLFE LES TROUPES DE L'IMPERIALISME !**

L'intervention de l'impérialisme dans le Golfe Persique n'est pas seulement le résultat des événements au Koweït. Avant même l'entrée des troupes irakiennes, il faut considérer que la base principale de l'impérialisme au Moyen-Orient -Israël- s'est constamment affaiblie depuis le puissant mouvement de l'Intifada des masses palestiniennes, qui s'est combiné à la déroute de l'impérialisme au Liban, avec la reddition du général Aoun. Tous ces éléments contribuent à l'élévation de la révolution mondiale. En Israël même, il y a de profondes divergences au sein du gouvernement et des couches importantes de la population rejettent les méthodes fascistes utilisées pour réprimer les Palestiniens. Après la cessation de la guerre contre l'Irak, des forces sociales de plus en plus importantes en Irak cherchent à aider les masses palestiniennes. Par ses attaques verbales furieuses contre l'Irak, avant même son entrée au Koweït, il était évident que l'impérialisme préparait un coup pour essayer de reprendre la situation en mains.

L'impérialisme US a d'autres raisons, plus profondes, pour provoquer une crise au Moyen Orient. La politique des Soviétiques en Europe a entraîné une perte de cohésion au sein de l'alliance impérialiste. De ce fait, les Anglais et les Américains, en particulier, veulent trouver de nouveaux centres pour justifier la course aux armements et la guerre.

L'Irak n'est pas un pays pareil au Koweït. C'est un état dans lequel l'économie - la terre et les principales industries - sont étatisées en grande partie, bien qu'il y ait eu récemment des mesures de Saddam Hussein tendant à une reprivatization. L'Irak est dès lors un Etat Révolutionnaire. Cela signifie que ce gouvernement est obligé, en partie, de répondre à la pression des masses. Cela n'empêche pas que Saddam Hussein soit un assassin et n'ait aucun intérêt à la démocratie populaire ni au développement de l'économie au bénéfice de la population. En entrant au Koweït, Saddam Hussein n'a pas cherché à y installer un gouvernement populaire, susceptible de le critiquer lui et son



**LA SEQUESTRATION DE MORO,
L'IMPERIALISME, LES PARTIS OUVRIERS ET
LES TRANSFORMATIONS SOCIALES EN
ITALIE...page 3**

J.POSADAS -25 Mars 1978

**L'affaire "GLADIO" et les limites de la
démocratie bourgeoise...page 3**

**L'unification des deux allemandes et la lutte des
masses pour faire échec aux plans de la
bourgeoisie...page 5**

La grève des enseignants et le manque de perspectives culturelles dans le système capitaliste

tème. La course aux profits appauvrit la population, enrichit les banques et les grosses entreprises capitalistes. Le chômage augmente, et les jeunes, les adolescents n'ont plus de perspectives d'avenir. Le taux de suicide des jeunes, a doublé dans notre pays en 20 ans. Tout cela se répercute au niveau de l'enseignement qui est abandonné par les autorités politiques qui sont la courroie de transmission des banques et des entreprises. Il n'y a aucun intérêt politique à s'occuper de l'enseignement ni de tous ce qui est social. C'est d'ailleurs le principal grief des enseignants quant à l'accord signé, rien n'a été fait pour le "qualitatif".

Les enseignants du libre et de l'officiel se sont retrouvés unis parce qu'ils se rendent compte que c'est la société qui ne se préoccupe plus de donner un enseignement convenable et dans de bonnes conditions, qui ne se préoccupe plus de former des enseignants compétents et motivés pour faire du bon travail.

Pour arriver après des semaines de lutte à ce maigre accord, il a fallu multiplier les manifestations, les réunions, les assemblées. Il a fallu que tout le monde s'y mette, organisations de parents, comités d'élèves et près de 70 manifestations sur toute la partie francophone du pays. Depuis les plus petites manifestations jusqu'à la grande manifestation du 18 Novembre 1990, qui fera date dans l'histoire de la contestation avec 100.000 participants. Les pouvoirs politiques ont été quelque peu ébranlés, impressionnés par la force du mouvement et sa capacité d'avoir entraîné dans son sillage les organisations de parents, les organisations d'élèves, et les familles. Une conquête importante de cette action des enseignants, est le niveau d'organisation et la formation de divers comités de soutien, qui restent vigilants, et prêts à se mobiliser en cas de besoin. La mobilisation des enseignants touche près de 100.000 travailleurs répartis sur un espace géographique très dispersé, qui touche aussi les villages, les petites entités scolaires.

L'aspect le plus contradictoire est l'attitude du PS envers la mobilisation des enseignants. Le Parti Socialiste ou en tout cas, une partie de ses dirigeants ont considéré les enseignants comme des irresponsables et des "cancre", qui prenaient "en otages" (c'est très à la mode), les enfants et les familles, (on a bien souvent entendu ces termes pendant les grèves des Services Publics de 1983 et 1986). Cela devient très difficile à accepter pour les travailleurs de l'enseignement, quand les hommes politiques qui leur font essentiellement obstacle sont des socialistes. Aux

dernières législatives, les travailleurs de ce pays ont renforcé leur soutien électoral au PS et au SP pour qu'ils mettent en pratique une politique plus sociale. Et qu'ont-ils fait ? Presque la même chose que la droite. Les travailleurs n'ont pas vu de différence dans leur politique. Où est le retour de cœur ? Devant l'ampleur du mouvement et l'inquiétude des dirigeants syndicaux de la FGTB-CSC, et des grands bonzes socialistes de voir les enseignants entraîner dans leur sillage les autres travailleurs des Services Publics dans une grève générale, ils ont recherché un accord. C'est la détermination, la puissance et la menace de l'extension de la grève des enseignants qui a poussé les ministres de l'éducation nationale à négocier l'accord.

Mais cette mobilisation des enseignants a aussi ses limites. Ce sont seulement les enseignants francophones qui ont mené cette action. Les enseignants francophones ont déjà été les victimes de la régionalisation. En Flandres, l'Exécutif a appliqué d'autres mesures, qui auront des effets sur l'emploi et les rémunérations des enseignants à partir de 1994. La régionalisation est un élément qui divise et qui oblige les travailleurs à s'engager dans des actions régionales dans lesquelles les autres régions ne se sentent pas concernées.

Malgré cela, il y a eu beaucoup de flamands dans les différentes actions et manifestations.

Pour que les enseignants puissent obtenir satisfaction sur l'ensemble de leurs revendications et pour avoir une réponse à leurs préoccupations sur l'avenir de l'enseignement dans ce pays, il est indispensable que toute la population se mobilise pour défendre un enseignement unique et pluraliste. Les enseignants ne peuvent pas rester seuls sur le terrain. Ce n'est pas du tout par hasard que les dirigeants des autres centrales de la CGSP n'ont rien dit, ni surtout rien fait pour étendre le mouvement des enseignants aux autres secteurs. Ils craignent de ne plus pouvoir contrôler les troupes, ni contenir les travailleurs.

Il est essentiel de faire un débat, une grande discussion dans le mouvement socialiste et dans le mouvement syndical sur les perspectives et le sens de l'éducation dans ce pays, et la nécessité de mettre en question le capitalisme qui est incapable de résoudre le problème de l'éducation pour le bien des gens, pour le développement culturel de la population.

Décembre 1990

HORS DU GOLFE LES TROUPES DE L'IMPERIALISME !

suite de la page 1

régime despotique qui a assassiné entre autres des communistes et des syndicalistes. Mais, bien que cette occupation se soit faite par des moyens militaires, elle n'en a pas moins signifié l'expulsion d'un régime féodal, l'expropriation de ses richesses pétrolières et l'intégration à l'Irak de ce territoire inventé par l'impérialisme. Saddam Hussein représente une camarilla réactionnaire, mais ce n'est pas lui qui dirige l'histoire. Le processus objectif s'est imposé à lui, l'obligeant à entrer au Koweït. S'il le pouvait, il souhaiterait se libérer de cette situation. Il ne planifie pas cette lutte contre l'impérialisme, celle-ci fait partie d'un processus qui le dépasse. Les masses utilisent cette situation pour se centraliser contre l'impérialisme. Si Saddam Hussein est un criminel, il n'a cependant rien d'un Hitler et l'impérialisme est infiniment plus criminel que lui, avec ses guerres mondiales, la guerre du Vietnam etc.... C'est aussi l'impérialisme qui a armé Saddam Hussein et l'a appuyé dans la guerre contre l'Iran, et a voulu l'utiliser contre la révolution iranienne. Toute la campagne actuelle de l'impérialisme pour mettre Saddam Hussein en relief est une manœuvre cachant des objectifs sinistres et contre-révolutionnaires. Les masses du monde le savent.

L'Union Soviétique a été la force décisive qui a retenu en partie l'activité de l'impérialisme. Au début les Soviétiques avaient réagi de manière assez conservatrice face à l'occupation du Koweït. Mais, tout en acceptant une condamnation de l'Irak, ils mettent surtout l'accent sur la paix. Il leur est apparu évident que l'impérialisme espère écraser l'Irak et que toute cette activité militaire dans le Golfe tend à menacer directement l'Union Soviétique.

L'URSS, en tant qu'état ouvrier, ne peut perdre ses liens avec les masses du monde et, en particulier, avec celles du Moyen Orient. Elle a besoin, pour progresser, de s'associer aux masses opprimées. Maintenant les Soviétiques disent qu'ils ne peuvent accepter la guerre. Une guerre contre l'Irak signifierait pour eux une rupture décisive avec l'impérialisme, qui pourrait même conduire au règlement final des comptes. Les Soviétiques ont également soutenu que c'est aux Arabes de décider au Moyen Orient, comme le souhaitent la Jordanie, la Libye, le Yémen et les masses qui rejettent l'intervention impérialiste.

Cette politique est dangereuse pour les bourgeoisies arabes qui, comme Moubarak, premier ministre égyptien, vivent à l'ombre des Etats-Unis, et créent beaucoup de difficultés à des dirigeants comme Assad de Syrie qui passe d'une minute à l'autre, d'un soutien aux Etats-Unis à une critique ouverte de l'intervention de l'impérialisme. Il est très clair que la direction soviétique, malgré toutes ses illusions sur "la nouvelle mentalité" internationale ou sur les réformes économiques intérieures, doit répondre aux besoins de l'état ouvrier. Les masses du monde voient cet aspect décisif et comprennent toute la fragilité des réunions entre Busch et Gorbatchev.

Le front unique des puissances capitalistes contre l'Irak est parcouru de profondes failles. Les Français discutent avec l'Irak, le conservateur britannique Heath, opposé à Thatcher, se rend à Bagdad, suivi de Brandt pour l'Allemagne et Nakasone pour le Japon. Tout cela reflète l'insécurité de l'impérialisme et sa crainte d'une catastrophe. Aux Etats-Unis, le président Busch a dû désavouer publiquement le chef de l'Aviation qui voulait un bombardement immédiat de Bagdad. Certains secteurs, tels que celui de Thatcher, appellent à la guerre, mais d'autres sont contre, parce qu'ils n'ont aucune confiance dans le futur et préfèrent vivre au jour le jour.

Les masses du Moyen Orient ont vu les intentions de l'impérialisme et se sont montrées très fermes dans leur soutien à l'Irak face à l'impérialisme. Les représentants de nombreux partis de gauche et de syndicats arabes se sont réunis à Amman à la recherche d'une unification des forces contre l'impérialisme.

Pour le moment, la réponse du mouvement communiste et socialiste aux événements du Moyen Orient, reste très limitée quant au programme, mais le grand nombre de manifestations dans plusieurs pays exprime toute la préoccupation de l'avant-garde.

Nous appelons les partis ouvriers et les syndicats dans le monde, et en particulier ceux des états ouvriers, à organiser des mobilisations et des réunions pour condamner la présence des troupes impérialistes dans le Golfe, pour condamner la totale hypocrisie de la campagne menée contre l'Irak tandis que les impérialistes sont prêts à soutenir les Khmers rouges au Cambodge et sont complices des massacres contre les noirs en Afrique du Sud.

Il faut exiger, non seulement le retrait des troupes impérialistes mais aussi l'unification du Moyen Orient sur la base d'un programme d'industrialisation et de réforme agraire, avec la pleine intervention de la population dans la planification et l'incorporation d'Israël après avoir liquidé sa structure impérialiste et capitaliste. Il faut en finir avec tous les cheiks, les expropriés et que tout le bénéfice du pétrole serve à élever le niveau de vie de la population arabe. Nous appelons le PCUS et le gouvernement de l'Union Soviétique à considérer qu'aucun pays du monde n'est isolé et que la fonction des états ouvriers, tout comme à l'époque de Lénine, est à la fois de donner l'exemple du progrès social, et d'aider les autres pays à en finir avec l'exploitation féodale et capitaliste, au travers d'un mouvement communiste mondial qui vit tous les problèmes de tous les pays pour construire le socialisme.

5 novembre 1990

Bureau Européen

LA SEQUESTRATION DE MORO, L'IMPERIALISME, LES PARTIS OUVRIERS ET LES TRANSFORMATIONS SOCIALES EN ITALIE

J. POSADAS - 25 Mars 1978

Ceux qui organisent des actions comme la séquestration de Moro en Italie peuvent utiliser un ou deux ouvriers, mais ce ne sont pas ces ouvriers qui déterminent et qui ont de l'importance. C'est la CIA qui agit. Les ouvriers ne peuvent avoir ni la capacité, ni le temps, ni l'argent, ni l'expérience, ni les moyens techniques pour de telles actions demandant une préparation spécifique. Les ouvriers qui y participent sont des instruments individuels qui n'altèrent en rien la vie anti-capitaliste de la classe. La preuve en est la grève générale qui a eu lieu après cette action.

Le Parti Communiste n'est pas responsable de ce qui s'est passé, mais il n'a pas été capable d'orienter en disant : "c'est la CIA qui organise ces actions, qui utilise et paye des gens abattus, carriéristes, individualistes, issus du milieu ouvrier, mais ce n'est pas ce fait qui est déterminant". Celui qui établit le programme, l'objectif et l'action, n'est pas l'ouvrier d'une usine ou d'une autre, qu'il soit d'origine communiste, socialiste ou gauchiste, mais la CIA qui utilise quelques ouvriers découragés pour lui servir de pont et de couverture. Aucun ouvrier ne peut établir et structurer tout cela. Il s'agit d'experts, de professionnels dans cette tâche. Ce sont les mêmes qui ont réalisé Entebbe, l'intervention à Chypre, et qui à travers les Israéliens sont allés massacrer au Liban.

Il y a un manque de discussion et d'orientation pour dire : "c'est la CIA qui est à l'origine de tout cela, c'est là qu'il faut chercher la cause et le coupable : ceux qui ont assassiné les cinq policiers et séquestré Moro sont les mêmes que ceux qui dirigent les recherches, et qui par conséquent trompent et désorientent les gens, dévient l'attention et se montrent impuissants." Il ne s'agit en rien d'impuissance, car si les partis communiste et socialiste se décident à lancer une campagne, en trois mois ils font la lumière sur tout cela, et sans aucun coup d'Etat. Et si la droite fait ce coup d'Etat, elle ne pourra pas triompher mais sera écrasée.

Comment des ouvriers peuvent-ils organiser cela ? Tout d'abord ce n'est ni dans la conscience, ni dans la capacité et la volonté des ouvriers d'élaborer de telles actions. Ils comprennent que cette tâche n'est pas pour eux et ne recherchent pas le progrès social en tuant des policiers, surtout des policiers qui ne sont pas en train de réprimer mais qui protègent un dirigeant politique, ou en séquestrant Moro. Comment dire alors : "il faut chercher à l'intérieur de l'usine !" Cela signifie qu'on essaie de faire croire que c'est là qu'il faut chercher. Mais il faut chercher dans l'équipe du gouvernement, dans les cadres de la police et de l'armée. Il ne s'agit pas du policier commun ou de l'officier, qui dans leur grande majorité se trouvent du côté de la gauche, mais des cadres qui déterminent et qui mènent toutes ces actions soumis à la discipline secrète qu'ils ont établie. Voilà ce qu'il faut attaquer et non dir e "qu'il y a ouvrier ici et là."

Il faut chercher dans les centres de pouvoir de l'état

Il est possible que quelques ouvriers désabusés, et surtout individualistes, se prêtent à une telle action. L'ouvrier qui agit ainsi est individualiste, car même celui qui n'a pas la compréhension et la conscience de la lutte de classes ne se laisse pas attirer par cela. Ce sont de petits cercles déçus qui agissent ainsi. On ne peut donc pas mobiliser l'attention sur le fait

que des ouvriers font cela ! Ce sont les hauts Etats-majors, le commandement fasciste, y inclus la droite démocrate-chrétienne, qui agissent de cette façon et qui utilisent quelques ouvriers. Il faut poser la situation de cette manière : où faut-il chercher le coupable pour couper les racines de cette activité ? En prenant un ouvrier d'une usine ou d'une autre ? Non, ce sont les cadres les plus élevés qu'il faut changer.

La petite bourgeoisie le voit et voit aussi le manque de décision de la direction communiste, des syndicats et du Parti Socia-

liste. Et comme elle n'a pas un poids déterminant dans l'économie et dans la politique, elle ne se sent pas capable socialement. Elle se sent par contre capable dans le syndicat et le parti, mais ces derniers ne lui donnent pas la connaissance, l'orientation et la politique qu'elle sent possible de faire. La petite bourgeoisie la cherche alors dans le gouvernement. Elle l'a cherchée au moment des élections dans le gouvernement en France et dans la démocratie-chrétienne en Italie.

C'est une très grave erreur de rendre les ouvriers coupables de ces actions. Cela va

avoir de graves conséquences. La bourgeoisie en profite, surtout pour désorienter la classe ouvrière, en disant : "vous êtes coupables, faites attention à vous." Ceux qui ont séquestré Moro sont les mêmes qui ont envahi le Liban, ils ont le même sentiment et le même intérêt. Ce n'est pas une politique erronée.

Les élections en France vont alimenter l'avant-garde ouvrière en montrant que, pour changer la société française, la voie électorale menée par les communistes et les socialistes n'est pas la bonne voie. Cela va au contraire être mis en question. Que ce soit en France ou en Italie, il est nécessaire que le Parti Communiste appelle à des transformations sociales, qui vont attirer la base socialiste et la petite bourgeoisie. Le capitalisme va accroître la crise, il ne va pas améliorer la situation, car toutes les conditions qui existent pour eux vont dans le

suite page 4

L'AFFAIRE GLADIO ET LES LIMITES DE LA DEMOCRATIE BOURGEOISE

Même si le coin du voile soulevé sur les activités et les ramifications de "Gladio" est minuscule et est vite retombé, on peut déjà voir qu'il s'agit d'une structure très importante élaborée par l'impérialisme américain, sous l'égide de la CIA et qui s'étend sur tous les pays capitalistes d'Europe. La bourgeoisie belge ne l'a pas fait pour son propre compte, mais dans le cadre d'un projet général de "défense de l'occident". Comme si l'Otan, et les armées nationales de chaque pays n'étaient pas assez aptes pour certaines tendances du capitalisme mondial, à assurer cette défense. Le ministre socialiste de la Défense, Guy Coëme, a dû être très effrayé de ce qu'il a vu derrière le coin du voile, pour le refermer aussitôt. Deux jours après avoir manifesté sa profonde préoccupation pour cette affaire, il déclare qu'après tout, ce n'est pas tellement important et que la Commission d'enquête parlementaire aura tout loisir d'élucider les problèmes. Il est certain que beaucoup de dirigeants socialistes n'étaient pas au courant de ce qui se passait à l'ombre des états-majors de l'armée et de la gendarmerie, et moins encore à l'Otan ou au Shape. Mais maintenant, ils devraient avoir la décision d'aller jusqu'au bout des enquêtes et, surtout, des dénonciations. En minimisant l'importance du réseau Gladio et de ses fonctions, les dirigeants socialistes en deviennent les complices.

Il est évident que ce réseau parallèle aux forces normales de maintien de l'ordre et de défense du territoire n'est pas détruit. Sa fonction essentielle n'était et n'est pas de se tenir prêt face à une invasion de l'Union Soviétique, mais bien de trouver les moyens de faire face à la désintégration de l'état capitaliste, aux faiblesses de la démocratie bourgeoise, aux mouvements sociaux qui remettraient en question l'ordre capitaliste. la bourgeoisie n'a aucune confiance dans les socia-

listes en cas de situation révolutionnaire. Ceux-ci peuvent être portés au pouvoir par des mouvements anti-capitalistes et être amenés à développer une politique qui ne fait pas du tout l'affaire de la bourgeoisie.

C'est pour cela que les courants les plus réactionnaires et conscients du capitalisme mondial se retrouvent sous le chapeautage de la CIA pour ne pas être pris au dépourvu si le pouvoir capitaliste est ébranlé dans l'un ou l'autre pays européen. En Italie, ce processus était beaucoup plus clair, car le Parti Communiste est très puissant et la bourgeoisie italienne, ainsi que la CIA en ont eu vraiment peur. Pour cela, le Gladio italien a assassiné Aldo Moro, qui cherchait une alliance avec le PCI et lui facilitait la montée vers le pouvoir. Mais ce n'est pas seulement une situation italienne. C'est absurde de dire, comme l'a fait Guy Coëme, que la Gladio comptait seulement quelques membres, quelques caches d'armes, ne faisait que quelques exercices physiques et avait un petit réseau de communications... et qu'il est actuellement dissous.

C'est en réalité, toute une structure qui double les organes traditionnels de la démocratie bourgeoise, et qui se prépare à se retourner contre les syndicats, contre toute la gauche y inclus le PS et qui a très peu à voir avec la lutte face à une invasion étrangère. Il faut se rappeler qu'en 1987, face aux soi-disant CCC, on voyait pour la première fois des soldats armés de mitraillettes au coin des rues pour remplacer la police. Comme notre Parti l'avait dénoncé immédiatement à cette époque, les CCC, tout comme les Brigades Rouges italiennes, étaient une simple couverture à des manoeuvres et des préparatifs de répression, de renforcement des forces de l'ordre. Les préparatifs de coups d'état n'ont pas eu lieu seule-

ment en Italie, mais aussi en Belgique et le "Gladio" doit en être l'instigateur.

En voyant la façon dont les médias, les différents hommes politiques du PRL, du PSC, et même les socialistes, présentent le Gladio, on trouverait presque légitime qu'une telle organisation se soit constituée et survive impunément, en dehors de la légalité de la propre bourgeoisie. On ne doit pas admettre le "droit au secret d'état". Il y a l'armée, la police, la gendarmerie... et on voit que tous ces corps de maintien de l'ordre établi ne suffisent pas pour donner confiance à la bourgeoisie et à l'impérialisme américain. Cela montre une profonde crise de la direction bourgeoise. Mais il est un fait que, dans la police, la gendarmerie et dans l'armée, des syndicats se sont constitués et il y a eu des remises en cause très sérieuses de l'ordre des supérieurs, ainsi que des conflits entre les différentes autorités. Si l'affaire du Gladio est venue à la lumière, c'est aussi la conséquence des disputes dans ses composantes et dans ses commanditaires, des règlements de comptes entre les différentes factions politiques qui avaient poussé à sa constitution et qui cherchent peut-être d'autres formes d'organisation. Tout cela peut expliquer que tant de gens liés à l'extrême droite ont été abattus lors des tueries du Brabant Wallon, ou qu'il y ait eu un attentat contre le général américain Haig. Il y a une grande décomposition des forces politiques de la bourgeoisie, en Belgique, et dans toute l'Europe.

Il faut que la prochaine Commission d'enquête parlementaire ait les pleins pouvoirs pour mener à bien ses investigations et que toutes les organisations démocratiques, politiques et syndicales dans tout le pays, se préparent à se mobiliser pour dénoncer toute tentative de coup de force, politique ou militaire, de la droite.

sens d'augmenter le chômage. Et même si leur prévision n'est pas celle-ci, ils vont augmenter la concentration des capitaux, la productivité, et vont par conséquent devoir augmenter la consommation. Et qui va consommer ? Cela signifie que cette crise n'est déjà plus celle de l'époque de Marx, dans laquelle une rénovation suivait la crise parce que le capitalisme s'étendait dans les colonies, étendant ainsi les investissements de capitaux. Ils liquidaient là un tas de gens, entre autres choses au moyen de la guerre. Aujourd'hui, il y a les Etats ouvriers qui interviennent.

Des secteurs petits bourgeois qui sont morts de peur, comme La Malfa, surgissent alors. Ils voient que tout s'écroule, que tout s'effondre. Ils en profitent alors pour prendre des mesures qui ne répondent pas à la nécessité de progrès du pays, et pour contenir cette couche de bandits. Ce sont des secteurs petits bourgeois qui apparaissent objectifs, qui ne sont pas liés aux grands intérêts, mais qui prennent des mesures qui avantagent le grand capital. Comme celui-ci, ils ont le même intérêt, qui provient de la peur face à la désintégration du capitalisme. C'est pour cela qu'ils tirent ces conclusions. Pour cinq ou dix types qui procèdent à une séquestration : "peine de mort", "le pays paralysé". Cela démontre avant tout un gouvernement impuissant et incapable. Mais pourquoi est-il impuissant ? C'est parce que tout cela se fait dans ses propres rangs. Là est l'impuissance : ils ne peuvent vérifier, enquêter, car il s'agit de ce même gouvernement.

La Malfa représente une couche petite bourgeoise, de petits investisseurs qui voient leur sécurité dans la stabilité capitaliste. Comme ils n'ont rien, ils cherchent à ce que le grand capital fasse cela. C'est ainsi que dans les moments décisifs, ils sont du côté du grand capital, et leurs solutions sont celles du grand capital. Comme ils représentent les petits investisseurs, les petits patrons, les petits commerçants, ils ont un pied dans les secteurs liés à la classe ouvrière, mais quand ils décident, ils le font au nom du grand capital parce que celui-ci représente la propriété privée.

Il faut imposer un nettoyage de la police et de l'armée

Si on pose, dans la grève générale en Italie, la nécessité de nettoyer l'armée, la police, de la changer et de la transformer, sans poser pour autant les transformations sociales économiques directes et l'intervention du parlement et des syndicats, on prépare l'Italie à ces transformations. Les communistes espèrent gagner de cette façon la petite bourgeoisie et le secteur de gauche de la démocratie chrétienne, mais ils ne leur donnent aucune assurance et prolongent ainsi le processus.

Le processus en Italie est une tentative de réponse du capitalisme mondial dirigé par la CIA et par un commando supérieur à la CIA elle-même. Celui-ci est en liaison directe avec les sphères militaires qui doivent créer une combinaison entre le Pentagone et la CIA, ou bien un nouvel instrument ayant la spécification de ces tâches. Les assassinats et les crimes qui sont apparus, ont été organisés de cette façon, entre autres Schleyer en Allemagne où il apparaît maintenant que la police savait tout. J'ai posé à ce moment-là que c'était un mensonge, que c'était la police qui avait organisé cette action pour justifier une répression et maintenir le pays en état d'imposition. Les socialistes croyaient ce que disait le gouvernement. Je ne pense pas qu'ils étaient tous impliqués dans ce crime, mais une partie importante du Parti Socialiste croyait à cette version. C'est la conception bureaucratique social-démocrate.

En Italie comme en Espagne, une série d'actions se sont succédées, ayant les mêmes racines, entre autres quand fut tué l'amiral Carrero Blanco. Dans le monde entier, du Moyen-Orient à l'Amérique Latine et à l'Europe, il y a des assassinats de cette nature. Il s'agit d'un commando dirigé qui entraîne des gens

LA SEQUESTRATION DE MORO, L'IMPERIALISME, LES PARTIS OUVRIERS ET LES TRANSFORMATIONS SOCIALES EN ITALIEsuite de la page 3

dans leur activité. Rappelez-vous le fameux Carlos qui apparaissait faisant une série d'actions qui ne pouvaient être réalisées qu'avec le concours de la police. Et tous ces rapt, ces assassinats et ces crimes, sont menés par une direction qui a besoin d'avoir une coordination, pour discuter, planifier, avoir de l'argent, de la place, du temps, et des gens pour croire en ces actions. Ce sont des gens qui croient en ce qu'ils font. S'ils s'occupaient de politique, ils n'interviendraient pas par des assassinats et des crimes. Les gens qui agissent ainsi ne sont pas des dirigeants, ni des militants, ni des hommes politiques. Il s'agit d'une équipe spéciale de commandos qui dans la guerre font des actions comme celles de Tal el Zaatar, Entebbe ou ce qu'ils voulaient faire également à Chypre.

Cela signifie toute une mobilisation venant de commandos, ainsi que de la police, dirigés par la CIA ou un nouvel organisme dans lequel ceux qui dirigent sont les hauts cadres de la police et de l'armée. Pour mener cette tâche, ils ont besoin d'une série de forces, de pouvoir, de résolution et d'imposition, que seules la police et l'armée peuvent avoir. A chaque fois que de tels crimes ont lieu, on voit se succéder une série d'actions et de mouvements dans lesquels les gens se trouvent mis à l'écart, isolés, afin qu'ils puissent agir comme il veulent, sans rencontrer personne. A la suite de ces actes, aucun de ceux qui y ont participé ne peut être trouvé. Cela ne peut se réaliser qu'avec des individus très entraînés, ayant la conviction que l'action qu'ils mènent est convenable, même dans le cadre d'une action politique. Mais aucun acte politique n'entraîne de telles actions, même les gauchistes ne peuvent avoir cela en tête, ni les communistes, ni les socialistes, ni même les "autonomes". Ces derniers proviennent du mouvement ouvrier, et en tant que mouvement ne font pas cela.

Une équipe avec une préparation stratégique et militaire

Quelles sont alors les racines de ce mouvement ? Que cherche-t-il ? Le mouvement ouvrier ne crée pas des gens pour de telles actions. Les ouvriers n'ont ni entraînement, ni assurance, ni pratique pour cela, et ne sont pas intéressés par l'acquisition d'une telle pratique, qui demande un fonctionnement non seulement d'entraînement militaire, mais une mentalité militaire. Il ne s'agit pas simplement d'un type qui s'entraîne à tirer, mais d'avoir une mentalité militaire, la synchronisation du mouvement militaire qui ne s'acquiert ni dans l'usine, ni hors de l'usine, en faisant des exercices de guérilla : il s'agit d'une conception de l'esprit. Le militaire est militaire non parce qu'il se trouve toute la journée dans la caserne, mais parce que son esprit est structuré dans la caserne. Il a la caserne à l'intérieur, c'est pour cela qu'existe la "solitude de l'uniforme."* Il faut alors considérer que cette action annonce quelque chose de plus important que le crime et la séquestration en eux-mêmes.

Ce sont des réactions de l'impérialisme pour essayer de contenir le processus en ascension de la révolution en Europe, et surtout en Italie et en France. Ils croient tous que la bourgeoisie pousse un soupir de soulagement, "que la vague de la France est passée", selon Giscard d'Estaing, mais aucune vague n'est passée, celle-ci arrive maintenant. Il essaie d'attraper et d'assujettir cette vague, en s'adressant à un public qui n'a pas voté pour lui, mais pour un programme, des changements, des améliorations qui font partie du programme de la gauche. Il doit alors y répondre. Il ne parle pas comme devrait le faire un vainqueur, en disant : "nous avons gagné, ils doivent

se soumettre", mais il dit : "moitié - moitié" et lance un appel, car il sent qu'à n'importe quel moment la situation peut éclater, que ce qui n'a pu exploser dans les élections va exploser par la suite. Cela signifie que le discours de Giscard s'adresse à la bourgeoisie pour lui montrer qu'elle doit faire attention : "nous avons gagné d'un soupir qui peut nous échapper." Ce que la gauche n'a pu faire à travers les élections va surgir maintenant dans le mouvement ouvrier ou dans d'autres mouvements.

Cette action en Italie fait partie du travail de l'impérialisme mondial, qui essaie au minimum de retarder et de saboter le processus d'ascension des luttes révolutionnaires, dans lequel va se développer l'élévation des partis communistes aux gouvernements, et qui donne lieu à un mouvement de lutte des masses qui entraîne le Parti Communiste lui-même. Ce n'est déjà plus l'époque de la social-démocratie dans laquelle les communistes au gouvernement étaient corrompus. Ce n'est ni l'Espagne de 1936, ni le Parti Communiste du Chili d'Allende, ce parti étant à la droite d'Allende parce qu'il contenait toutes les mesures de transformations ou d'étatisations.

Avant l'Europe, ou d'une façon beaucoup plus prononcée qu'en Europe, surgit au Chili la gauche que représentait le MIR. C'était une gauche bien avancée, faisant mener à des quartiers entiers des expériences socialistes. Dans ces quartiers, on ne buvait pas - et ne pas boire était un crime pour un Chilien, car les conditions de vie l'obligeaient à cela -, on ne fumait pas, il n'y avait pas de prostitution et pas d'enfants malades car les médecins étaient gratuits. A cette époque, j'ai écrit un article critiquant le gouvernement d'Allende pour l'attitude de répression qu'il avait contre ce mouvement, disant : "non, vous devez impulser cela, parce qu'il s'agit d'une aide au gouvernement d'Allende, une aide qui essaie de montrer qu'il est possible de faire tout cela." Et ils ont fait de très bonnes choses ! C'était un quartier où il n'y avait plus de querelles de voisins, d'ivrognes, et cela signifiait un progrès. Mais ce résultat ne provenait pas du MIR, mais du gouvernement d'Allende lui-même qui stimulait les gens à prendre cette voie pour élever la lutte.

La séquestration de Moro est un crime commis par la CIA dans la préparation de la guerre. C'est ce que les Israéliens viennent de faire au Liban : un assassinat de centaines de gens pour occuper la terre et stimuler de petits groupes à des actions toutes-puissantes, criminelles, appuyées par l'impérialisme et la relation de forces dans cette zone. L'assassinat commis par les Israéliens au Liban va se retourner contre eux. C'est un véritable assassinat, au sens propre du terme, un nouvel essai de préparation de guerre, comme celui d'Entebbe et celui que les Egyptiens ont essayé de faire à Chypre.

Cet assassinat en Italie des cinq policiers n'a pas été le fait d'ouvriers ou de types soutenus par les ouvriers. Ce mouvement réactionnaire d'assassins n'a rien à voir avec le mouvement ouvrier. Il peut y avoir quatre ou cinq ouvriers, mais ils doivent être déjà décomposés et ne représentent ni la classe ouvrière, ni le mouvement ouvrier. Par contre, ce sont les ouvriers qui ont fait grève générale il y a trois mois, le 2 décembre, qui représentent l'Italie. Ce ne sont pas les assassins des cinq policiers et les auteurs de l'enlèvement de Moro. Où se trouvent les ouvriers dans cette affaire ? Ce sont des professionnels qui ont fait cela, et non des gens simplement entraînés à ce genre d'actions : ce sont des militaires ! La synchronisation à laquelle ils sont parvenus ne peut se faire au bout d'un essai de deux semaines. Les tireurs qui ont tué les gardes par derrière n'ont pas été entraînés pour cette seule tâche, mais étaient déjà préparés à tuer. Seuls des gens de la CIA peuvent arriver à cela. C'est

une tâche destinée à essayer d'intimider le prolétariat, comme l'a fait la junte d'assassins du Chili, et de stimuler la grande bourgeoisie pour qu'elle résiste à toute perte de pouvoir politique, comme le serait pour elle l'entrée des communistes au gouvernement. Ils ne voient pas maintenant le fait qu'ils attirent les communistes, ou que ceux-ci se font réformistes, mais le danger qu'ils signifieraient au gouvernement, parce que derrière eux se trouvent les vingt Etats ouvriers, les vingt Etats révolutionnaires, et les masses qui poussent le Parti Communiste Italien à une tâche révolutionnaire : imposer des transformations sociales.

Quand à Milan a lieu une manifestation de 100.000 personnes pour deux gauchistes qui ont été tués, alors que "L'Unita" (Journal du PCI) les avait critiqués, cela démontre que la base communiste est en train de bouleverser le parti. C'est la base communiste qui dit que l'analyse de "L'Unita" est un mensonge, parce qu'elle voit directement ce qui se passe.

Cette action a été réalisée par un commando d'experts, pouvant s'appuyer sur n'importe quel groupe d'ouvriers déçus ou décomposés. Seul cet aspect démontre qu'il ne s'agit pas du mouvement ouvrier, ni des communistes, ni des socialistes, ni des gauchistes. Dans le mouvement ouvrier il y a eu des infiltrés, même dans le Parti Communiste, mais ils ne peuvent durer longtemps car ils sont découverts rapidement. Si ces actions étaient venues des usines, cette force se serait exprimée pour faire plus que ce qu'ils ont fait. Ce n'est pas non plus le produit d'une armée de guérilla de la part des ouvriers. Ceux qui ont mené cette action étaient des experts ayant les qualités de ceux qui font la guerre : c'est la même finalité que la bombe à neutrons. Cela ne vient pas du mouvement ouvrier. Quand on rend coupables les usines, c'est pour dévier l'attention.

Les gens qui ont fait le coup représentent un secteur du gouvernement, ceux qui dirigent les forces militaires et policières. C'est une très grave erreur des communistes et des socialistes de parler uniquement de "défense de la démocratie". C'est le gouvernement qui a permis tout cela et non les "autonomes". Ceux qui agissent ainsi ont une inégalité supérieure, ils veulent intimider en tant que tel. Ce n'est pas de la violence par accident ou un petit fait, mais la préparation méthodique l'assassinats comme celui d'Entebbe, ou ceux l'Israël au Liban. Tout cela va s'éclaircir, et le mouvement ouvrier va dénoncer les responsables de ces assassinats comme étant de hauts cadres des forces armées, de la police et du gouvernement.

L'état capitaliste ne veut pas trouver les responsables

C'est la raison pour laquelle ils ne découvrent rien, comme ils n'ont rien découvert quand des bombes ont été posées Place Fontana, et que par la suite ils ont fait un centre de Valpreda pour dévier l'attention. Mais aujourd'hui cette action est supérieure à toutes les autres qui ont eu lieu, même là où la mafia était impliquée. Cette action contre Moro n'a rien à voir avec la mafia. Pour procéder à de telles actions, il faut être exercé non seulement du point de vue militaire, mais aussi du point de vue de l'esprit. Ils ont la structure de l'esprit organisée pour ce genre d'actions, qui dépasse même la mentalité militaire. Les militaires sont préparés techniquement pour assassiner, mais il leur est impossible d'accomplir cette tâche d'un point de vue politique. Ils sont éduqués pour la guerre et non pour ce genre d'actions. Mais même en procédant à ces assassinats, ils ne peuvent s'imposer : l'action des Ethiopiens contre l'impérialisme et l'échec de la contre-révolution au Cambodge sont plus importants

Résolution du Bureau Européen

L'UNIFICATION DES DEUX ALLEMAGNES ET LA LUTTE DES MASSES POUR FAIRE ECHEC AUX PLANS DE LA BOURGEOISIE

En Octobre dernier s'est conclu le processus accéléré de l'unification institutionnelle de l'Allemagne. Le capitalisme a agi en toute hâte pour prendre de court le mouvement qui avait déferlé sur toute la RDA pendant les derniers mois de 1989, condamnant et liquidant le vieil appareil bureaucratique. Ce mouvement comptait essentiellement sur la participation de la classe ouvrière, de l'avant-garde communiste et des intellectuels progressistes, il produisait une libération des entraves du vieil appareil bureaucratique et cherchait appui sur la riche expérience de construction de l'état ouvrier. Il pouvait se développer et prendre des formes de participation sociale et politique très élevées. C'est pour empêcher cela que la bourgeoisie allemande a investi des quantités énormes de marks pour acheter l'appui d'une partie importante du vieil appareil bureaucratique qui s'est très vite mis au service de Kohl.

La réunification de l'Allemagne répond à une nécessité historique. Les masses allemandes doivent l'accomplir sans une direction marxiste, communiste et révolutionnaire. Ce déficit ne pourra être utilisé que de façon transitoire par la bourgeoisie, qui n'a pas l'intérêt ni la possibilité de réaliser une unification complète. Le système capitaliste n'évalue les choses qu'en fonction du profit. Pendant ces derniers mois, il n'a rien fait d'autre que de démanteler la structure productive de l'ex-RDA, non tant pour la "moderniser" que pour essayer de détruire la classe ouvrière, car c'est elle qui maintient la conviction de la supériorité de l'état ouvrier et de la nécessité de le construire avec la participation complète des masses à la direction du pays.

L'état ouvrier a transitoirement cessé d'exister, mais l'Allemagne, unie sous la direction capitaliste, entre déjà dans une période de luttes sociales qui mettront rapidement en échec les plans de la bourgeoisie. Celle-ci peut imposer le mark et les critères capitalistes de production dans l'ex-RDA, mais cela ne suffit pas pour former un pays. Tandis que les capitalistes ne s'intéressent à l'ex-RDA que comme à une Allemagne de série B, la classe ouvrière s'est unifiée en s'affiliant massivement au syndicat DGB et discute de lutter pour étendre nationalement les conquêtes sociales de l'état ouvrier. C'est d'elle aussi que dépend le réel développement de la démocratie. Les revendications du mouvement populaire de 1989 contre les privilèges et pour la participation populaire aux décisions du pays n'ont pas été rencontrées par le gouvernement Demaisiere. La bourgeoisie n'a aucun intérêt à élargir les droits démocratiques. La bourgeoisie est obligée de prendre des mesures d'unification pour maintenir une autorité sur la petite-bourgeoisie. Elle a pu le faire parce que les communistes et les socialistes lui ont laissé l'initiative. Le SPD ne proposait que des ajournements de l'unification et les communistes de l'ex-RDA ont été très timides

face à ce problème. Ni les uns ni les autres n'avaient le programme, la politique ni l'autorité nécessaires pour s'adresser à la population en lui présentant les conditions d'une unification digne de ce nom.

Le système capitaliste concentre d'importantes ressources économiques pour détruire la structure de l'état ouvrier. Il le fait au travers de l'état car aucun capitaliste n'a fait d'investissements importants dans l'ex-RDA, à titre individuel, à part dans la spéculation immobilière au centre de Berlin. Un secteur de la bourgeoisie allemande espère améliorer sa position sur le marché mondial capitaliste en comptant sur une partie de l'appareil industriel de la RDA qui est efficace, et sur de la main d'oeuvre qualifiée qui ne lui a rien coûté. Mais la bourgeoisie ne fera pas d'investissements importants pour développer l'ensemble de l'ex-RDA. Elle ne prévoit d'autre destin pour la RDA que celui d'une réserve de main d'oeuvre qualifiée et d'un certain marché de consommation. De toutes manières, le reste du capitalisme ne voit pas d'un bon oeil l'unification allemande, puisque l'Allemagne a acquis un nouveau potentiel qui peut lui permettre une certaine prédominance sur le marché mondial. Les contradictions intercapitalistes se sont exacerbées. L'étroitesse du marché comparé à l'immense capacité productive et technique du capitalisme allemand, fait resurgir la question du danger d'un nouvel Hitler. Les contradictions dans le monde capitaliste sont mille fois supérieures à celles de l'avant-guerre. C'est l'existence de l'URSS et l'extension mondiale de la révolution qui empêchent le fascisme de renaître.

Le retard de l'ex-RDA par rapport à l'Allemagne capitaliste, sur le plan de la production, n'est pas le résultat de la structure de l'état ouvrier, mais bien de sa direction bureaucratique. Il faut avoir à l'esprit que l'Allemagne capitaliste résulte de l'énorme assistance mondiale du capitalisme, en particulier des Etats-Unis, avec le Plan Marshall. Des milliards de dollars ont été investis pour développer un monstre économique, pour s'opposer à l'influence sociale des états ouvriers. Par contre, les états ouvriers, qui ont le plus souffert de la guerre, ont mis des années à se récupérer de la destruction de l'appareil productif, de la mort de millions de personnes, dont beaucoup de communistes. On ne peut donc conclure que le développement actuel de l'Allemagne est le

résultat de la propriété privée et de l'économie de marché. L'Allemagne capitaliste est le produit d'une concentration du système capitaliste pour empêcher l'influence sociale de la RDA et des autres états ouvriers. Paradoxalement, si la "pauvre RDA" n'avait pas existé, la grande et puissante RFA n'aurait pas existé non plus. Si l'URSS et les autres états ouvriers surgis après la guerre n'avaient pas existé, l'Allemagne aurait disparu, elle aurait été partagée entre les pays capitalistes vainqueurs de la guerre. Marx analysait que la lutte des classes constituait un facteur important obligeant le capitalisme à améliorer sa capacité technique et sa productivité pour récupérer la part de plus-value que les masses lui arrachaient au moyen des luttes sociales. A l'échelle du monde actuel, les états ouvriers représentent la classe ouvrière mondiale. C'est ainsi que le développement de la RFA, ainsi qu'une bonne part des conquêtes sociales des masses de la RFA sont le résultat de l'existence de l'ex-RDA. En annexant la RDA, la bourgeoisie allemande veut supprimer cette source d'impulsions pour la classe ouvrière social-démocrate. Mais cela ne peut aboutir, car les travailleurs s'affilient déjà massivement au DGB pour se battre et maintenir et étendre les conquêtes sociales de l'état ouvrier.

D'autre part, on ne doit pas accepter la simple comparaison économique entre les deux Allemagnes. La différence principale porte sur le plan social, et dans ce domaine, la RDA s'est démontrée supérieure, les masses y connaissent des conditions de vie supérieures, tout en ayant une structure productive inférieure. L'Allemagne capitaliste ne peut même pas concéder les 35 heures revendiquées par la classe ouvrière, elle ne donne aucun droit politique aux millions de travailleurs étrangers qui ont contribué immensément à la richesse du pays, elle ne tolère pas la présence de militants communistes ou socialistes dans les services publics. Les entreprises d'état de l'ex-RDA ne peuvent être considérées comme "rentables" du point de vue capitaliste, puisqu'elles étaient chargées d'investir dans la construction de logements pour les travailleurs, d'espaces sociaux, culturels et sportifs, d'organiser les lieux de vacances, de garantir aux femmes leur poste de travail tandis que celles-ci pouvaient prendre trois ans de congé pour élever un enfant, ou

s'absenter quand un enfant était malade. Voilà les conquêtes qui constituent la principale "richesse" de l'ex-RDA. Le capitalisme n'a pas eu la force de détruire toutes ces conquêtes. Il espère donner le grand coup après les élections de décembre. La tâche centrale de la gauche, des communistes, socialistes, des Verts et de Nouveau Forum est de défendre ces conquêtes et de lutter pour leur application dans toute l'Allemagne. Nous appelons à ouvrir un débat public sur la stratégie à mener pour généraliser les conquêtes des travailleurs à tout le pays. Il faut faire des réunions, des assemblées dans les usines, des manifestations populaires, créer des organismes, des comités populaires avec des représentants des travailleurs des deux Allemagnes pour discuter une authentique unification. La IVe Internationale Posadiste appelle à un front unique entre le SPD, le PDS, les Verts, le Nouveau Forum et les syndicats de toute l'Allemagne, et les organisations des travailleurs immigrés pour battre Kohl et créer les conditions des nouvelles luttes pour des transformations socialistes de l'Allemagne. Un des points importants à discuter également est celui de la sortie de l'OTAN, et du départ des troupes alliées et surtout des USA qui font la loi dans des régions entières.

Le mouvement communiste mondial doit discuter le processus en cours en URSS et dans les autres états ouvriers, ainsi que l'unification de l'Allemagne. L'affiliation massive des travailleurs au syndicat DGB indique que la classe ouvrière ne se résigne pas à la perte des acquis sociaux et qu'elle se prépare à d'importantes luttes. Les élections ont montré que la gauche conserve une force très importante dans son ensemble. Il ne faut pas considérer comme un simple abandon, l'acceptation par Gorbatchev du programme d'unification de Kohl. L'erreur principale de la direction soviétique est de ne pas avoir accompagné la signature des accords, d'une campagne politique pour que l'unification respecte la structure de l'état ouvrier et une plus grande participation des masses. Mais il faut considérer le caractère bureaucratique de cette direction et d'autre part le fait qu'elle ne pouvait compter sur un Parti Communiste comme le PDS, qui a changé trois fois de direction et de

que l'action de l'impérialisme au Liban à travers Israël.

Cela va avoir un grand écho et certaines conséquences. La politique du Parti Communiste Italien est erronée. Ils n'ont pas analysé ainsi au début. Le jour suivant l'attentat, "L'Humanité" (journal du PCF) publiait un article disant que la CIA avait directement fait cette action. Tout montre que ces actions ont été effectuées par la CIA. Les Soviétiques et la RDA ont dit la même chose. C'est une erreur du PCI de dire qu'il faut chercher les terroristes dans les usines. Non, les terroristes sont dans le gouvernement, dans la police et dans les forces armées, et ils n'agissent pas au nom d'un pays ou d'un autre, mais au nom du système capitaliste. Ce sont les forces de l'impérialisme qui essaient de contenir le développement du processus révolutionnaire, et entre autres choses la montée des communistes au gouvernement, au moment où pour la seconde fois on allait voter en France. Cette action avait aussi pour objectif d'intimider la petite bourgeoisie en France. Ce sont des mouvements qui interviennent toujours en fonction de nécessités et d'événements politiques. Ils se proposaient au départ d'échanger Moro contre les fascistes, dont le procès est en cours actuellement. Par la suite, ils n'ont plus demandé cet échange, mais de juger Moro au moyen d'un tribunal du peuple. Ce changement est dû au fait qu'ils n'allaient pas obtenir ce qu'ils voulaient, et qu'ils allaient être obligés alors de tuer Moro, ce qui aurait signifié une réaction contre eux de la part de la démocratie-chrétienne.

Il faut tirer la conclusion qu'il s'agit d'une fausse mobilisation des communistes. La première tentative était bien, mais non la deuxième, parce qu'on ne doit pas appuyer les mesures prises par le gouvernement. Il n'y a par exemple aucune raison d'accepter qu'on puisse détenir quelqu'un 24 heures sur de simples soupçons, ou à la suite de dénonciations. Qui fait la dénonciation? C'est un petit groupe qui mène de telles actions et non le mouvement ouvrier. Ce ne sont ni les communistes, ni les syndicats, ni les gauchistes. Ces mesures de la police ont pour but d'intimider la population, de même que les mesures de contrôle du téléphone et d'interpellation des gens sans mandat judiciaire. Toutes ces mesures visent à intimider le mouvement ouvrier, mais celui-ci va les rejeter.

Le chant de la bourgeoisie en France - "nous avons gagné !" - est terminé. La clarinette du triomphateur n'a pas célébré la victoire, c'est qu'il faut continuer à courir ! Ils n'ont aucune sécurité et voient de plus les mouvements de lutte en Allemagne. Toutes les actions terroristes faites en Allemagne, en France, en Amérique Latine, en Espagne ou en Italie, ont la même forme : c'est une équipe mondiale du capitalisme qui les effectue.

La conclusion est que les partis communistes démontrent une grande faiblesse car ne s'animant pas à affronter cette situation par peur d'un coup. La mobilisation qu'ils ont faite manquait d'objectifs : ils auraient dû demander que le mouvement ouvrier contrôle la police et l'armée. Ils ont par contre dévié l'attention en disant que ce sont des actions de guérillas. La guérilla ne donne pas cette capacité d'action, cette synchronisation et cette décision, qui demandent un esprit préparé dans cet objectif, et non simplement une préparation militaire. Même si l'attitude du Parti Communiste Italien est erronée, la base va la corriger. La première réaction du parti n'a pas été celle-ci, mais on voit qu'il a dû se corriger pour essayer d'arrêter un coup provenant de plus haut. Ils en ont profité en même temps pour prendre contact avec des secteurs de la police, afin de voir s'il y avait la possibilité de coup d'Etat, et essayer de la contenir. Mais les conditions d'un coup d'Etat existent de toutes façons, car aussi bien la police que l'armée se trouvent dans la rue avec une excuse pour se mobiliser et perquisitionner toutes les maisons, sans aucune nécessité. Tout le monde sait que Moro n'est ni dans un quartier ouvrier, ni dans

LA SEQUESTRATION DE MORO, L' IMPERIALISME, LES PARTIS OUVRIERS ET LES TRANSFORMATIONS SOCIALES EN ITALIE

.....suite de la page 4

un quartier pauvre, mais dans un endroit où le corps judiciaire et policier n'a pas accès parce qu'il appartient à la grande bourgeoisie. Si Moro se trouvait dans un quartier ouvrier, on le verrait immédiatement.

§ Cette situation ne va pas en finir avec la libération de Moro, mais va se poursuivre. Ils vont faire d'autres choses encore. Ce sont les hauts cadres de l'armée qui effectuent ces actions, c'est l'OTAN. Il y avait avant des commandements séparés, maintenant le Pentagone, la CIA, les Etats-majors policiers de chaque pays sont unifiés pour mener de telles actions. Il se peut qu'il y ait des ouvriers payés, mais l'usine n'est pas un nid de contre-révolutionnaires, de traîtres, ni d'assassins, ni de gens qui tuent des présidents, il n'y a pas de place pour cela. Ce sont des commandos d'origine militaire, préparés et développés pour cette tâche.

Ils ont aussi démontré leur échec car ils ne sont pas arrivés à intimider. Même la gauche démocrate-chrétienne n'a rien dit. Par contre, la base du Parti Communiste Italien est très inquiète, parce qu'elle voit que son parti ne bouge pas. Je ne crois pas que la droite du PCI va gagner, mais que ce sera plutôt le centre et la gauche. Le PCI voit aussi que les socialistes sont très en arrière et qu'ils sont complètement effrayés : ils cèdent et sont pris de panique, car ils n'ont aucun contrôle du pays, ayant peu de forces politiques, et se retiennent alors à l'appareil bourgeois. Les républicains font la même chose, ils représentent un petit secteur de la bourgeoisie du moyen commerce, de la moyenne entreprise, en lutte contre le grand monopole, parce qu'il lui fait concurrence. C'est dans ce sens qu'ils ont une certaine liaison avec les partis ouvriers. Mais quand arrive un moment comme celui-ci, leur intérêt étant la défense de la propriété privée, ils sont conduits à s'unir au grand capital. Ils prennent par conséquent des mesures en fonction de la préservation de l'intérêt de la propriété privée, c'est-à-dire des mesures qui ne lésent pas, ne portent pas atteinte ou n'altèrent pas celle-ci.

Il faut lancer un appel aux syndicats à discuter publiquement le sens de cela, dans toutes les usines, les quartiers, dans les mobilisations. Il ne faut pas dévier la discussion en montrant que cela vient du mouvement ouvrier. Que chaque usine le montre ! Il peut y avoir un, deux, dix, quarante ouvriers aptes pour cette tâche, mais ils ne peuvent le faire. Ce n'est pas le mouvement ouvrier qui crée et occasionne de telles actions. C'est une très grande erreur des communistes qui va avoir de mauvaises conséquences pour le mouvement ouvrier, celui-ci allant réagir en condamnant et en éliminant tous les dirigeants qui ont eu de telles positions. Le mouvement ouvrier ne peut permettre l'existence de tels types en son sein. Celui qui agit ainsi ne vient pas du mouvement ouvrier, bien qu'il puisse y avoir des ouvriers en tant qu'individus qui fassent de telles actions, mais ils sont alors organisés par le grand patronat. Le mouvement ouvrier a montré ce dont il est capable au cours de la grève générale du 2 décembre, comme dans toutes les luttes qu'il a réalisées.

Il faut imposer une discussion publique

Il faut mener une discussion publique et poser qu'il faut chercher les assassins des policiers et les responsables de la séquestration de Moro dans les hauts cadres des forces armées et de la police, non parmi les militaires ou les policiers communs mais dans les hauts commandements. Il faut discuter pourquoi personne ne surveillait cet endroit à ce moment-là. C'est la même chose que lorsqu'ils

ont fait sortir Kappler de l'hôpital : aucun policier n'était là pour surveiller. Qui en a donné l'ordre? Qui a organisé cela pour qu'à ce moment précis les policiers soient ailleurs? C'est le mouvement ouvrier qui doit en faire le contrôle. On ne peut avoir confiance dans la justice bourgeoise. On peut avoir confiance dans un certain secteur démocratique, mais ce secteur n'a pas non plus ce contrôle : il appartient au niveau le plus élevé.

Les ouvriers doivent contrôler tout le pays, en combinaison avec la police et l'armée, pour mener de l'avant les mesures de développement des droits démocratiques, empêcher les fascistes et les assassins de continuer à intervenir de cette façon, et pour appliquer le programme de développement du pays et des investissements.

Il faut poser qu'en France il n'y a aucune défaite du mouvement ouvrier, dans les élections, et qu'en Italie cet assassinat est fait par un groupe de personnes protégé par l'appareil d'Etat. Cette protection ne signifie pas que l'Etat les laisse faire et ferme les yeux, mais que c'est la structure et le fonctionnement de l'appareil bourgeois qui permettent que cela soit possible. S'il y avait un contrôle de la base, du mouvement ouvrier, des syndicats, de la police et des militaires, ces derniers refuseraient d'accomplir des ordres contre la population, comme pendant la guerre où beaucoup d'aviateurs n'ont pas voulu

bombarder des quartiers ouvriers parce qu'ils voyaient que la guerre n'était qu'un prétexte pour tuer des gens. Les militaires de Tel Aviv par contre ont bombardé au Liban d'innombrables quartiers ouvriers, habités par des réfugiés palestiniens sans défense. Ce sont les mêmes qui fabriquent la bombe à neutrons et qui organisent l'enlèvement de Moro.

Il faut donc montrer qu'il faut appliquer des normes et un fonctionnement plus élevé pour défendre les droits démocratiques et les développer. Que les masses interviennent dans les quartiers, les usines, les écoles, et qu'on leur donne le pouvoir pour intervenir, en même temps qu'à la police et à une partie de l'armée, leur permettant ainsi d'attirer ces secteurs à jouer cette fonction. Il faut poser la liquidation des bandits, de la mafia, des fascistes, en même temps que la lutte pour les revendications des masses.

J. POSADAS
25 Mars 1978

*Référence de Posadas aux analyses qu'il avait faites sur la fonction des militaires à cette étape, et plus particulièrement au moment de la révolution au Portugal, au Mozambique et en Angola.

L'UNIFICATION DES DEUX ALLEMAGNES ET LA LUTTE DES MASSES POUR FAIRE ECHEC AUX PLANS DE LA BOURGEOISIE

.....suite de la page 5

nom en quelques mois. Les Soviétiques eux-mêmes sont dans une situation très complexe, et ils ont essayé, au travers de ces accords, de contraindre la bourgeoisie allemande à sauvegarder une part importante de l'industrie d'état de la RDA qui continuera à produire en vue des échanges avec l'URSS. Les Soviétiques comptent aussi sur les divisions au sein du monde capitaliste. L'accord signé entre Gorbatchev et Kohl a surpris le reste du capitalisme mondial, en particulier Thatcher et Busch. Aucun dirigeant important du système capitaliste mondial n'a participé aux cérémonies d'unification.

L'unification, sous la direction de la bourgeoisie, signifiera sans aucun doute une régression des conditions de vie pour une partie importante de la population, que ce soit dans l'ex-RDA ou dans le reste de l'Allemagne. Il faut donc s'attendre à des luttes sociales importantes. La gauche ne doit pas entériner les formules selon lesquelles tout ce qui vient de l'état ouvrier doit être rejeté. Il faut garder à l'esprit que c'est l'arrogance stalinienne de la bureaucratie qui a déplacé et découragé les jeunes, les intellectuels, les artistes qui avaient participé avec enthousiasme à l'expérience du début de l'état ouvrier. D'autre part, la transformation socialiste de la société constitue une nécessité historique. L'étatisation et la planification de

l'économie sont des instruments de progrès quand elles sont accompagnées d'organismes de participation politique des masses.

La classe ouvrière allemande a démontré dans toute son histoire, sa capacité et sa maturité : elle a construit des soviets en 1919, sous l'influence de la Révolution Russe, elle était sur le point de prendre le pouvoir, elle a contribué énormément à la défaite du nazisme, elle a donné, au travers de l'état ouvrier de la RDA, un grand appui à la révolution mondiale (à la révolution cubaine, africaine, à la résistance contre la dictature de Pinochet), elle a mené, en 1953, la première grande rébellion contre le stalinisme et, en 1989, elle a été le pilier du mouvement qui a renversé la bureaucratie de Honecker. C'est d'Allemagne aussi que viennent les plus importants intellectuels qui ont contribué à la cause du socialisme, de Marx à Rosa Luxembourg. Notre confiance dans les masses allemandes se base sur cette histoire si riche. C'est la bureaucratie qui a été abattue en Allemagne. Les masses allemandes ne se sentent pas vaincues et elles reprendront rapidement la lutte en se basant sur toute cette expérience historique.

10 novembre 1990

Le Bureau Européen.